



QUÉBEC

G. D. Gervais

1902

DÉBATS

de

L'Assemblée législative

du

QUÉBEC

TROISIÈME SESSION - 27^e Législature

Le mercredi 18 mars 1964

Vol. 1 - No 45

Président: l'honorable Richard Hyde

L'Imprimeur de la Reine: Roch Lefebvre

Le numéro, 5 cents - Abonnement: une session, \$3.00
Chèque à l'ordre du Ministre des Finances
Adresse: Comptable de l'Assemblée législative, Québec.

TABLE DES MATIÈRES

| | |
|--|------|
| Questions..... | 2063 |
| Comité des subsides - Travaux publics | |
| M. Claude-G. Gosselin (Compton)..... | 2065 |
| Le ministre des Travaux publics (M. René St-Pierre)..... | 2066 |
| M. Francis Boudreau (St-Sauveur)..... | 2066 |
| M. René Lavoie (Wolfe)..... | 2066 |
| M. Paul Allard (Beauce)..... | 2067 |
| Le chef de l'Opposition (M. Daniel Johnson)..... | 2067 |
| Le premier ministre (M. Jean Lesage)..... | 2074 |
| M. Henri-L. Coiteux (Duplessis)..... | 2080 |
| Déclaration du premier ministre | |
| Corporation Sir Georges-Etienne Cartier..... | 2082 |
| Comité des subsides - Travaux publics | |
| Les mêmes - plus | |
| M. Armand Russell (Shefford)..... | 2083 |
| M. Albert Morissette (Arthabaska)..... | 2093 |
| M. René Bernatchez (Lotbinière)..... | 2096 |
| M. Lucien Collard (Lac St-Jean)..... | 2101 |
| M. Gabriel Loubier (Bellechasse)..... | 2110 |
| Message du Conseil législatif | |
| Bills 23, 24, 25 et 26 votés sans amendement..... | 2114 |
| Bill 48 voté avec amendements | |
| Le premier ministre..... | 2114 |
| Le chef de l'Opposition..... | 2114 |
| Ajournement à jeudi, 2 h 30 p. m. | 2116 |

(Deux heures et demie de l'après-midi)

M. HYDE (président): Qu'on ouvre les portes.
Let the doors be opened.

A l'ordre, messieurs. Affaires courantes.

Présentation de pétitions.

Lecture et réception de pétitions.

Présentation de rapports de comités élus.

Présentation de motions non annoncées.

Présentation de bills privés.

Présentation de bills publics.

M. LESAGE: M. le Président, j'aurai une déclaration ministérielle à faire dans le cours de l'après-midi. Malheureusement, elle n'est pas prête, on achève de la dactylographier et, aussitôt qu'elle sera prête, eh bien j'avise que je demanderai le consentement unanime pour suspendre la séance du comité afin de retourner en Chambre et faire la déclaration en question.

M. JOHNSON: A quel sujet?

M. LESAGE: Je le dirai à ce moment-là, M. le Président.

M. JOHNSON: M. le Président, le premier ministre admet qu'il faut le consentement unanime pour faire une déclaration ministérielle qui n'est pas encore prête. Il me semble...

M. LESAGE: Je la ferai demain.

M. JOHNSON: ... que pour obtenir...

M. LESAGE: Très bien, M. le Président, je la ferai demain.

M. JOHNSON: Très bien.

M. LE PRESIDENT: Affaires du jour.

Professeurs de l'Estrie

M. JOHNSON: M. le Président, le ministre intérimaire de la Jeunesse voudrait-il informer la Chambre de l'état du problème de la grève dans l'Estrie?

M. LAPORTE: Le ministre n'a aucune déclaration à faire pour le moment.

Le Renoir

M. JOHNSON: M. le Président, un journal a publié que la toile « Nature morte » de Renoir,

qui a été volée au musée, aurait été achetée en 1960. Le ministre des Affaires culturelles peut-il confirmer cette nouvelle ou nous donner des détails: où, quand et de qui cette toile a-t-elle été achetée?

M. LAPALME: Je crains, M. le Président, de faire une erreur en parlant de mémoire. Je crois qu'elle appartenait à la collection Duplessis.

M. LESAGE: Numéro...

Le Fédéral et les étudiants

M. JOHNSON: M. le Président, le premier ministre a-t-il, comme chef de l'Etat du Québec, fait des représentations au gouvernement fédéral relativement aux bourses ou aux allocations familiales prolongées pour les étudiants?

M. LESAGE: M. le Président, ces questions sont à l'étude par le Conseil des ministres et les déclarations que j'aurai à faire sur le sujet seront faites en temps utile, c'est-à-dire dès l'ouverture de la conférence fédérale-provinciale le 31 mars prochain.

M. JOHNSON: M. le Président, Ottawa a-t-il consulté les provinces dans le contexte du fédéralisme coopératif avant d'annoncer une telle mesure?

M. LESAGE: Bien la mesure des prêts aux étudiants est annoncée depuis déjà assez longtemps. Quant à la mesure concernant la prolongation des allocations familiales jusqu'à l'âge de 18 ans exclusivement, il n'y a pas eu de consultation.

M. LAVOIE (Wolfe): M. le Président, en date du 6 mars j'avais fait une motion à cette Chambre pour avoir le dossier du ministère des Terres et Forêts relativement au lot 2543 du cadastre officiel du canton de Wolfetown. Est-ce que le ministre pourrait me dire s'il va me le soumettre prochainement s'il vous plaît?

M. CLICHE: Nous avons répondu à plusieurs questions récemment. La question du député est à l'étude, nous verrons à produire la réponse le plus tôt possible.

Rapports à déposer

M. JOHNSON: M. le Président, en vertu du règlement certains rapports doivent être déposés dans des délais déterminés au règlement

ou déterminés à la loi selon le cas, et il en reste au moins quatre qui n'ont pas été déposés, ceux-ci entre autres: le rapport...

M. LESAGE: Est-ce que le chef de l'Opposition me rendrait le service de me les nommer?

M. JOHNSON: Le ministre de la Voirie: le rapport des biens de l'Office des autoroutes au 31 décembre 1963 qui doit être déposé dans les quinze jours de la session.

M. PINARD: La Voirie c'est déposé.

M. LESAGE: La Voirie ç'a été déposé.

M. JOHNSON: Non mais l'Office des autoroutes?

M. PINARD: Oui, oui, le 10 avril.

M. JOHNSON: Le ministre de la Santé rapport du service provincial d'hygiène pour l'année précédente, dans les 10 premiers jours de la session.

M. COUTURIER: Il n'est pas prêt.

M. LESAGE: Il n'est pas prêt.

M. JOHNSON: Le ministre des Richesses naturelles: rapport annuel de l'Hydro-Québec, dans le cours de la session. Il n'est pas nécessairement en retard celui-là. Et le ministre des Richesses naturelles encore; rapport annuel et état concernant les mines de la province, dans le cours de la session également. Est-ce que le ministre des Richesses naturelles croit que ces deux rapports seront déposés incessamment?

M. RENE LEVESQUE: On l'espère, enfin le plus près possible après les vacances de Pâques.

M. JOHNSON: De toute façon durant le cours de la session.

M. RENE LEVESQUE: Oui, oui, et avant la On.

M. LE PRESIDENT: Affaires du jour.

Questions répondues

M. LESAGE: M. le Président, No 24 il s'agit d'une question du député de Wolfe, M. Lavoie, qui comporte une réponse assez longue et volumineuse sous forme de tableau. Alors je fais

motion pour que la question soit transformée en motion et le ministre de la Voirie est disposé à déposer le document.

M. LAVOIE (Wolfe): Merci M. le ministre.

M. LE PRESIDENT: Cette motion sera-t-elle adoptée? Adoptée.

M. LESAGE: No 29, une question de M. Cloutier pour M. Lafrance, lue et répondue. Question No 30, question de M. Cloutier encore pour M. Lafrance, lue et répondue. No 40, documents déposés.

M. FORTIN: Lue et répondue.

M. LESAGE: Non documents déposés. Une motion. No 32...

M. PINARD: Une question de M. Lavoie, lue et répondue.

M. LESAGE: No 46.

M. LE PRESIDENT: M. Lesage propose que je quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides. Cette motion sera-t-elle adoptée? Adoptée.

M. LESAGE: M. le Président, je voulais annoncer quelque chose au sujet de la procédure de la Chambre mais ça m'est parti de l'idée. C'est que le comité des bills privés, semble-t-il, devra siéger, comme je l'avais pensé à un moment donné, en cette Chambre demain matin au lieu de siéger en bas parce que le Comité des relations de travail dans les services publics devra continuer son travail demain matin d'après les informations qui me sont données par la présidente. Alors nous siégerons ici en Chambre et je ne crois pas que ça donne lieu pour cette fois-ci au même genre d'activités oratoires que celles dont nous avons été témoins il y a deux ou trois ans. Il n'y a pas grand chose.

M. DOZOIS: La deuxième plus grande ville de la province! Cela peut prendre trois semaines au lieu de six.

M. LESAGE: Je ne crois pas.

M. BEDARD (président du comité des subsides): Alors, Travaux publics, article 3, subdivision 4.

Comité des subsides: Travaux publics

M. GOSSELIN: M. le Président, alors que nous étions à étudier l'article 3, sous-item 4, hier, où un montant de \$5,000,000 est réclamé par le ministère des Travaux publics pour payer les loyers, les baux de la province, l'honorable ministre nous a dit que la politique de son ministère ou du gouvernement était considérablement changée et que maintenant on ne signait plus de baux à long terme.

Or, si l'on regarde le document qui m'a été remis par l'honorable ministre lui-même, on verra dans ce document que, même si le ministre nous dit que cette politique a été discontinuée, on continue. Parce qu'il y a des baux de six ans, il y en a de quinze, et même on en voit de vingt-cinq ans. Vous avez par exemple un immeuble ou une partie d'immeuble qui a été louée par le ministère des Travaux publics mais pour la Régie des alcools du Québec et on a signé un bail de vingt-cinq ans. Et il y a quelque chose qui m'intrigue aussi quant à la location de ces baux.

On remarque d'abord qu'il y a eu de la part du gouvernement une première location à Place Ville-Marie où l'on spécifie qu'il y a eu 2,062 pieds carrés de loués et le loyer mensuel est de \$2,353.50 formant un total du loyer de \$280,066.50. Par contre, on remarque que la Régie des alcools du Québec peut louer, elle, à meilleur marché de la même compagnie, soit Place Ville-Marie Corporation, où l'on paie un loyer mensuel de \$2,000 pour une superficie de 8,760 pieds carrés.

Or, M. le Président, je me demande de quelle façon, ou encore, quelle est le plan de planification, je ne dirai pas sur papier, mais dans la tête du ministre, pour remédier à cette situation?

M. ST-PIERRE: Je remercie le député de Compton des remarques qu'il vient de faire à la fin. Je tiens à lui dire, premièrement, que pour la Commission des liqueurs, lui qui est bien renseigné, ça ne dépend pas des Travaux publics. Ses renseignements sont faux. D'ailleurs quant à l'établissement même de la Commission des liqueurs, c'est au sous-sol au lieu d'être au rez-de-chaussée, et si le député de Compton a déjà visité Montréal, s'est promené autour de l'édifice Place Ville-Marie, il a dû constater que les locaux qui sont au rez-de-chaussée sont plus dispendieux que ceux du sous-sol. Il y a toujours des différences.

Et si c'est parmi les boutiques que se trouve la Commission des liqueurs, il faut penser que le rez-de-chaussée, où nous sommes situés, est à peu près le site le mieux placé. Il est vrai que, dans ce cas-là, nous avons loué pour 9 ans

et 11 mois. Il faut comprendre que même si c'est notre politique de louer à court terme, il peut y avoir quelques locaux que nous louons pour des termes plus longs que 5 ans. Mais notre politique c'est de ne pas dépasser 5 ans. Quant au prix, c'est un prix, comme je l'ai dit hier, c'est un prix qui est fixé par les propriétaires. C'est-à-dire qu'on n'a pas le choix si on veut se placer là, au centre. Nos voisins sont des compagnies d'aviation, il y a des consulats, enfin c'est un endroit où s'adressent à peu près tous ceux qui voyagent; et pour les bureaux du Tourisme il fallait absolument faire quelque chose comme ça si on voulait réellement se rapprocher de la clientèle probable de ceux qui visiteraient la province de Québec.

Le bail est daté du 1er juin 1963 et expire le 30 avril 1973, 9 ans et 11 mois. Il y a 1,838 pieds à \$15 le pied carré. Il y en a 224 pieds à \$3 le pied carré. Le total, comme l'a si bien dit le député de Compton, c'est \$2,353.50 par mois, et c'est bien justifiable; c'est le même prix que les voisins payent. Il faut comprendre aussi que les propriétaires de cet immeuble ont pris la responsabilité d'absorber le loyer dans le « Dominion Square Building » que nous avons pour l'Office du tourisme. Ils l'ont absorbé pour la période du 1er juin à l'échéance au 30 avril 1964, soit \$883,33 par mois, jusqu'à l'expiration du bail du local qui était occupé au « Dominion Square Building ». La signature du bail a été faite avec une société qui porte le nom de Place Ville-Marie Corporation par M. Harry McCauley, vice-président exécutif, et l'adresse exacte est « Place Ville-Marie », mais le bureau de cette compagnie se trouvait, pendant la construction, à 1010 Ste-Catherine ouest; c'est là que nous avons signé. Mais l'Office du Tourisme est logé à la Place Ville-Marie même. C'est un très bel endroit, très bien aménagé, et j'invite le député et les membres de l'Opposition à visiter ce nouveau site qui illustre comment le gouvernement actuel a à coeur d'améliorer les conditions des locaux, surtout pour les départements qui ont des contacts avec les visiteurs dans la province de Québec. Cela sera de nature à rapporter à mon point de vue, cent pour cent sur le capital, je dirais mille pour cent sur le capital investi.

M. GOSSELIN: Il n'en reste pas moins, M. le Président, lorsque l'honorable ministre nous dit que ceci ne relève pas de lui, que ceci relève plutôt de la Régie des alcools du Québec...

M. ST-PIERRE: Pas pour celui-là, c'est pour l'Office du tourisme.

M. GOSSELIN: L'honorable ministre nous réclame tout de même \$5,000,000 pour payer toutes ces locations. Est-ce que, en l'occurrence lorsqu'il s'agit de locaux loués par la Régie des alcools, est-ce que c'est elle-même qui absorbe le coût de cette location ou si c'est payé par le ministère des Travaux publics?

M. JOHNSON: C'est elle-même.

M. ST-PIERRE: C'est elle-même, ce n'est pas nous, c'est une corporation séparée.

M. GOSSELIN: Très bien. Alors, le ministre comprendra que si nous faisons ces remarques c'est que nous constatons qu'à plusieurs endroits les sommes payées pour la location de ces locaux sont fabuleuses et représentent des montants très considérables.

Je crois que l'on devrait faire en sorte que la province de Québec bâtit ou acquiert ces propriétés-là ou encore acquiert des endroits pour construire les bureaux devant servir au gouvernement parce que je suis sûr que de cette façon on économiserait une quantité d'argent considérable.

M. BOUDREAU: M. le Président, je voudrais poser une question au ministre, dans tous les cas de location comme ça, soit pour un local pour la Commission des liqueurs ou pour l'aménagement d'un bureau quelconque, si je comprends bien, le gouvernement fait l'aménagement à ses frais...

M. ST-PIERRE: Pas dans tous les cas.

M. BOUDREAU: ... dispose des appartements je crois que pour la Commission des liqueurs, je pense qu'on le fait, mais est-ce qu'on le fait dans tous les cas?

M. ST-PIERRE: Bien autrefois, je pense que lorsqu'on louait, — c'est arrivé pour l'édifice qui a été loué en 1960 là, l'édifice de l'immeuble des employés civils, — nous avons loué sans aménagement, les aménagements sont à nos frais; mais je dois dire que depuis assez longtemps, nous louons et nous exigeons que l'aménagement soit fait par le propriétaire suivant le programme qui est dressé par le ministère des Travaux publics et le ministère intéressé et suivant nos plans et devis. Il y a des édifices évidemment quand il y a des engagements qui ont été pris auparavant où nous avons fait, les aménagements. A la Mutuelle des employés civils, l'aménagement est à nos frais, mais l'engagement avait été pris en 1960.

M. LAVOIE (Wolfe): M. le Président, je remarque à la page 49 du rapport du ministère des Travaux publics, que dans le comté de Wolfe, il existe deux baux. Est-ce que M. le ministre pourrait me dire...

M. ST-PIERRE: Page 49?

M. LAVOIE (Wolfe): Page 49 de votre rapport, dans mon comté, comté de Wolfe, il existe deux baux, est-ce que le ministre pourrait me renseigner, me dire de qui a loué et à quelles fins, et à quel prix, s'il vous plait?

M. ST-PIERRE: Dans Wolfe il y a un local de 540 pieds pour l'Agriculture, le propriétaire de qui nous avons loué M. Louis Emile Boutin, c'est loué au mois, \$65.00 par mois, \$780 par année ou \$1.44 du pi. car. Et à Weedon Centre, propriétaire Eugène Lemay, l'unité sanitaire, 12,48 pieds, loué au mois \$145 par mois, \$1,740 par année \$1.39 du pi. car.

M. LAVOIE (Wolfe): Maintenant M. le ministre dans le cas de M. Eugène Lemay, de Weedon, est-ce que vous avez encore un bail avec ce propriétaire?

M. ST-PIERRE: C'est un bail renouvelable automatiquement au mois.

M. LAVOIE (Wolfe): Alors est-ce que ça veut nécessairement dire que l'unité sanitaire qui est logée dans cet édifice doit déménager prochainement?

M. ST-PIERRE: L'unité sanitaire décide lorsqu'il s'agit de déménager mais l'ordre vient toujours du ministère de la Santé qui demande un local en proportion de ce qui lui est nécessaire pour lui, pour le service du comté ou de l'endroit où il est.

M. LAVOIE (Wolfe): Si je comprends bien M. le Président, j'aimerais savoir du ministre pourquoi il loue ça au mois maintenant tandis qu'avant, c'était loué avec un bail de un an au moins. Ce sont certainement des intentions du ministère des Travaux publics.

M. ST-PIERRE: Je ne sais pas mais d'après ce que l'on me dit, il a toujours été loué au mois depuis très longtemps.

M. LAVOIE (Wolfe): Toujours été loué au mois.

M. ST-PIERRE: C'est peut-être les proprié-

taires des fois qui demandent ça aussi.

M. LAVOIE (Wolfe): Ah, je ne crois pas dans son cas que ce soit le propriétaire, parce que M. Lemay m'en a parlé lui-même, il était un peu désappointé de voir que le ministère de la Santé songe à changer d'endroit.

M. ALLARD: M. le Président Je voudrais attirer l'attention du ministre sur la question de l'école de céramique de St-Joseph de Beauce, bâtisse qui appartient aux Travaux publics. Comme le ministre est au courant, il y a des démarches faites depuis déjà plusieurs mois dans le but de disposer de cette bâtisse, les évaluateurs et les experts du ministère ont évalué la bâtisse à \$24,000 environ et, pour faire cette évaluation, ils se sont basés sur le prix payé par le ministère de l'Agriculture, je crois en 1943; le prix d'achat avait été de \$6,000 et on avait fait à cette occasion,...Pardon?

M. ST-PIERRE: Ce n'est pas \$6,300?

M. ALLARD: \$6,000. Selon les informations que j'ai, en 1943 le ministère avait payé \$6,000; on y aurait fait des réparations; on aurait renouvelé le système électrique; on aurait acheté aussi de la machinerie et cette machinerie-là venait de l'Ouest, de la machinerie usagée qui a été remise en état, afin de servir aux céramistes. Maintenant, depuis 1945, le syndicat a entretenu cette bâtisse-là; il y a fait des améliorations pour une somme de \$23,630; on y a ajouté des machineries pour un montant de \$23,225 et quelques sous; on a acheté des ameublements qui ont été fixés à la bâtisse pour \$12,800.32 et on a ajouté par après de nouvelles machineries pour \$39,356. Ce qui fait que la bâtisse a été améliorée par le Syndicat des céramistes pour un montant de pratiquement \$100,000.

Evidemment, tout cela a donné une plus-value à l'immeuble. Le département évalue à \$24,000 et demande au Syndicat de lui payer aujourd'hui \$24,000. Je crois que c'est un montant qui est excessivement exagéré, étant donné tout l'entretien et tout ce que le Syndicat a dépensé dans cette bâtisse, et en fait ce qui a été dépensé par le ministère représente quoi? \$6,000 à \$10,000. Evidemment la machinerie dont il est question, qui a été achetée usagée à ce moment-là n'avait pas une valeur excessive. Le système d'électricité a été réparé et refait depuis ce temps-là; ce ne sont pas des dépenses faites par le ministère.

De toute façon, le ministre connaît bien la situation. Il s'agit d'un syndicat qui, jusqu'à

ces années dernières, bénéficiait d'octrois et depuis deux ans on a enlevé tous les octrois: il y avait des professeurs qui enseignaient la céramique et qui, à la fin du mois de mars cette année, ne seront plus payés en aucune manière par le département; alors tous les octrois qui avaient été accordés sont désormais éliminés. Dans cette situation-là, il ne faudrait pas que le prix exorbitant demandé par le ministère mette les membres du syndicat dans une situation financière dangereuse.

Pour la municipalité de St-Joseph-de-Beauce, c'est une industrie des plus importante qui emploie une soixantaine de personnes, qui fait gagner des salaires appréciables pour la municipalité sans tenir compte que c'est une industrie locale, un artisanat qui a une renommée aujourd'hui à travers toute la province. Alors, je ne crois pas que le ministère serait justifié de faire un profit avec la vente de cette bâtisse et je crois plutôt qu'il serait normal que le ministère vende cette bâtisse au syndicat pour un prix nominal qui serait convenable et qui ferait l'affaire du syndicat autant que du ministère.

M. ST-PIERRE: Il me fait plaisir de répondre au député de Beauce. Je me rappelle en avoir parlé assez longuement avec lui, et avec les intéressés de ce syndicat. J'ai beaucoup de sympathie pour eux et je dois soumettre, dans un avenir très rapproché, au Conseil des ministres, la proposition qui a été faite par M. Clôchard.

M. ALLARD: Bien voici, M. Clôchard finit justement à la fin du mois. Il ne sera plus professeur ni, je crois, ne reste intéressé au syndicat.

Ce qui serait excessivement important, c'est qu'une décision soit prise. La question traîne depuis déjà deux ans et imaginez leur situation: ils ne savent pas où ils vont, ils auraient des améliorations à apporter, ils voudraient s'organiser. Il serait très important que cette bâtisse-là ne soit pas mise aux enchères pour placer le syndicat dans une situation embarrassante, si d'autres personnes étaient intéressées à la bâtisse.

M. ST-PIERRE: J'ai noté avec beaucoup d'attention ce que vient de dire le député et je dois l'assurer que dans un avenir rapproché il aura une réponse.

M. JOHNSON: M. le Président, est-ce que le ministre ne m'avait pas promis hier une copie du bail entre la province et Napoléon Côté, pour un espace dans l'édifice Greenberg?

M. ST-PIERRE: Voici justement le bail contenant une déclaration de raisons sociales. Le bail est signé par les Immeubles St-Jean Enr., le 29e jour de novembre 1960.

M. JOHNSON: Le ministre me permettrait-il de consulter le bail?

M. ST-PIERRE: Avec plaisir. C'est exactement comme j'ai dit hier.

M. BOUDREAU: M. le Président, pour l'information du ministre, pendant que le chef de l'Opposition va prendre connaissance du bail, je lui dirai que ce matin nous avons pris les renseignements au bureau d'enregistrement et nous avons trouvé qu'en 1960, au mois de mars, Greenberg a vendu sa bâtisse à Nathan Gilbert Realities, tous d'excellents compatriotes.

M. ST-PIERRE: Alors, le bail est là. Nous transigeons avec celui qui a signé le bail,

M. JOHNSON: M. le Président, ici on a une déclaration de M. Napoléon Côté...

M. ST-PIERRE: Vous savez, c'est pas le côté du bail, ça!

M. JOHNSON: ... produite à la Cour supérieure dans laquelle le dit Napoléon Côté déclare qu'il entend transiger « comme propriétaire de l'immeuble pour fins de location, toutes autres opérations s'y rattachant sous les nom et raison sociale de « les Immeubles St-Jean Enr. » et,...

M. ST-PIERRE: Plus loin c'est écrit qu'il est le seul et unique propriétaire. Le chef de l'Opposition pourrait lire ça?

M. JOHNSON: M. le Président, il n'y a aucune autre personne associée avec lui dans la raison sociale des Immeubles St-Jean Enr.

M. ST-PIERRE: Il dit: « dont je suis l'unique propriétaire ».

M. JOHNSON: Non, ce n'est pas ça qui est marqué, ici.

M. ST-PIERRE: Ce qui a été enregistré peut y avoir un seul propriétaire.

M. JOHNSON: « Je déclare, de plus, que je suis marié à dame Rose Gagnon sous le régime de la séparation de biens selon contrat de mariage passé devant monsieur le notaire Louis

Leclerc, en foi de quoi j'ai signé à Québec, ce 29e jour de novembre 1960...

M. GOSSELIN: Déclaration de mariage.

M. JOHNSON: « Napoléon Côté. » Les Immeubles St-Jean Enr. Donc Napoléon Côté, sont représentés ici comme étant le bailleur et Sa Majesté la Reine Elisabeth II est représentée par l'honorable René Levesque, ministre des Travaux publics du temps.

Je ne vois pas, M. le Président, dans la description ou l'identification des parties aucune indication qui permettrait de déclarer que M. Napoléon Côté ou les Immeubles St-Jean sont les propriétaires de cet espace; ils ne sont que les bailleurs. C'est un bail pour la somme totale de \$43,572, payables en versements mensuels égaux et consécutifs de \$3,631 à la fin de chaque mois. C'est un bail pour une période de cinq ans, donc un bail d'au-delà de \$215,000.

M. GOSSELIN: Ce n'est pas cher.

M. JOHNSON: Au-delà de \$215,000.

M. ST-PIERRE: Est-ce que c'est plus cher que la moyenne?

M. GOSSELIN: M. Napoléon Côté, en l'occurrence, n'est pas le bailleur, il doit être plutôt le « by-pass ».

M. ST-PIERRE: « By-pass »? C'est en langue française?

M. JOHNSON: M. le Président, le bailleur étant les Immeubles St-Jean Enr. et le preneur l'honorable René Levesque...

M. ST-PIERRE: On pourrait suspendre la séance si le chef de l'Opposition préfère...

M. JOHNSON: Non, je pense que je viens de comprendre que...

M. ST-PIERRE: Ce que vous voulez penser.

M. JOHNSON: ... c'est un nouveau système des libéraux pour masquer leur patronage. L'immeuble appartenait à M. Greenberg qui l'a vendu à Nathan Gilbert, et M. Napoléon Côté, qui est reconnu, me dit-on, comme un organisateur libéral bien en vue à Québec, s'arrange pour être le bailleur. Nous ne connaissons pas les conditions entre M. Côté et M. Greenberg ou M. Gilbert, mais lui est le bailleur; ça paraît mieux. En même temps ça permet de favoriser

un ami, un monsieur Côté qui a été bien dévoué. Or, pour son dévouement et son abnégation comme organisateur libéral, au mois de novembre 1960, on lui passe un bail pour un prix total d'au delà de \$200,000...

M. ST-PIERRE: Je me permets de rectifier les chiffres mentionnés par le chef de l'Opposition tout à l'heure, parce qu'il y a certainement un journal qui va prendre ça comme entête comme on a fait hier au sujet des travaux en régie, on disait que le gouvernement fait du patronage avec les travaux en régie.

M. JOHNSON: M. le Président, ce bail est fait moyennant le prix de \$43,572 pour chaque année de sa durée...

M. ST-PIERRE: Combien?

M. JOHNSON: \$43,572.

M. ST-PIERRE: Y compris l'entretien?

M. JOHNSON: Oui, tout de même...

M. ST-PIERRE: L'entretien, ce n'est pas un loyer.

M. JOHNSON: ... pour chaque année de sa durée et c'est un bail de 5 ans.

M. ST-PIERRE: Combien du pied carré?

M. JOHNSON: On mentionne ici que c'est un prix de \$3 le pied carré.

M. ST-PIERRE: Est-ce un prix normal?

M. JOHNSON: M. le Président, je ne le sais pas...

M. ST-PIERRE: Est-ce que c'est normal, avec l'entretien, à \$3?

M. JOHNSON: ... je ne le sais pas si c'est un prix normal.

M. ST-PIERRE: Mais, moi, je le sais.

M. JOHNSON: Mais, ce qui n'est pas normal, c'est que monsieur Greenberg ou un autre soit obligé de passer par un intermédiaire pour louer.

M. ST-PIERRE: Bien, ça, c'est absolument normal.

M. JOHNSON: Si on a besoin d'un espace, si l'espace est placé à un endroit convenable et commode pour les fins auxquelles on le destine, si le prix est raisonnable, c'est là que doivent s'arrêter les considérations du ministre; à moins que, — je parle de son prédécesseur évidemment, — à moins qu'on ne veuille en faire du patronage et récompenser des amis, on ne procède pas comme on l'a fait ici. Ici on fait faire un dollar ou une commission, tant par mois ou une somme globale, à monsieur Napoléon Côté qui n'est pas, du moins d'après les documents que j'ai en ma possession, qui n'est pas propriétaire de cet immeuble. Le renseignement a été vérifié par le député de St-Sauveur.

M. le Président, c'est un autre cas clair de patronage. C'est un autre système, une autre manière de l'opérer. Je comprends que ce n'est pas le ministre lui-même qui a pratiqué celui-là, mais je pense que la Chambre est bien intéressée de constater que, lorsqu'il s'agit de trouver des méthodes nouvelles de faire du patronage camouflé, il n'y en a pas de meilleures que celles des libéraux, même de ceux qui venaient d'entrer dans le parti, comme le député de Laurier, ministre des Travaux publics dans le temps.

M. ST-PIERRE: M. le Président, il y a seulement les naïfs qui vont croire une chose comme celle que vient de dire le chef de l'Opposition, Ceux qui écriront des phrases, des entêtes avec ça ce sont des gens qui ne comprennent rien dans les affaires. \$3 du pied carré y compris l'entretien, c'est un prix normal, et c'est même en bas de la moyenne.

M. JOHNSON: Je ne discute même pas de ça.

M. ST-PIERRE: J'ai visité l'édifice, il est très moderne, il est dans Québec à part ça. Et puis à part ça, il est très bien situé. Le bail n'est que pour 5 ans. Il n'y a rien d'anormal dans le prix, il n'y a absolument rien d'anormal dans le bail. Nous avons traité avec une personne qui est censée être propriétaire. Elle a le droit de louer parce qu'on ne s'est pas fait sortir depuis 4 ans. Alors le propriétaire est certainement satisfait des arrangements que nous avons. Le propriétaire pour nous, c'est celui avec qui nous avons signé le bail. Le prix que nous payons est un prix normal et le montant de l'entretien est compris dans le prix. C'est mieux que d'autres baux que j'ai vus, qui étaient signés sans comprendre l'entretien, ni l'aménagement, ni l'éclairage.

Et je dois dire ceci aussi, c'est qu'il fallait loger la Commission du service civil dans un endroit assez grand, avec assez d'espace pour pouvoir fonctionner. Autrefois, la Commission du Service civil, du temps de l'Union nationale, fonctionnait avec un homme, c'était un M. Laforce, je crois...

M. JOHNSON: Il est à côté de la question,

M. ST-PIERRE: ... qui avait plus de 80 ans,

M. JOHNSON: Il est à côté de la question.

M. ST-PIERRE: C'était la seule personne qui était en charge de tout le fonctionnement du Service civil. C'est en dehors de la question évidemment, mais ça fait partie un peu de la question qui a été posée...

M. JOHNSON: Cela fait partie de la patente de patronage de Napoléon Côté avec le député de Montréal-Laurier.

M. ST-PIERRE: ... et de la réponse que je dois donner. Si on a loué pour \$43,000 de locaux pour la Commission du service civil, c'est parce qu'il y avait une Commission du service civil qui opérait. Mais lorsqu'il y avait seulement un homme, comme du temps de l'Union nationale, il n'avait pas besoin d'espace. Un petit appartement au bout d'un passage, c'était suffisant.

M. JOHNSON: M. le Président, un peu plus et le ministre nous aurait dit que c'est par philanthropie que M. Greenberg ou M. Gilbert ont loué ça à la province, pour rendre un grand service à la province.

M. ST-PIERRE: Le chef de l'Opposition...

M. JOHNSON: C'est par philanthropie que M. Nap. Côté a loué ça à la province. Il n'est pas question du prix, nous n'en discutons pas, nous n'avons pas les renseignements nécessaires pour évaluer ce prix de \$3.

M. ST-PIERRE: Pourquoi avez-vous mentionné \$215,000 si vous ne connaissez pas la question?

M. JOHNSON: Nous ne discutons pas de la nécessité, M. le Président, pour l'attribution à la Commission du Service Civil de se loger convenablement. Mais il n'est pas question de la compétence de la Commission du Service actuel ou de l'ancienne commission du Service civil composée, comme il le disait, d'un homme, tan-

dis qu'eux ils se sont contentés d'un candidat à la convention libérale, le docteur Aimé Fauteux, pendant un bon bout de temps.

M. ST-PIERRE: Il n'était pas pire.

M. JOHNSON: Il s'agit de savoir pourquoi une propriété qui appartient à Greenberg est louée au gouvernement par l'intermédiaire de Napoléon Côté? Le ministre dit: « Pour nous le propriétaire c'est celui qui signe le bail ». Je suis tenté de répéter une remarque que je devrais retirer. Le propriétaire, c'est le propriétaire, et le bailleur, c'est un autre. Nous voulons savoir pourquoi le propriétaire Greenberg, et ensuite Gilbert, ont dû louer par l'intermédiaire de Napoléon Côté, bailleur, qui, à aucun endroit dans le contrat, du moins d'après une lecture rapide, ne se décrit comme le propriétaire. Nous prétendons, jusqu'à preuve du contraire, qu'il s'agit d'un autre système de patronage mis au point par les libéraux en 1960, qui étaient affamés, comme dirait le premier ministre, ou qui avaient été affamés. M. Napoléon Côté était-il un agent d'immeubles dans ce genre de commerce avant 1960? Je ne le sais pas. Le ministre doit le savoir ou devrait le savoir. Napoléon Côté est-il propriétaire de l'immeuble? Cela n'apparaît pas au bureau d'enregistrement, ni dans le document que le ministre m'a remis. Le propriétaire c'est Greenberg, et subséquemment Nathan Gilbert, et je demande au ministre pourquoi ce système? Est-ce un paravent? Est-ce une manière de récompenser des amis, ou une manière de payer une commission, ou une manière de régler certains problèmes du parti libéral?

M. ST-PIERRE: Ce que je veux dire, M. le Président, sur cette question, c'est que premièrement le bail je l'ai passé pour le savoir. C'est le député de Québec qui l'a dans son bureau.

M. GOSSELIN: Non, non, on va vous le remettre, il n'a pas sorti de la Chambre.

M. ST-PIERRE: Lisez le chacun votre tour si vous voulez, c'est la même chose. Maintenant, on a signé avec les immeubles St-Jean; les immeubles St-Jean, c'est bien dit que M. Napoléon Côté, le propriétaire...

M. JOHNSON: Non.

M. ST-PIERRE: Associé, enfin.

M. JOHNSON: Non.

M. ST-PIERRE: Ce n'est pas dit.

M. JOHNSON: Il n'est pas propriétaire, il fait affaire sous le nom de...

M. ST-PIERRE: Propriétaire seul.

M. GOSSELIN: C'est un agent.

M. ST-PIERRE: Et pourquoi M. Napoléon Côté n'a-t-il pas le droit de signer ce bail? Eh bien! il appartient au chef de l'Opposition d'avoir dit ce qu'il a dit. Cela appartenait à un autre, il a mentionné ça. Il n'y a rien d'écrit dans les noms qu'il mentionne. Il n'en est pas question nulle part dans le bail, ni ailleurs, qu'il représente Greenberg. Il n'y a absolument rien de mentionné.

M. JOHNSON: Non, non.

M. ST-PIERRE: Ce sont des renseignements qui sont venus des sources d'informations qu'a le chef de l'Opposition dans la ville de Québec, et ailleurs, et puis il appartiendra probablement aux Immeubles St-Jean de savoir que, eux, ils ne sont pas considérés dans le moment comme propriétaires, et qu'ils ont probablement créé un précédent, je ne sais pas, en signant un bail au nom d'une autre maison. Alors ils n'auraient pas l'autorité de signer le bail, puisqu'ils se déclarent propriétaires. Ils n'avaient pas l'autorité.

M. JOHNSON: Es ne sont pas propriétaires, M. le Président.

M. ST-PIERRE: Alors s'ils ne sont pas propriétaires, ils n'ont pas l'autorité de signer le bail, d'après le chef de l'Opposition.

M. JOHNSON: Je n'ai pas dit ça, M. le Président.

M. ST-PIERRE: Nous allons nous informer pour savoir si, réellement, cette société dont M. Côté est le propriétaire, qui est un honnête citoyen de Québec et dont, d'après ce que le chef de l'Opposition veut dire, le seul défaut est de ne pas être de l'Union nationale, eh bien! il s'agira de savoir pourquoi M. Côté a voulu louer au nom des immeubles St-Jean, un édifice pour la Commission du Service civil, de l'aménager et de le louer. Il s'agira pour nous de savoir ça.

L'accusation est venue directement du chef de l'Opposition, accusant M. Côté d'avoir signé un bail pour une société qui s'appelle Greenberg

et qui est peut-être un citoyen de la province de la province de Québec mais qui n'aurait probablement pas le droit de louer dans la province de Québec des édifices. La question...

M. JOHNSON: Pourquoi pas?

M. ST-PIERRE: Pourquoi pas? Mais ça semble ça. C'est qu'actuellement là...

M. JOHNSON: C'est le contraire, M. le Président.

M. ST-PIERRE: ... les immeubles St-Jean ont signé pour un autre...

M. JOHNSON: Ce sont les libéraux qui donnent cette impression-là en ne louant pas directement de Greenberg mais en passant par M. Côté...

M. ST-PIERRE: L'impression du chef de l'Opposition c'est que je suis...

M. LE PRESIDENT: A l'ordre.

M. ST-PIERRE: ... c'est que la maison Greenberg s'est servie d'un paravent pour louer au ministère. Elle s'est servie d'un paravent elle a pris les Immeubles St-Jean et s'est cachée en arrière pour louer quelque chose à la province de Québec malgré que ce sont des payeurs de taxes. Parce que d'après ce qu'a dit le chef de l'Opposition...

M. JOHNSON: C'est peut-être la province qui a exigé ça,

M. PINARD: C'est la politique du cadeau.

M. ST-PIERRE: ... il a voulu faire passer ça sur le patronage, si vous voulez, en voulant dire que lorsqu'on ne loue pas de l'Union nationale, évidemment c'est du patronage.

M. PINARD: C'est ça.

M. JOHNSON: Est-ce que M. Greenberg est libéral?

M. ST-PIERRE: Il faudrait continuer ce qu'ils ont fait et louer seulement que de l'Union nationale, de continuer des baux pendant que nous serons au pouvoir pendant 30 ans...

M. BERNATCHEZ: Vous vous inspirez du ministre de la Voirie.

M. ST-PIERRE: ... avec des propriétaires de l'Union nationale.

M. LE PRÉSIDENT: A l'ordre messieurs.

M. JOHNSON: Est-ce que M. Greenberg est libéral?

M. ST-PIERRE: Je ne le sais pas du tout. Vous le savez peut-être. Vous avez l'air à penser que...

M. PINARD: On ne le sait pas.

M. JOHNSON: Est-ce que M. Côté est libéral?

M. ST-PIERRE: Est-ce qu'il est citoyen de la province de Québec, M. Greenberg?

M. JOHNSON: Oui, M. le Président. C'est précisément ce que je plaide le droit pour M. Greenberg comme un autre...

M. ST-PIERRE: Est-ce qu'il a le droit de louer quelque chose?

M. JOHNSON: ... de louer sans être obligé de payer une commission ou de se servir d'un paravent...

M. ST-PIERRE: C'est impossible ce que dit là le chef de l'Opposition...

M. JOHNSON: ... en faisant affaire avec le libéral organisateur...

M. ST-PIERRE: Non, non, M. le Président, j'aimerais attirer votre attention là-dessus c'est qu'on n'a pas le droit faire d'insinuations quand on n'a pas de preuves.

M. JOHNSON: M. le Président, je ne fais pas d'insinuations. Je dis, et le ministre...

M. ST-PIERRE: Si...

M. JOHNSON: ... n'est pas en mesure de me contredire, que l'immeuble est enregistré...

M. ST-PIERRE: C'est faux.

M. JOHNSON: ... au nom de M. Greenberg et subséquemment il y a une vente à Nathan Gilbert. Et je dis que M. Côté nulle part dans le bail que le ministre m'a passé ne se décrit comme propriétaire ni...

M. ST-PIERRE: Ordinairement...

M. JOHNSON: ... même locateur de l'immeuble...

M. ST-PIERRE: Essayez de signer un bail si vous n'êtes pas propriétaire.

M. JOHNSON: Il ne dit pas qu'il a loué l'immeuble et qu'il le sous-loue...

M. ST-PIERRE: Justement.

M. JOHNSON: Mais il se désigne tout simplement comme bailleur...

M. GOSSELIN: Un agent.

M. JOHNSON: Cela veut dire un agent.

M. ST-PIERRE: Est-ce que le chef de l'Opposition a la copie du bail qui a été signé entre Greenberg et les Immeubles St-Jean?

M. JOHNSON: Je ne sais pas s'il y a un bail entre Greenberg...

M. ST-PIERRE: Il a dû signer un bail entre Greenberg et lui pour que...

M. JOHNSON: Je ne le sais pas.

M. ST-PIERRE: Si vous ne le savez pas pourquoi en parlez-vous?

M. JOHNSON: C'est le ministre qui devrait le savoir.

M. ST-PIERRE: Moi tout ce que je sais, c'est ce que je vois, mais le chef de l'Opposition ce qu'il sait, c'est ce qu'il n'a pas vu.

M. JOHNSON: M. le Président, ce qu'il sait, le ministre, c'est ce qu'il voit mais il n'a pas compris ce qu'il voit ou il feint de ne pas comprendre ce qu'il a vu. Je demande au ministre comment se fait-il qu'il...

M. ST-PIERRE: Je...

M. LE PRÉSIDENT: A l'ordre messieurs.

M. PINARD: A l'ordre.

M. JOHNSON: ... paie \$40,000 ou \$43,000 par année pour occuper un espace qui n'appartient pas au locateur? C'est à lui de répondre.

M. ST-PIERRE: Pour répondre au chef de l'Opposition, je me demande comment il se fait qu'on est là et que le propriétaire qui n'a pas signé le bail nous laisse là. Il devrait nous sortir. Le chef de l'Opposition rendrait service à la maison Greenberg de leur dire qu'on occupe des lieux et qu'on paie un loyer à un homme qui n'est pas propriétaire. Le plus grand service qu'il pourrait rendre c'est de ne pas en parler en Chambre ici mais d'aller téléphoner immédiatement à M. Greenberg pour lui dire qu'on occupe là dans...

M. JOHNSON: M. le Président, ce n'est pas à moi à téléphoner à Greenberg ni à Napoléon Côté. M. Napoléon Côté a des relations, des tuyaux directs avec le ministère, en tout cas, il en avait avec l'honorable René Lévesque, député de Laurier et ministre des Travaux publics dans le temps. Je demande au ministre, combien Napoléon Côté paie-t-il le pied carré à Greenberg?

M. PINARD: On ne le sait pas.

M. ST-PIERRE: C'est vous qui le savez, puisque vous en parlez.

M. JOHNSON: Je ne le sais pas, M. le Président.

M. ST-PIERRE: Quand on ne le sait pas on n'en parle pas.

M. JOHNSON: Je ne parle pas de ça. Je n'affirme pas que M. Greenberg fait un profit. Je n'affirme pas que M. Côté fait un profit.

M. PINARD: A l'ordre.

M. ST-PIERRE: Qu'est-ce que vous affirmez d'abord?

M. JOHNSON: M. le Président, je demande des questions. Comment se fait-il que Napoléon Côté peut louer au gouvernement un local qui ne lui appartient pas? Et s'il est locataire de ce local avant de le louer, je demande au ministre combien Napoléon Côté paie-t-il de loyer, lui? Quel est le profit qu'il fait sur la relocation au gouvernement?

M. ST-PIERRE: Le prix actuel que nous payons est le prix régulier c'est exactement ce que nous payons ailleurs dans des édifices semblables. Alors si la maison Greenberg a une entente avec la Maison St-Jean, ce sont eux, qui le savent.

Nous ne payons pas plus cher que nous payons ailleurs pour un local semblable. Il n'y a absolument rien. Si c'est du patronage moi, le patronage que j'entendais de l'Union nationale c'était de favoriser les siens avec des prix qui sont au-dessus de la moyenne. Mais au contraire, nous autres,...

M. GOSSELIN: Cela n'a pas été prouvé.

M. ST-PIERRE: ... de temps en temps on fait une négociation, on loue un bail au prix courant avec des gens qui ne sont pas de l'Union nationale malheureusement et qui ont une chance de louer quelque chose encore, imaginez-vous! Avant 1960 ce n'était pas le cas. On a même loué des locaux de députés qui étaient présidents de compagnie.

M. JOHNSON: M. le Président, le ministre détourne ma question. Il ne veut pas répondre.

M. ST-PIERRE: Oui mais c'est une bonne réponse.

M. JOHNSON: ... et j'espère qu'on en prendra note.

M. ST-PIERRE: Oui, je l'espère.

M. JOHNSON: Il tâche de faire dévier le débat sur ce qu'il appellerait des prix plus élevés dans le passé ou des locations qui auraient l'air drôle. M. le Président, c'est le ministre qui en a parlé. Nous lui parlerons de ses locations de la Maison Bourque, des frères Bourque, par exemple...

M. PINARD: A l'ordre!

M. JOHNSON: ... où le département a loué un immeuble...

M. PINARD: Il y a eu un débat là-dessus.

M. ST-PIERRE: C'est un vieux disque.

M. JOHNSON: ... qui n'était pas construit à un prix tellement élevé que lorsque le nouveau ministre, le député de St-Hyacinthe, a pris le département, il a décidé, lui, d'acheter l'immeuble dans la computation du prix à payer pour cet immeuble on a tenu compte du bail, c'est-à-dire du rendement de cet immeuble; on a tenu compte du rendement de ce loyer, fixé par le gouvernement lui-même. C'est de l'inflation créée par un bail, acte du gouvernement actuel en faveur d'organismes libéraux

afin de leur faire faire un profit capital de l'ordre de \$200,000.

Nous n'avons pas de leçon à prendre du ministre ni du gouvernement devant nous. Après des millions de dépenses dans des enquêtes, le ministre n'est pas capable de relever une irrégularité dans la location qui serait dix fois moins importante que celle que je viens de citer: celle des frères Bourque, à Hull.

Deuxièmement, le ministre n'a pas expliqué quelle patente c'est, et il ne veut pas l'expliquer. M. le Président, on va lui indiquer un petit peu comment s'y retrouver là-dedans.

M. ST-PIERRE: On a chacun ses patentes.

M. JOHNSON: Napoléon Côté voulait faire une p i a s t r e . Il est allé prendre une option chez Greenberg.

M. ST-PIERRE: Je tiens à vous faire remarquer, M. le Président, que le chef de l'Opposition parle actuellement seulement sur des oui-dire...

UNE VOIX: Ah non!

M. ST-PIERRE: Il n'a aucun document à produire. Il veut faire de la sensation. Il veut fournir les manchettes des journaux tout simplement pour montrer...

M. BERNATCHEZ: Tiens, tiens!

M. ST-PIERRE: ... que, même où il n'y a pas de patronage, il y en aurait. Son grand regret c'est qu'il n'y en ait pas.

M. JOHNSON: Que le ministre réponde donc! Dans la province on est fatigué d'entendre des ministres prêcher la vertu et pratiquer du patronage pareil, M. le Président. Dans la province on est fatigué de payer des taxes augmentées et de voir le gaspillage que l'on fait pour favoriser les amis du parti libéral. Et c'est notre devoir de faire ressortir ces choses en Chambre.

M. ST-PIERRE: Même si elles ne sont pas bonnes!

M. JOHNSON: Ce serait tellement plus simple si le ministre nous dévoilait la vérité sur ce bail et, s'il ne la connaît pas, qu'il demande un autre délai comme il l'a demandé hier et nous pourrions arrêter là l'incident.

M. ST-PIERRE: C'est un bail qui fonction-

ne, M. le Président, depuis 1960. Jamais je n'ai vu de correspondance qui venait d'un propriétaire autre que celui qui a signé le bail, le bailleur. Je suis absolument certain que nous ne payons pas plus cher qu'ailleurs. Le prix de \$3, même pour l'édifice que nous avons loué, est un prix qui est peut-être un peu en bas de la moyenne. Je n'ai absolument rien à dire de plus et je relève simplement que le chef de l'Opposition a voulu tout bonnement essayer de couvrir les défauts du passé par des accusations qui sont sans fondement.

M. JOHNSON: M. le Président, je ne reviendrai pas sur le sujet. Cela ne sert à rien: le ministre ne veut pas donner l'information. Nous allons lui remettre son bail et je demande au ministre de bien vouloir,...

M. GOSSELIN: C'est la déclaration de la raison sociale mais pas un bail.

M. JOHNSON: ... s'il lui plaît, déposer, quand cela lui conviendra, une copie du bail en question.

M. ST-PIERRE: Avec plaisir.

M. JOHNSON: Deuxièmement, nous lui donnons avis d'une question: quelles sont les relations entre Napoléon Côté et Greenberg et Nathan Morris?

UNE VOIX: Gilbert.

M. JOHNSON: Gilbert, je vous demande pardon.

M. LESAGE: Adopté.

M. GOSSELIN: Pas si vite.

M. LAVOIE (Wolfe): Depuis quelques mois, je voyais sur « La Tribune. » de Sherbrooke que la cité de Sherbrooke devait construire un hôtel de ville et que cet hôtel de ville-là serait assez grand pour y loger les bureaux des services gouvernementaux. Il devait y avoir une entente entre le ministère des Travaux publics et la cité de Sherbrooke à cet effet-là. Est-ce que M. le ministre pourrait nous mettre au courant s'il y a des ententes par rapport à la construction de l'hôtel de ville de Sherbrooke?

M. ST-PIERRE: C'est évident que nous avons eu des pourparlers avec les autorités de la ville de Sherbrooke au sujet de locaux qui pourraient être loués dans le nouvel immeuble de la cité de

Sherbrooke. Mais je dois dire que, depuis quelques mois, il n'en a pas été question, et qu'il n'y a pas eu non plus location ni baux, mais qu'elle nous mettra au courant du prix, lorsque le temps sera venu, et des locaux qui sont disponibles et c'est dans ce temps-là que nous pourrions l'étudier la question. Mais nous avons probablement l'intention d'essayer de négocier avec eux, si c'est possible, de façon à pouvoir être logés un peu sous le même toit, comme nous essayons de l'être ailleurs, pour l'efficacité des services.

M. LAVOIE (Wolfe): Est-ce que le ministère doit coopérer en fournissant un octroi à la cité de Sherbrooke pour la construction de cet édifice-là?

M. ST-PIERRE: Non, je ne crois pas que nous devions coopérer. D'ailleurs, nous ne le faisons pas sauf que, lorsqu'il se bâtit un bureau d'enregistrement, parfois un pourcentage qui est payé par le parti ou, évidemment, si ça se fait dans le programme des travaux d'hiver. Mais on ne donne pas d'octroi pour la construction d'hôtels de ville.

M. LAVOIE (Wolfe): M. le Président, étant sur le sujet de notre région, est-ce que M. le ministre pourrait nous dire si, dans son budget, il y a un certain montant de prévu pour la construction d'un palais de justice à Thetford Mines?

M. ST-PIERRE: Je ne crois pas.

M. LE PRÉSIDENT: Pas à cet item-ci, item 7.

M. LAVOIE (Wolfe): C'est article 7.

M. LÉSAGE: Est-ce qu'on change d'article à ce moment-ci?

M. LE PRÉSIDENT: Non, la question n'est pas dans l'ordre.

M. GOSSELIN: Voulez-vous suspendre un moment? A même la liste des baux que l'honorable ministre des Travaux publics nous a remise, peut-il nous dire si tous les locaux qui ont été loués par le ministère des Travaux publics sont présentement occupés. Est-ce qu'il y en a qui sont restés libres ou vacants depuis que le ministère des Travaux publics les a loués?

M. ST-PIERRE: Je tiens à dire que, à ma connaissance, il peut arriver qu'il y ait des locaux vides temporairement pour des déménage-

ments, comme ceux dont il a été question hier, qui étaient habités à 80% dans le moment, et non à 100%, mais dans les autres cas, il y a évidemment une cour dans Verdun qui est louée pour le ministère du Bien-être et de la Famille, pour une cour juvénile, et malgré que les deux le procureur général et le ministère du Bien-être et de la Famille s'entendissent, ça a pris quelques mois avant de prendre une décision pour se rendre là siéger, à cause de certaines raisons données par le juge qui devait siéger. Tout a été entendu et fait suivant les demandes.

M. JOHNSON: Le ministre a-t-il, dans sa liste, là, un local, à St-Jérôme, au 336 de la rue Labelle? Le ministre peut-il nous dire depuis quelle date le bail court? Quel service occupe ce local et depuis quand?

M. ST-PIERRE: Oui, à St-Jérôme? C'est un bail qui est signé et puis on me dit qu'il assure 990 pieds.

M. GOSSELIN: C'est ça.

M. JOHNSON: C'est signé à quelle date?

M. ST-PIERRE: Signé le 30 avril 1964.

M. JOHNSON: Pardon?

M. ST-PIERRE: Le 30 avril 1964.

M. JOHNSON: Non, à compter de quand?

M. ST-PIERRE: L'échéance est le 30 avril, 1964.

M. JOHNSON: Échéance, le 30 avril 1964. Mais c'est un bail de combien d'années? Deux ans?

M. ST-PIERRE: Cela fait un an qu'il n'est pas occupé.

M. JOHNSON: Pardon?

M. ST-PIERRE: Il n'est pas occupé depuis un an, par ce que le ministère de la Famille...

M. JOHNSON: Je demande au ministre depuis quand ce local a été loué.

M. ST-PIERRE: Un an.

M. JOHNSON: Pardon?

M. ST-PIERRE: Pour un an.

M. JOHNSON: Depuis quand a-t-il été loué?

M. ST-PIERRE: Depuis un an.

M. JOHNSON: M. le Président, ça ne marche pas.

M. ST-PIERRE: Bien, je ne le sais pas là.

M. JOHNSON: Dans un document que le ministre a remis ici à la Chambre...

M. ST-PIERRE: Qu'est-ce qu'il y a d'écrit sur le document?

M. JOHNSON: Ce serait un bail de deux ans.

M. ST-PIERRE: Le renseignement qu'il me donne, c'est un an; c'est un local qui a été loué pour le ministère du Bien-Etre et de la Famille. La personne qui a été nommée ne s'est pas rendue; il faudrait évidemment poser la question au ministère du Bien-Etre et de la Famille.

M. JOHNSON: M. le Président, non, ce n'est pas là ma question. Le bail court depuis quand? Depuis quelle date?

M. ST-PIERRE: Cela fera deux ans le 30 avril 1964.

M. JOHNSON: Cela fera deux ans au mois d'avril 1964.

M. ST-PIERRE: Oui, ça faisait un an et demie, mais...

M. JOHNSON: Ce local n'a jamais été occupé par des gens du service...

M. ST-PIERRE: Je suis après chercher l'information; il va envoyer chercher le document et puis il va vous donner le rapport.

M. JOHNSON: Oui, alors si le ministre veut bien nous fournir les autres renseignements aussi: le loyer était de combien par mois...?

M. ST-PIERRE: En même temps.

M. JOHNSON: ... Et est-ce qu'on a sous-loué, est-ce que le département a reçu de la sous-location pour ce local?

M. LE PRESIDENT: Autres questions?

M. ST-PIERRE: On va régler ça en même temps.

M. JOHNSON: Alors, le ministre nous permettra de revenir tantôt, M. le Président, sur cette question-là?

M. LE PRESIDENT: Cela va. Subdivision 5.

M. JOHNSON: Le ministre a-t-il des plans, c'est ma dernière question, sauf relativement au bail de St-Jérôme, le ministre a-t-il des plans pour mettre fin ou pour réduire l'année prochaine, et les années à venir, le montant qu'on doit affecter à des loyers?

M. ST-PIERRE: Je crois.

M. JOHNSON: Le ministre croit avoir des plans.

M. ST-PIERRE: Evidemment, il faut bâtir pour déménager, ça prend toujours un peu de temps, bâtir.

M. JOHNSON: Oui. Ce n'est pas l'endroit, évidemment, pour parler du Palais de justice ni des édifices en construction.

M. ST-PIERRE: Non, non.

M. JOHNSON: Nous en parlerons à l'item...

M. ST-PIERRE: Lorsqu'il y aura des édifices de construits, nous viderons des locaux dont on n'aura pas à payer de loyer. Lorsqu'on a administrer \$5,000,000 d'argent en locaux loués, il faut s'imaginer que c'est un tour de force, et que ça ne se fait pas tout seul...

M. JOHNSON: M. le Président, j'espère que lorsque la province aura des immeubles, elle cessera d'occuper des locaux loués, je demande au ministre...

M. ST-PIERRE: Et que c.: ne se fait pas à la minute ces déménagements-là... Dans la situation qu'on a eue actuellement, je pense que le chef de l'Opposition aurait pu nous poser des questions... évidemment le chef de l'Opposition aurait pu nous poser des questions... mais il a voulu laisser un peu l'impression au public que c'est épouvantable, tout ce qu'on fait c'est épouvantable. Seulement, il me semble que ce n'est pas une discussion parlementaire, si vous voulez, et puis on pourrait nous autres, dans 16 ans, trouver tellement à dire. On est assez, moi, pour mon ministère, vu que le ministre des Travaux publics, celui qui était avant moi du gouvernement du temps...

M. GOSSELIN: Cela ne justifie pas.

M. ST-PIERRE: ... était un homme malade, je lui épargne de dire n'importe quoi qui pourrait réellement l'affliger; il m'a même demandé une fois, en me parlant il a dit: « Je vous remercie de la manière dont vous procédez ». Alors j'ai voulu toujours être poli, j'ai bien répondu, mais on a cherché, on cherche à trouver, on a fait le tour de la province pour voir si, à une place, il y a une porte, un petit bureau où il n'y a pas personne dedans. Si on regardait l'entier du problème, on verrait bien que tout est bien administré on verrait qu'on a des officiers compétents dans le ministère. Son assistant est ici dans le moment, mais l'officier en charge, M. Désy est malade à l'hôpital et je n'ai pas toutes les informations, son assistant m'en donne beaucoup, mais évidemment il y a des choses qui se sont passées aussi dans la tête de M. Désy que je n'ai pas dans le moment, et qui ne me sont pas données. Alors, on fait bien notre possible, on a des éloges de tous les ministères de la manière qu'on les loge, on n'est pas en retard à peu près sur rien, mais à cause qu'on a trouvé peut-être qu'un petit local avait été loué, une petite affaire comme ça, qu'il y avait quelqu'un qui était entré en retard, et puis tout ça, faire des grosses choses avec ça sur un budget de \$5,000,000; trouver que le propriétaire a peut-être fait signer un autre, sans preuve, amener cela comme un scandale, mais c'est épouvantable, il faudrait faire le tour du monde des fois pour voir comment ça se passe ailleurs! C'est mon opinion personnelle.

M. JOHNSON: M. le Président, le ministre a l'air de vouloir résumer tout le débat, d'abord, en se faisant des compliments et, deuxièmement, en nous faisant des reproches sur la façon dont nous avons abordé le problème. Le ministre a oublié que c'est le ministre des Travaux publics, son prédécesseur qui en 1960, avec le député de Québec-Ouest, premier ministre faisait un crime et un scandale du fait que la province affectait \$2,500,000 en locations d'immeubles; ça devait cesser; c'était une orgie disait le député de Laurier. Or l'orgie est rendu à \$5,000,000. Je veux demander au ministre: a-t-il des plans pour que cesse la location ou que le prix diminue d'année en année? Il me dit qu'il fait bien ça, qu'il est...

M. ST-PIERRE: J'ai commencé à dire que nous bâtissons, d'ailleurs...

M. JOHNSON: Et si le ministre veut me permettre de faire une liste, ça va aller plus vite. Le ministre, dit-on, se promène pour trouver

des petites affaires. Hier on a démontré qu'un loyer de \$13,000 par mois n'est pas occupé depuis dix mois, pas utilisé. On savait depuis quatre ans qu'il devait être libre, il était en construction, on s'était engagé du temps de l'Union nationale, l'engagement ayant été...

M. ST-PIERRE: Il n'est pas libre depuis 10 mois.

M. JOHNSON: ... renouvelé par le ministre, député de Laurier. Il avait, lui, étendu l'engagement à 120,000 pieds, au lieu de 60,000 pieds. Le ministre a baissé ça à 48,000 et le 1er juin 1963, quand l'immeuble a été prêt pour l'occupation, eh bien, on ne l'a pas occupé tout de suite. Il reste, M. le Président, l'incident Greenberg, nous posons des questions au ministre qui ne peut pas répondre. Ce n'est pas normal, ce genre de locations. Le ministre ne peut pas répondre, ce n'est pas de notre faute.

M. ST-PIERRE: Mais ce n'est pas de la mienne non plus.

M. JOHNSON: Il a été informé hier. Il avait le temps de prendre tous les détails additionnels relativement à ce dossier.

M. ST-PIERRE: Le fait de la maison Greenberg...

M. JOHNSON: Et il reste l'affaire de St-Jérôme: un local qui a été loué pour le département de la Famille et du Bien-Etre et qui n'a pas été occupé par des fonctionnaires de ce département. Ma question: est-ce que c'est occupé par d'autres fonctionnaires, est-ce qu'on l'a loué à d'autres personnes?

M. ST-PIERRE: Je vais répondre aux deux questions.

Premièrement, pour le loyer de \$13,000, je vais renseigner le chef de l'Opposition parce qu'il est plutôt induit en erreur. Voilà, quand on loue sans faire l'aménagement, on paie dès qu'on entre dans la bâtisse pour y faire cet aménagement. On devient des locataires. Par suite l'aménagement des divisions prend des mois. Il y a les plans et l'aménagement des divisions. Mettez six mois pour l'aménagement, et mettez deux mois à part ça pour le déménagement. Ça fait huit mois. C'est à peu près les huit mois que nous sommes là.

M. JOHNSON: M. le Président...

M. ST-PIERRE: Juin, six mois, janvier, février...

M. JOHNSON: ... le ministre disait que sa politique récente c'est de louer un bureau déjà aménagé par le propriétaire.

M. ST-PIERRE: ... pour sauver, c'est la leçon qu'on a eue dans ce cas-là.

M. JOHNSON: Cela m'al'air que la leçon n'a pas profité parce que si mes renseignements sont exacts, au bureau du Tourisme, c'est le gouvernement qui a aménagé les bureaux.

M. ST-PIERRE: C'est le gouvernement qui a aménagé les bureaux parce que là...

M. JOHNSON: Bon, contrairement à ce que le ministre vient de dire.

M. ST-PIERRE: ... ils louent, c'est leur condition. Ils louent, il faut aménager.

M. JOHNSON: M. le Président, c'est le gouvernement qui a aménagé le bureau du Tourisme, qui l'a aménagé.

M. ST-PIERRE: Évidemment, ce ne sont pas tous les propriétaires qui veulent.

M. JOHNSON: Cela a été donné à contrat?

M. ST-PIERRE: Cela a été donné à contrat.

M. JOHNSON: A M. Lamy?

M. ST-PIERRE: Ce n'est pas Lamy.

M. LESAGE: Dans le cas du bureau du Tourisme c'est comme à la Place Ville Marie, c'est comme le bureau du Tourisme de la province de Québec à New-York, ça a toujours été comme ça dans ces grands édifices, dans ces grands centres comme Rockefeller Center il appartient au locataire d'aménager suivant ses besoins. C'est la même chose pour Place Ville-Marie que c'est pour le loyer à Rockefeller Center à New-York. C'est normal que pour un bureau de tourisme évidemment c'est une disposition spéciale des pièces qui est nécessaire, qu'on rencontre pas normalement et il est absolument normal que ce soit à la charge du locataire, c'est la coutume, c'était ça durant le temps de l'Union nationale à Rockefeller Center, je le sais, et c'est encore la même chose aujourd'hui.

M. JOHNSON: M. le Président, je ne trouve pas que c'est anormal que l'on doive aménager ces locaux. C'est un local très dispendieux mais il est bien situé, à \$12 le pied carré. Mais je

veux savoir combien a coûté l'aménagement, qui l'a fait,

M. ST-PIERRE: Mais ça l'item est passé pour ça.

M. JOHNSON: Comment, l'item est passé?

DES VOIX: Non.

M. JOHNSON: Locations et aménagements.

M. ST-PIERRE: Locations et aménagements font partie du département de la construction.

M. JOHNSON: Est-ce que \$30,000 ça a du bon sens?

M. ST-PIERRE: ... aux Travaux publics.

M. JOHNSON: \$30,000 ça a du bon sens?

M. ST-PIERRE: Ah! Je ne le sais pas. On peut le savoir, par exemple, on va s'informer puis on vous le dira.

M. JOHNSON: Cela n'a pas tellement d'importance.

M. ST-PIERRE: Je vous le dirai si ce n'est pas trop cher.

M. JOHNSON: Je voulais tout simplement établir le prix du...

M. ST-PIERRE: On vous le dira. Mais, lorsque l'aménagement, comme l'a si bien dit le premier ministre, évidemment, je comprends...

M. JOHNSON: ... le prix réel de cet espace-là, puisque l'on doit l'aménager. C'est \$12, plus la durée du bail...

M. ST-PIERRE: L'aménagement est à nos frais.

M. JOHNSON: une quote-part chaque mois du coût d'aménagement.

M. ST-PIERRE: Out

M. JOHNSON: Est-ce qu'à la Place Ville-Marie, le bail contient la clause « escalatrice », pour employer une expression un peu baroque.

M. ST-PIERRE: Ah oui...

M. JOHNSON: Une clause en vertu de laquelle la province devra payer plus cher de loyer en relation, évidemment, avec l'augmentation des taxes. Dans plusieurs de ces édifices, on prévoit que si les taxes imposées sur l'édifice augmentent, le locataire devra payer sa quote-part de l'augmentation.

M. ST-PIERRE: Alors, voici, nous allons le lire.

M. JOHNSON: Pardon?

M. ST-PIERRE: Ils vont en prendre connaissance, puis je vous dirai ça dans une minute.

M. GOSSELIN: Le ministre a signé ça sans le lire...

M. ST-PIERRE: Je vais prendre connaissance pour voir si la clause « escalatrice » est comprise et dans quelques minutes, nous allons pouvoir vous le dire. Maintenant pour répondre, à votre question, il y a eu trois différents occupants, il y a eu un gérant, c'est-à-dire, pas un gérant, un directeur de service, de ce service à St-Jérôme qui y est allé et qui est retourné, il y en a eu trois jusqu'ici qui ont occupé l'espace à des intervalles plus ou moins longs, il a été occupé, et ensuite il n'y avait personne pour le remplacer, plus tard on y est retourné et c'est arrivé à trois reprises. Il y en a un autre qui est censé commencé et y retourner. Evidemment c'est du personnel qui démissionne ou autrement et ça dépend de l'administration propre du ministère du Bien-être et de la Famille.

Le bail a été signé le 1er mai 1962, le local a été occupé à trois reprises par trois employés différents ou un personnel avec lui. Ils ont dû fermer lorsque le gérant est parti. D'ailleurs ça arrive ça dans certains endroits, aujourd'hui, à cause du manque de personnel qualifié.

M. JOHNSON: M. le Président, y a-t-il des sous-locataires dans ce local?

M. ST-PIERRE: Pour deux mois, il ne peut pas y avoir de sous-locataire.

M. JOHNSON: Pardon?

M. ST-PIERRE: Supposons qu'il est fermé pour un mois ou deux, il n'y a pas de sous-locataire.

M. JOHNSON: M. le Président, il y a eu là

un bureau d'avocat, exactement dans ce local là.

M. ST-PIERRE: Nos avocats?

M. JOHNSON: Des avocats. Est-ce qu'ils étaient là en sous-location ou s'ils étaient tolérés?

M. ST-PIERRE: La police aurait dû les faire sortir.

M. JOHNSON: Là?

M. GOSSELIN: On va avertir le procureur général.

M. ST-PIERRE: Cela peut arriver qu'aujourd'hui il y ait quelqu'un dans une de nos bâtisses.

M. JOHNSON: Eh bien, je pense que le ministre de la Famille pourra nous répondre, nous dire combien de temps...

M. ST-PIERRE: Evidemment, il pourrait vous répondre parce que lui...

M. JOHNSON: ... qui a occupé ce bureau, et pendant combien de temps?

M. ST-PIERRE: C'est ça, nous, nous avons loué pour lui.

M. LE PRÉSIDENT: Adopté.

M. LESAGE: Pour les futurs immeubles pour le gouvernement, il est certain qu'il y a les palais de justice en construction qui vont permettre d'avoir l'espace additionnel et à Montréal et à Québec. Et, de plus, nous avons les esquisses d'un nouvel édifice dans la Cité Parlementaire, immédiatement à l'ouest de l'édifice de la Voirie, édifice qui logerait tous les services du ministère de l'Education, du nouveau ministère de l'Education. Nous allons procéder plus rapidement, à partir de l'an prochain, parce qu'il me faut tout de même planifier moi aussi les dépenses capitales du gouvernement. Nous allons, dis-je, continuer d'acheter les propriétés sur ce que sera la Cité Parlementaire. Nous avons terminé l'achat des propriétés pour l'élargissement du boulevard St-Cyrille, ce qui était nécessaire parce que le nouvel édifice donnera sur le nouveau boulevard St-Cyrille. Cet édifice, d'après les esquisses que j'ai vu, sera très considérable pour prévoir les besoins futurs et éventuels du ministère de

l'Education et, en attendant, pourra loger d'autres services en plus de ceux du ministère de l'Education.

Il ne faut pas se surprendre trop si les besoins d'espace du gouvernement sont constamment accrus, c'est parce que les services gouvernementaux sont constamment accrus. Ainsi, par exemple, on n'a qu'à songer pour un moment à l'intention du gouvernement de soumettre à la Chambre un projet de caisses de retraite-universelle. L'administration d'une telle caisse nécessitera, de toute évidence, l'emploi d'un personnel nombreux et compétent qui devra être logé. Il faudra tout un système de mécanographie qui sera attaché à cette division de la caisse de retraite. Alors il ne faut pas se surprendre si les besoins en espace du gouvernement augmentent rapidement, c'est parce que les services gouvernementaux ont augmenté très rapidement, et cela, à la demande même de la population et de la Chambre, de l'Opposition même depuis 1960.

M. JOHNSON: M. le Président, je comprends ça. Il n'est pas question de discuter de l'opportunité d'occuper plus d'espace quand les services s'étendent. Mais je voulais savoir et le premier ministre a satisfait en partie ma curiosité, si on avait des plans pour en venir le plus rapidement possible et graduellement à habiter les locaux, propriété du gouvernement, plutôt que des locaux loués, ce qui était considéré comme un crime autrefois. Cela m'a l'air d'un crime qui se continue, sa perpétue et augmente en intensité ou en gravité à cause de l'augmentation des services du gouvernement.

A tout événement, M. le Président, je pense que le ministre m'avait aussi promis, hier, une réponse quant au prix de location pour loger l'unité sanitaire, qu'on enlève de chez M. Adrien Ouellet, un conservateur bien connu à ville Lachine pour le placer chez M. Gamroff dans l'édifice Gamroff un libéral très connu.

M. ST-PIERRE: Oui le bail est...

M. JOHNSON: Le bail est signé.

M. COITEUX: Est-ce un crime d'être libéral?

M. ST-PIERRE: L'engagement est effectif pour le...

M. JOHNSON: Non, non, ce n'est pas un crime d'être libéral. Seulement ce qui est un crime c'est de mettre fin à un bail pour en favoriser un autre à moins qu'on ait de très bonnes raisons.

M. COITEUX (Duplessis): A chaque fois qu'un libéral a quelque chose, vous semblez mettre ça comme un crime.

M. JOHNSON: Le député prétend-il que c'est le tour aux libéraux d'avoir quelque chose?

M. COITEUX (Duplessis): Il ne faut pas nécessairement que ce soit de l'Union nationale pour que ce soit honnête.

M. GOSSELIN: Allez donc vous amuser avec vos Esquimaux!

M. JOHNSON: M. le Président, là n'est pas le point, le député de Duplessis a tort de se choquer. Il n'est pas question de critiquer parce qu'un libéral louerait un local, mais ce n'est pas le critère dont on doit se servir. On doit d'abord se demander si le local est convenable si le prix est convenable et si son emplacement...

M. ST-PIERRE: Je vous donnerai les renseignements dans un moment.

M. JOHNSON: ... sa situation est bonne. Tant mieux si ça tombe sur un libéral, mais ça tombe souvent sur des libéraux depuis 1960.

UNE VOIX: C'est le critère que vous aviez...

M. ST-PIERRE: Actuellement pour renseigner le chef de l'Opposition, M. le Président, je dois dire que une lettre qui est adressée au contrôleur des locaux en date du 15 janvier, signée par Jean Grégoire, sous-ministre, dit que « Re: Unité sanitaire, comté de Jacques-Cartier-Lachine »...

M. JOHNSON: Pardon? Je ne comprends pas.

M. ST-PIERRE: ... a comme entête: L'Unité sanitaire, comté de Jacques-Cartier-Lachine,

M. JOHNSON: Quelle date?

M. ST-PIERRE: Le 15 janvier 1963, adressée à M. Désy: « Comme vous le savez, les locaux que nous occupons actuellement à Lachine sont trop exiguës et possèdent une foule de désavantages pour les besoins du personnel qui y est logé. » Alors c'est une lettre qui a été écrite, signée par M. Grégoire.

M. JOHNSON: Quel est le prénom de M. Grégoire?

- M. ST-PIERRE: Jean Grégoire.
- M. JOHNSON: Jean Grégoire.
- M. ST-PIERRE: Sous-ministre.
- M. JOHNSON: Pardon?
- M. ST-PIERRE: L'ancien sous-ministre de la Santé.
- M. JOHNSON: Au mois de janvier...
- M. ST-PIERRE: 1963, pas 1964.
- M. JOHNSON: Il est encore là?
- M. ST-PIERRE: Bien pourquoi? Parce qu'il a signé la lettre? Ce n'est pas fictif, c'est vrai. J'ai les preuves en main. Le bail effectif au 1er avril...
- M. JOHNSON: C'est son estampe, ce n'est pas sa signature.
- M. ST-PIERRE: ... lettre d'engagement envoyée le 4 mars 1964, le prix \$632.93 pour les premiers 25 mois et \$673.33 pour les autres 36 mois.
- M. JOHNSON: Cela fait combien du pied carré?
- M. ST-PIERRE: Cela c'est exactement pour donner une nouvelle même qu'on vient... C'est pour le 30 avril, voyez-vous, ce n'est même pas signé... Une question qui m'avait été demandée aussi, combien de portiers avaient été engagés, depuis le début.
- M. GOSSELIN: Oui, oui.
- M. ST-PIERRE: De 1960 à 1964 pour vous montrer que je tiens à vous répondre, c'est qu'il y en a eu seulement deux.
- M. JOHNSON: Combien?
- M. ST-PIERRE: De 1960 à 1964, deux portiers. Sous l'item 7, évidemment, je pourrai vous donner les renseignements sur les immeubles. Vu qu'on n'est pas encore rendu à l'item. Est-ce que le sous-item 5 est accepté, adopté?
- M. JOHNSON: Non, le ministre voudrait-il obtenir le prix au pied carré...
- M. ST-PIERRE: Je suis après le calculer dans le moment.
- M. JOHNSON: ... dans la location chez, dans l'édifice Gamroff?
- M. ST-PIERRE: Cela va prendre cinq minutes.
- M. JOHNSON: Combien?
- M. ST-PIERRE: On peut discuter les autres item en attendant.
- M. JOHNSON: On y reviendra tantôt.
- M. LE PRESIDENT: Cela va. On passe à l'article 5 « Ameublements et frais de déménagement ».
- M. GOSSELIN: A l'article 5, M. le Président, il faut comprendre que la grande partie de ces ameublements, l'achat doit se faire par l'entremise du service des achats de la province...
- M. ST-PIERRE: Oui.
- M. GOSSELIN: ... par requisition du ministère des Travaux publics. Il serait peut-être intéressant de connaître à même ce montant quel est le montant total que l'on a dépensé pour l'achat d'ameublements seulement?
- M. ST-PIERRE: Qu'on a dépensé l'an passé? C'était le total dépensé du 1er avril 1963 au 10 mars 1964 - \$864,269.87. C'est tout l'item.
- M. GOSSELIN: Très bien.
- M. ST-PIERRE: Non, mais c'est l'item des meubles pour tous les ministères.
- M. GOSSELIN: Très bien.
- M. ST-PIERRE: Cette année, nous demandons \$935,000.
- M. GOSSELIN: C'est ça.
- M. LE PRESIDENT: Subdivision 6; 3 véhicules moteurs, \$50,000 ».
- M. ST-PIERRE:¹ C'est une diminution sur l'année précédente d'environ \$75,000.
- M. GOSSELIN: Non, voici: c'est de l'achat d'ameublements que l'honorable ministre veut parler. Mais nous sommes rendus au sous-

item 6 de l'article 3 et il y a une diminution dans le crédit de \$197,000 ou environ. Alors que le ministre nous dise de quelle diminution...

M. ST-PIERRE: \$197,000?

M. GOSSELIN: Oui, l'an passé c'était \$242,700 et cette année c'est \$50,000.

M. LESAGE: C'est \$192,000.

M. GOSSELIN: Mais tout de même.

M. ST-PIERRE: Est-ce que vous parlez des véhicules moteurs? Vous ne parlez pas de l'achat d'ameublements?

M. GOSSELIN: Non, non, on est rendu à « Véhicules moteurs », sous-item 6.

M. LE PRESIDENT: On est rendu au sous-item 6.

M. ST-PIERRE: Ah! sous-item 6.

M. GOSSELIN: Le ministre fait une économie considérable.

M. ST-PIERRE: Le sous-item 5 enregistre une économie, évidemment, parce que le garage est fermé.

M. GOSSELIN: On n'en parle plus de l'item 5, c'est terminé.

M. ST-PIERRE: \$50,000 c'est pour les réparations de nos propres voitures. Alors ça fait une économie de \$192,000.

M. GOSSELIN: Serait-ce parce que l'honorable ministre aurait décidé de discontinuer de faire l'achat des véhicules moteurs pour les employés qu'il y a une diminution aussi considérable que \$192,000?

M. ST-PIERRE: Il n'y a pas de changement dans la politique. D'ailleurs c'est attribuable à la fermeture du garage des Travaux publics.

M. GOSSELIN: Très bien.

M. LE PRESIDENT: Adopté. Sous-item 7: « Autres dépenses ».

M. GOSSELIN: En quoi consiste en grande partie, et je ne veux pas avoir une longue énumération du ministre, ce crédit qui est demandé au montant de \$214,500?

M. ST-PIERRE: \$214,500?

M. GOSSELIN: Oui, pour « autres dépenses »...

M. ST-PIERRE: « Autres dépenses ». Il y a évidemment des détails que j'ai ici pour \$214,000...

M. GOSSELIN: Pas pour l'achat d'une autre vieille bouilloire que le ministre nous parlait?

M. ST-PIERRE: 1964-1965, il y a des allocations pour \$16,000. On aurait \$5,000; entretien de terrains, \$1,000; et divers, \$192,000.

M. GOSSELIN: Très bien.

M. LE PRESIDENT: Adopté. Article 4. « Indemnités aux accidentés ou leurs dépendants... »

Corporation Sir-Georges-Etienne-Cartier

M. LESAGE: Un instant. Avant de discuter de l'article 4, permettez-moi de revenir sur le point suivant.

Juste avant l'appel des Affaires du jour, j'avais dit que j'avais une déclaration ministérielle à faire mais qu'elle n'était pas prête. Le chef de l'Opposition n'a pas voulu donner son consentement à l'avance sans savoir quel était le sujet de cette déclaration. Il a été mis au courant par le ministre des Affaires municipales et je comprends qu'il n'a pas d'objection. Alors...

M. JOHNSON: Pas d'objection.

M. LESAGE: C'est très court d'ailleurs. Alors je demanderais que l'on rapporte que le comité n'a pas fini de délibérer.

M. BEDARD (président du comité des subsides): M. le Président, j'ai l'honneur de faire rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

M. HYDE (président): Quand siégera-t-il? A la même séance? A la même séance.

M. LESAGE: M. le Président, le gouvernement a accepté ce matin la démission des membres suivants de la Corporation Sir-Georges-Etienne-Cartier: Messieurs Louis-A. Lapointe, John P. Rowat, Roland Bock, Nantel David et Roger Martel.

Ces messieurs ont décidé de se retirer car

la tâche qu'on leur avait confiée, celle de construire la Place des Arts, est terminée et pour que le gouvernement puisse procéder en toute liberté aux changements qu'il envisage.

Pour assurer l'intérim, le gouvernement a nommé ce matin les personnes suivantes membres de la Corporation. Il s'agit de messieurs Guy Frégault, sous-ministre des Affaires culturelles, Jean-Louis Doucet, sous-ministre des Affaires municipales, Claude Laurence, du ministère des Finances à Montréal, Jean Oceau, du ministère des Affaires culturelles, Guy Beaulne, du ministère des Affaires culturelles, et Augustin Brassard, du ministère des Affaires municipales.

Les membres qui avaient été nommés par la ville de Montréal, sommes-nous informés, ont également présenté leur démission à l'autorité municipale. Cette démission sera officiellement soumise au conseil municipal demain soir et les démissionnaires seront remplacés par des fonctionnaires municipaux qui, eux aussi, assureront l'intérim.

Le gouvernement félicite et remercie les démissionnaires pour le travail qu'ils ont accompli. Le gouvernement est à préparer un projet de loi par lequel l'autorité provinciale, et la ville de Montréal, assumeront la responsabilité du déficit d'administration de la Place des Arts. La nouvelle corporation aura des pouvoirs en rapport avec cette responsabilité.

M. JOHNSON: M. le Président, est-ce qu'il y a 6 nominations pour 5 postes de 5 démissionnaires. Est-ce qu'il y avait un poste vide?

M. LESAGE: Il y a 6 démissionnaires parmi ceux qui avaient été nommés par la province. Et c'est pour ça qu'il y a six nominations. Si je comprends bien, l'autre membre qui n'a pas démissionné, M. Robert Letendre, était absent du Canada.

M. JOHNSON: Ah bon! Mais le gouvernement a accepté 5 démissions et fait 6 nominations.

M. LESAGE: C'est parce qu'il y a eu une mort n'est-ce pas. Le juge Roland Paquet n'avait pas été remplacé.

M. JOHNSON: Ah bon!

M. LESAGE: En comité.

M. HYDE (président): De nouveau en comité. M. Lesage propose que je quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme en comité des subsides. Cette motion sera-t-elle adoptée? Adoptée.

Subsides: Travaux publics

M. BEDARD (président du comité des subsides): Article 4; indemnité aux accidentés ou leurs dépendants. 5, subventions aux corporations municipales de comté.

M. JOHNSON: Ah non, attendez un peu. Pas si vite.

M. GOSSELIN: Voici, à l'article 5. Est-ce que l'honorable ministre des Travaux Publics n'aurait pas reçu une demande, de la part du Conseil de comté de Compton, pour la rénovation et pour l'ameublement en particulier de la voûte au conseil de comté, dans l'édifice du conseil de comté à Cookshire.

M. ST-PIERRE: Nous avons reçu une... une demande a été faite mais le conseil n'a rien fait encore. D'habitude on donne une subvention après que les travaux sont faits, pas avant.

M. GOSSELIN: Alors, il faudrait absolument que le conseil de comté procède à l'aménagement de la voûte, fasse les travaux en conséquence, et puis après...

M. ST-PIERRE: Après avoir eu notre approbation, on leur a probablement demandé de faire les travaux, et ensuite de nous envoyer les comptes. Puis on marche par une subvention sur un pourcentage, pourvu que ce soit exactement pour la...

M. GOSSELIN: Je sais, M. le Président, que cette demande a été faite déjà depuis quelques années, j'avouerais même qu'elle a été faite en 1959...

M. ST-PIERRE: Vous n'êtes pas si vieux que ça.

M. GOSSELIN: ... plutôt avant que le gouvernement ne change, soit en 1959, et les plans, en fin de compte toute l'estimation des travaux qu'on avait l'intention de faire a été envoyée ici, au département. Je me demandais au juste qu'est-ce qui pouvait bien retarder l'adoption, ou encore, l'envoi d'un octroi quelconque pour les aider au financement de ces travaux qui sont absolument nécessaires au conseil de comté.

M. RUSSELL: M. le Président, le ministre vient de dire que les conseils de comté doivent faire d'abord les travaux, et l'octroi vient après. Je crois que ce serait important pour un conseil de comté, comme un conseil municipal, avant de

prendre des engagements, qu'il sache de quelle façon il va financer les dépenses. Et à ce moment-là, c'est nécessaire...

M. ST-PIERRE: Justement.

M. RUSSELL: ... que le ministre après avoir pris connaissance des estimations et des coûts, établisse le montant de l'octroi.

M. ST-PIERRE: Cela se passe de la façon suivante, M. le Président, C'est qu'on reçoit une lettre du conseil de comté qui nous fait part de ses désirs de faire réparer le bureau d'enregistrement. On lui demande une estimation, ensuite, s'il nous donne l'estimation, on lui écrit que, sur production de factures, on lui donnera un pourcentage de tant, pourvu que celane dépasse pas tel montant.

Le conseil de comté de Compton, d'après ce que me dit l'architecte en chef en charge des entretiens, ne semble pas avoir répondu à cette demande-là encore. Il lui faut absolument prendre la responsabilité d'estimer et de nous tenir au courant des travaux, et de produire des factures, après, qui sont en concordance avec les travaux qui ont été suggérés et exécutés. Alors je crois qu'il appartiendra au député de Compton peut-être de leur en parler, et de leur demander ce qui a manqué. Il peut être assuré qu'on s'en occupe, qu'on s'occupe de tous ceux qui nous font des demandes de la sorte. Es ont ordinairement un règlement. Peut-être pas le lendemain, parce que c'est selon les fonds disponibles.

M. GOSSELIN: Si cet item-là a été diminué de \$40,000 le ministre m'assure que si la municipalité prend sa part de responsabilité il y aura possibilité pour elle d'obtenir l'aide qu'elle sollicite.

M. ST-PIERRE: Oui.

M. RUSSELL: Est-ce que le ministre pourrait nous dire si le montant de \$80,000 voté l'an passé a été dépensé?

M. ST-PIERRE: Non, il n'a pas été dépensé l'an dernier, c'est pour ça que nous avons baissé le montant.

M. RUSSELL: Quel est le montant qui a été dépensé M. le Président?

M. ST-PIERRE: \$14,000 à date.

M. RUSSELL: Dépensé?

M. ST-PIERRE: Oui.

M. LAVOIE (Wolfe): M. le Président, je crois que dans le comté de Wolfe, dans Ham-sud le chef lieu du comté ou le bureau d'enregistrement est situé, il y a eu certains travaux d'effectués l'an passé. Est-ce que l'honorable ministre pourrait nous dire quel a été le montant de la subvention à cet effet-là et le prix total des travaux?

M. ST-PIERRE: Qu'est-ce que vous avez demandé, excusez-moi?

M. LAVOIE (Wolfe): J'ai dit que dans le comté de Wolfe, dans Ham-sud où le bureau d'enregistrement est situé, il me semble y avoir eu des réparations au cours de l'an passé. Je voudrais savoir pour quels montants les subventions ont été à cet effet, quel est le coût total des réparations?

M. ST-PIERRE: Weedon?

M. LAVOIE (Wolfe): Ham-sud.

M. ST-PIERRE: M. Marchand me dit qu'il y a de la correspondance qui date de 5, 6 ans avec eux, mais qu'il n'y a rien de récent.

M. LAVOIE (Wolfe): Alors M. le ministre, ça voudrait dire que s'il y a eu des réparations de faites, il n'y aura eu aucune demande de subventions au ministère à cet effet.

Cela a été payé à 100% par le conseil de comté.

M. ST-PIERRE: Evidemment ç'a été payé 100% par le conseil de comté, il faudra, ils ne se sont peut-être pas rendus aux exigences du ministère, parce qu'évidemment, il y en a eu de payé cette année, quelques-uns, l'année dernière plus, mais il y a des exigences par exemple qui consistent à écrire premièrement, comme je l'ai mentionné, ensuite vous recevez l'estimation, ensuite vous approuvez les factures. Oui, il faut aller le voir.

D'habitude, ils nous écrivent, quelqu'un va constater les réparations à faire, on reçoit une estimation, les travaux se font, ça prend un peu de temps des fois les conseils de comté ne procèdent pas tout de suite, ils nous envoient les factures qu'on vérifie et on s'est entendu sur un pourcentage qui varie suivant les travaux. Il y a des délais aussi pour faire le travail, alors le montant tombe, ils seront obligés de répéter,

si vous voulez, la demande.

Si jamais, s'il y a quelque chose qui correspond à ça, dans, nous sommes toujours prêts, nous, à les aider et puis, s'il y a de la correspondance, on peut nous envoyer la copie de la correspondance ou enfin de ce qui a été fait, on pourra vérifier pour voir pourquoi la réponse n'a pas été donnée, la subvention n'est pas parvenue. Ils ont eu la promesse d'une subvention?

M. LAVOIE (Wolfe): Bien je suis bien surpris de savoir que vous n'avez aucun document à cet effet, à votre ministère, car je crois que les travaux qui ont été effectués l'an passé sont assez considérables. Je n'ai pas visité les travaux directement, je crois qu'il y a eu une couverture neuve et différents travaux qui, je crois, ont été d'une assez grande importance que la subvention du ministère des Travaux publics aurait été certainement bien agréée à cette occasion.

M. ST-PIERRE: Alors si le député veut m'écrire, me donner certains détails, nous fouillerons la correspondance et s'il y avait une erreur quelque part, bien veuillez croire qu'elle sera rectifiée.

M. LE PRESIDENT: Adopté. Article 6, dépenses diverses et imprévues.

M. GOSSELIN: Adopté.

M. LE PRESIDENT: Article 7.

M. GOSSELIN: Article 7, M. le Président. Je ne vous cache pas M. le Président que nous manquons de documents pour étudier adéquatement cet item, je l'ai dit à différentes reprises j'avais posé une question au tout début de la présente session afin d'obtenir du ministère des Travaux publics, la liste de tous les achats, de tous les immeubles qui ont été achetés par le ministère des Travaux publics depuis la dernière année fiscale. Or, M. le Président nous n'avons pas encore cette liste et nous devons établir une grande partie de nos discussions de nos remarques sur des nouvelles parues dans les journaux, puisque le document officiel nous venant du ministre des Travaux publics, ne nous a pas été remis encore.

M. GOSSELIN: Et à ce stade-ci, j'aimerais dire à l'honorable ministre qu'il y a des chiffres produits dans son rapport qui sont fort révélateurs; si l'on regarde le montant que nous sommes appelés à approuver, soit \$34,525,000. Il y a, dans son rapport, 102 projets de ponts qui ont été entrepris à la suite de demandes de soumissions. Maintenant, on ne dit pas si ce sont des...

M. ST-PIERRE: Quelle page?

M. GOSSELIN: A la page 13. On ne dit pas si ce sont des demandes de soumissions publiques, on dit tout simplement: « A la suite de demandes de soumissions », et on remarque immédiatement après...

M. ST-PIERRE: C'est supposé être normal.

M. GOSSELIN: Qu'il y a eu des travaux exécutés sur 1,087 autres ponts. L'on doit déduire de cela que, certainement, tous les autres travaux qui représentent une somme fort appréciable ont été faits sans appel de soumissions.

M. ST-PIERRE: Sans appel de soumissions?

M. GOSSELIN: Bien non, vous en avez 102 seulement. C'est bien dit dans votre rapport: de ces ponts, 102 ont été entrepris à la suite de demandes de soumissions, et les autres ont été construits en régie...

M. ST-PIERRE: C'est ça.

M. GOSSELIN: Or. Il y a certainement une politique établie au ministère préconisant l'exécution, le plus possible, des travaux faits en régie. J'aimerais à savoir de l'honorable ministre quel est l'avantage de faire ces travaux en régie, et pourquoi l'on fait si peu de travaux après demandes de soumissions publiques?

M. ST-PIERRE: Evidemment, il y a plus de petits ponts que de gros ponts dans la province de Québec...

M. GOSSELIN: Ah, ça je sais ça.

M. ST-PIERRE: Cela, c'est certainement une réponse.

M. GOSSELIN: Ah oui.

M. LAFONTAINE: Il y a des petits ministres, puis des gros ministres.

M. ST-PIERRE: Les ponts construits: 188, et ponts en construction au 31 mars: 102. Alors, ça fait 290 ponts. De ce total, 118 sont de nature permanente, 172 de nature semi-permanente ce qui veut dire que les ponts de béton qui sont des gros ponts sont des permanents. De ces ponts, 102 ont été entrepris à la suite de demandes de soumissions, publiques, ce n'est pas nécessaire de le marquer, des soumissions ce sont des soumissions publiques, suivant l'article,

l'arrêté en conseil 2372, il y a des zones, vous êtes au courant de l'arrêté en conseil 2372. Les autres ont été construits en régie; pourquoi ont-ils été construits en régie? C'est parce que ce sont des petits ponts en bois, où il y a un espace évidemment pas trop long, et qui sont en bois d'un certain prix. Quand on construit en régie, on peut construire en régie même de gros ponts...

M. GOSSELIN: Ce qui serait bon de savoir de l'honorable ministre, ces petits ponts dont il fait tant éclat, pour quel montant environ, quel est le montant de ces petits ponts? \$100,000, \$125,000, \$150,000?

M. JOHNSON: Le total?

M. GOSSELIN: Il y a des petits ponts de \$1,000,000.

M. ST-PIERRE: Les petits ponts?

M. GOSSELIN: Vous me dites qu'il y a des petits ponts et qu'il y a des grands ponts...

M. ST-PIERRE: Je pense que c'est ce que nous avons discuté sous l'item \$4,975,000 là, ce sont des petits ponts.

M. GOSSELIN: Bien, c'est justement, tout à l'heure vous nous disiez sous cet item-là de \$4,175,000 que ça c'était des travaux faits en régie, en grande partie.

M. ST-PIERRE: Non, non, non, ce n'est pas ce que j'ai dit...

M. GOSSELIN: Ecoutez, on va, je n'ai certainement pas l'intention de relire les débats...

M. ST-PIERRE: ... lorsqu'on a demandé pour un pont de \$112,000, j'ai dit que c'était à l'autre item, mais les petits montants, \$23,000, \$22,000, étaient là et puis on a répondu là-dessus, sur ceux-là qui étaient en bas de \$25,000.

M. GOSSELIN: Ah, puis le ministre nous a dit que c'était des ponts qui avaient été faits en régie...

M. ST-PIERRE: En régie, oui, en régie...

M. GOSSELIN: ... Qu'il n'y avait eu aucun appel de soumissions publiques. Et maintenant, ici, nous sommes en face d'un montant fort considérable, et les chiffres sont révélateurs; 102 ont été entrepris à la suite de demandes de soumissions, je vais ajouter publiques pour le mi-

nistre, mais il y en a tout de même 1,087 autres ponts qui ont été faits en régie, donc sans demande de soumission publique...

M. ST-PIERRE: Oui.

M. GOSSELIN: J'aimerais savoir, le ministre m'a dit là-dessus: il est évident, il y a des petits ponts et puis il y a des grands ponts, il y en a des gros ponts. J'aimerais à savoir du ministre quel est le montant d'un petit pont?

M. ST-PIERRE: Un pont, par exemple, un petit pont, vous savez, qui est défoncé par un camion, on ne demandera pas des soumissions et fermer, par exemple, la circulation sur une route pendant des semaines et des semaines pour remplacer un madrier, par exemple. Alors, s'il y en a eu 1,087 qui ont été réparés, des petits ponts, c'est normal, parce qu'il y en a une dizaine de mille dans la province de Québec, peut-être une vingtaine de mille ponts. A tous les jours on en répare, ça peut être un madrier, ça peut être une poutre, ça peut être autre chose; les réparations qui sont faites par les équipes volantes qui vont d'un pont à l'autre, et font les réparations, des fois, ça prend peut-être une heure pour réparer un pont, ça compte pour une unité toutefois les réparations; 1,087 petits ponts, c'est normal.

M. JOHNSON: Pour un total de combien d'argent ces 1,087 ponts?

M. ST-PIERRE: C'est le total qui est indiqué ici. Nous allons vous répondre là-dessus parce que c'est, il me semble que c'est plutôt quand c'est fait en régie, d'habitude on regarde ce que ça a coûté de salaires, tout ça, c'est indiqué dans les rapports; on ne va pas demander combien...

M. JOHNSON: Bien, les 102 ponts qui ont été faits après demandes de soumissions, ça représentait combien, le total du montant?

M. GOSSELIN: J'espère que le ministre va être moins mêlé sur cet item-ci qu'il l'était sur l'autre.

M. ST-PIERRE: Ce n'est pas moi qui suis mêlé.

M. GOSSELIN: C'est le livre des comptes publics?

M. ST-PIERRE: Vous savez que c'est un département qui est assez important et qui est

assez mêlant aussi.

M. GOSSELIN: On s'est rendu compte de ça.

M. ST-PIERRE: Continuez de nous demander d'autre chose, on vous le dira.

M. JOHNSON: Pardon?

M. ST-PIERRE: D'habitude quand les chiffres sont dans le budget là...

M. JOHNSON: En attendant qu'on trouve ces chiffres, M. le Président, les 102 ponts dont il est question à la page 13 du rapport pour l'année 1962-1963 ont-ils tous été accordés après demande de soumissions publiques ou s'il y a eu des cas de demandes de soumissions sur invitation?

M. ST-PIERRE: Tous les travaux au-dessus de \$25,000 exigent que l'on demande des soumissions publiques.

M. JOHNSON: Non, mais quand le ministre dit dans son rapport: « De ces ponts, 102 ont été entrepris à la suite de demandes de soumissions et les autres ont été construits en régie. »

M. ST-PIERRE: Les autres, eh bien, sur 290. Tous ces ponts construits ou en construction, 290. De ce total, 118 sont de nature permanente, 172 sont de nature semi-permanente. De ces ponts 102 ont été entrepris à la suite de demandes de soumission et les autres ont été construits en régie. Alors ceux qui ont été construits en régie, c'est la différence entre 102 et ce montant-là. Quant aux semi-permanents, il n'y a pas un pont semi-permanent qui est construit autrement qu'en régie, parce qu'il s'agit alors d'un pont en bois ou un pont pas très cher.

M. JOHNSON: M. le Président, là n'est pas ma question. Quand le ministre dit: « De ces ponts, 102 ont été entrepris à la suite de demandes de soumissions », s'agit-il de soumissions par voie des journaux ou de soumissions, dans chacun des 102 car, sur Invitation?

M. ST-PIERRE: Par vole des journaux. Les soumissions sur invitation, ça ne se fait pas pour des ponts qui sont très dispendieux. Les demandes sont faites pour un pont actuellement dans le comté de Shefford, au coût de \$30,000. Il y a eu des soumissions publiques, comme pour tous les ponts qui sont au-dessus de \$25,000. On peut se tromper dans l'estimation par exemple. Supposons qu'on estime un pont à \$23,000, qu'on

le fait en régie et qu'il monte à \$27,000...

M. GOSSELIN: M. le Président, il me semble que la question de l'honorable chef de l'Opposition est très claire et nous aimerions savoir quel est le montant total qui a été payé pour les 102 ponts ou encore quel est le montant total après demandes de soumissions publiques pour les 102 ponts mentionnés dans le rapport à la page 13?

M. ST-PIERRE: Cela ne veut pas dire que nos chiffres vont correspondre exactement avec ces 102 ponts-là. Il n'y a aucune connexion entre le rapport ici et l'autre rapport.

M. GOSSELIN: M. le Président, quand on demande des soumissions et que l'on donne...

M. ST-PIERRE: C'est facile à comprendre.

M. GOSSELIN: ... le contrat au plus bas soumissionnaire, il me semble qu'il ne devrait y avoir rien d'ajouté à ces montants. Nous aimerions savoir de l'honorable ministre quel est le montant total d'abord, sur \$28,000,000 votés l'an dernier pour la construction de ponts, achats de bâtisses, d'immeubles, etc. Alors nous aimerions savoir, à même ce montant, pour les 102 ponts mentionnés dans le rapport à la page 13, quel est le montant global.

M. ST-PIERRE: Ce qui paraît surprenant pour le député n'est pas surprenant pour moi, parce qu'il y a des années fiscales. On peut commencer un pont dans une année et le finir dans l'autre. Mais notre budget marche plutôt avec des travaux commencés et qui se terminent dans la même année. Mais ça ne veut pas dire qu'on bâtit un pont dans la même année fiscale: on le commence puis on le finit!

M. GOSSELIN: Le député n'est pas surpris de ça.

M. ST-PIERRE: Alors la construction ici, aux Travaux publics... D'ailleurs, si le député de Compton avait pris la peine de lire les comptes publics...

M. GOSSELIN: Le député de Compton les a tellement bien lus, M. le Président, qu'il a constaté, comme le ministre, qu'on a des chiffres ici qui nous viennent de partout. Il y a des montants qui sont sous certains item où le ministre nous dit que ces travaux ont été faits en régie; par contre, il nous affirme immédiatement après qu'ils ont été faits après demandes

de soumissions publiques. Or, on ne peut rien déduire du livre des comptes publics.

M. ST-PIERRE: S'il veut bien regarder dans les livres des comptes publics. Il aurait dû prendre connaissance premièrement de notre rapport dans les comptes publics. Il verrait par exemple qu'à la page 592 c'est bien écrit: construction de ponts permanents, \$8,278,015.81. Il aurait dû utiliser ça pour poser ses questions. Mais d'une manière plus claire et plus précise comme il veut le faire, après avoir pris connaissance du rapport des travaux publics, à la page 592.

M. BERNATCHEZ: Faites venir M. Rodrigue.

M. ST-PIERRE: Je ne veux pas que le député soit surpris de voir qu'on attire son attention...

M. GOSSELIN: Pourquoi le ministre ne veut-il pas répondre à la question qu'on lui pose? Je voudrais que dans toute sa candeur...

M. ST-PIERRE: Je dis que les ponts permanents, c'est \$8,278,015.81. C'est la seule réponse que je peux donner, c'est cela le rapport officiel, à la page 592, des Travaux publics et je ne veux pas donner d'autres chiffres que ceux qui sont réels.

M. BERNATCHEZ: Dites-lui donc qu'il fasse venir M. Rodrigue, il pourrait lui souffler ça.

M. JOHNSON: M. le Président, le ministre a-t-il lu le rapport de son ministère?

M. ST-PIERRE: Je l'ai lu.

M. JOHNSON: A la page 13.

M. GOSSELIN: Est-ce qu'il le comprend toujours?

M. JOHNSON: Nous allons voir s'il le comprend.

M. ST-PIERRE: C'est très bien parce que...

M. JOHNSON: Que ces ponts, 102, ont été entrepris à la suite de demandes de soumissions. Première question: veut-on dire soumissions par voie des journaux, ou soumissions sur invitation?

M. ST-PIERRE: C'est ce qu'on veut dire par voie des journaux, puisque c'est de même que ça se fait.

M. JOHNSON: Est-ce que le ministre affirme que les 10 ponts, construits à la suite de demandes de soumissions, sont 102 ponts construits à la suite de demandes de soumissions publiques, c'est-à-dire par la voie des journaux?

M. ST-PIERRE: Il y en a une couple... Une couple, par exemple pour un pont qui vient de se briser, il faut absolument le réparer de suite...

M. JOHNSON: M. le Président, quand le ministre dit à la suite de demandes de soumissions, s'agit-il de soumissions par voie des journaux, ou si ça peut aussi être soumissions sur invitation?

M. GOSSELIN: Il a admis qu'il pouvait y en avoir une couple, ça commence.

M. JOHNSON: Si ça continue, M. le Président, je vais faire déclarer le témoin hostile.

M. ST-PIERRE: J'ai répondu.

M. JOHNSON: Je vais vous demander de déclarer le ministre hostile à toute réponse intelligente, sincère, à des questions très claires et très simples.

M. ST-PIERRE: Les questions sont plutôt avec un sous-entendu.

M. GOSSELIN: Il n'y a pas de sous-entendu.

M. JOHNSON: M. le Président...

M. ST-PIERRE: Il faudrait expliquer ce qu'on veut dire puisqu'on n'accepte pas nos chiffres.

M. JOHNSON: Quand le ministre écrit dans son rapport, c'est-à-dire, quand le ministre dans le rapport qu'il a déposé, dit par l'un de ses fonctionnaires qualifiés: « De ces ponts 102 ont été entrepris à la suite de demandes de soumissions. » Ma question est simple: s'agit-il dans chacun des 102 cas, de soumissions demandées par voie des journaux? C'est oui ou non?

M. ST-PIERRE: Bien, c'est évident qu'on a toujours le même principe, on demande toujours des soumissions, sauf qu'il peut y avoir des cas où c'est très urgent, où enfin, le contracteur ne peut terminer les travaux, on peut les terminer en régie.

M. JOHNSON: M. le Président, quand c'est terminé en régie, il ne s'agit pas de soumissions? Ou bien, est-ce qu'il y a des demandes

de soumissions en circuit fermé pour des ponts en régie aussi des fois?

M. ST-PIERRE: Des ponts en régie pour des petits montants, il n'y en a pas.

M. JOHNSON: Pardon?

M. ST-PIERRE: Il n'y en a pas. Ce n'est pas en régie. En régie c'est parce qu'on les fait à temps perdu.

M. JOHNSON: M. le Président, avez-vous compris, vous?

M. ST-PIERRE: J'ai bien compris qu'un pont en régie, ce n'est pas un pont pour lequel on demande des soumissions.

M. JOHNSON: Avez-vous compris, M. le Président, que le ministre a dit: « Les 102 ponts qui ont été entrepris à la suite de demandes de soumissions sont 102 ponts qui ont été entrepris à la suite de demandes de soumissions publiques, c'est-à-dire- par voie des journaux tels que... »?

M. ST-PIERRE: Les 102, 102 soumissions publiques.

M. JOHNSON: 102,102 soumissions publiques? Par voie des journaux?

M. ST-PIERRE: Bien oui, comment autrement?

M. JOHNSON: Le ministre aurait-il...

M. ST-PIERRE: Je ne suis pas allé le crier à la porte des églises.

M. JOHNSON: ... le ministre ne trouve-t-il pas, M. le Président, qu'il aurait dû, ou que son officier aurait dû indiquer que c'était soumissions publiques? Cela aurait fait une question de moins.

M. ST-PIERRE: C'est normal.

M. JOHNSON: Non.

M. ST-PIERRE: C'est normal pour...

M. JOHNSON: Ce n'est pas normal puis on va le voir tantôt, M. le Président.

M. ST-PIERRE: C'est ça, continuez, on vous écoute.

M. JOHNSON: Deuxièmement, la question du député de Compton, ces 102 ponts entrepris à la suite de demandes de soumissions, quel en a été le prix total? C'est-à-dire l'engagement du gouvernement?

M. ST-PIERRE: Les 102 ponts...

M. JOHNSON: Même si ces contrats ne sont pas terminés là?

M. ST-PIERRE: Les ponts qui ne sont pas terminés ne sont pas dans le total de \$8,278,000. C'est-à-dire que le chiffre des dépenses... il faudrait bien que je m'explique évidemment. Si on veut une liste des ponts avec le coût de chaque pont, on aurait dû poser la question, on avait l'avantage de poser la question et d'avoir ce total là donné sur une liste.

M. JOHNSON: M. le Président, ce n'est pas...

M. ST-PIERRE: Nous autres, c'est un budget.

M. JOHNSON: ... ce n'est pas ma question. Quel est le montant total que représentent ces 102 contrats qui ont été accordés à la suite de demandes de soumissions publiques?

M. ST-PIERRE: Je ne peux pas répondre. C'est impossible de répondre ici, parce qu'un pont, il faut les prendre un par un et puis les additionner. Ce n'est pas une année fiscale ça.

M. JOHNSON: M. le Président, ç'a été additionné ça.

M. ST-PIERRE: ... c'est un total de tant de chiffres. Mais ça ne fait rien ça. Cela ne veut pas dire que ces ponts-là, qui sont terminés, ont commencé la même année que le rapport et qu'ils sont finis à l'intérieur du même temps que le rapport couvre.

M. JOHNSON: M. le Président, nous allons lire le rapport en commençant au paragraphe précédent. « Le nombre des travaux exécutés à travers la province s'établit comme suit pour l'année 1962-1963: ponts construits 188...

M. ST-PIERRE: Oui.

M. JOHNSON: ... ponts en construction au 31 mars 1960...

M. ST-PIERRE: C'est ça, 188.

M. JOHNSON: ... 102; total des ponts construits ou en construction 290; longueur totale en pieds 30,785...

M. ST-PIERRE: C'est écrit comme ça...

M. JOHNSON: ... De ce total: 118 sont de nature permanente, 172 sont de nature semi-permanente. Et vient le paragraphe litigieux, enfin l'autre paragraphe: En outre des travaux de réparation et d'amélioration ont été exécutés sur 1,087 autres ponts. »

M. ST-PIERRE: Bon.

M. JOHNSON: Nous en sommes, M. le Président, à ce moment-ci sur les constructions. C'est-à-dire 188 ponts construits, plus 102 entrepris.

M. ST-PIERRE: Alors quand un pont est entrepris ça veut dire qu'il n'est pas tout à fait terminé encore.

M. JOHNSON: C'est ce que tout le monde semble comprendre, même les innocents.

M. ST-PIERRE: Ceux qui sont construits, évidemment, je pense que le chef de l'Opposition qui n'a qu'à penser à répondre à une question... moi, j'ai à répondre avec des chiffres réels, sans supposition, sans allégations à un propriétaire, le bailleur pris tout ça, je vais avec les chiffres...

De ces ponts, 102 ont été entrepris et 102 entrepris ne veut pas dire finis.

Les ponts qui ont été finis durant l'année, c'est le chiffre qui est là, de l'autre côté, ponts construits, alors 188. Ponts en construction 102. Du total qui est entrepris de ces 102 qui sont en construction, comment voulez-vous que je vous donne le total de ces ponts-là qui ne couvrent pas l'année fiscale?

M. JOHNSON: M. le Président, le ministre déclare dans son rapport, 102 ponts ont été entrepris à la suite de demandes de soumissions.

M. ST-PIERRE: Oui, oui.

M. JOHNSON: Cela fait un total de combien pour ces ponts-là.

M. ST-PIERRE: Plusieurs millions.

M. JOHNSON: Plusieurs millions. Le ministre a-t-il avec lui la liste de ces 102 ponts...

M. ST-PIERRE: Non.

M. JOHNSON: ...avec le prix du contrat accordé?

M. GOSSELIN: Vous êtes aussi bien d'aller les chercher.

M. ST-PIERRE: Je vais vous les lire, je vous lirai la liste tout à l'heure.

M. JOHNSON: Le ministre a-t-il quelqu'un dans son ministère qui peut additionner 102 chiffres, 102 noms, faire un total?

M. ST-PIERRE: Les noms ça ne s'additionne pas mais les chiffres!

M. JOHNSON: Nombres. Le ministre a-t-il une machine à additionner dans son ministère pour que ça aille plus vite.

UNE VOIX: C'est un bon mot ça.

M. ST-PIERRE: Dans mon ministère, le mien, il n'y en a pas. Je n'additionne rien, je multiplie.

M. JOHNSON: Est-ce que le ministre va être obligé de nommer une commission ou un comité comme les autres ministres pour nous donner une réponse?

M. ST-PIERRE: Non, non. Si le chef de l'Opposition comprend bien, j'additionnerai ces 102 ponts-là avec une machine à additionner. Il faut toujours prendre le temps de les additionner.

M. GOSSELIN: C'est certainement fait déjà.

M. JOHNSON: Il me semble que c'est le premier chiffre que le ministre devrait avoir à la Chambre.

M. ST-PIERRE: Le député de Compton pourrait additionner ça par cœur seulement on n'a pas tous les mêmes capacités.

M. GOSSELIN: Oui.

M. JOHNSON: L'autre question, M. le Président, pour les ponts y a-t-il au cours de l'année 1962-1963 des contrats qui ont été donnés à des entrepreneurs autrement qu'à la suite de soumissions demandées par la voie des journaux?

M. ST-PIERRE: Est-ce que ce sont des ponts permanents, des gros ponts?

M. JOHNSON: Des contrats donnés à des entrepreneurs autrement que par voie de soumissions publiques.

M. ST-PIERRE: Ah! des ponts à des entrepreneurs?

M. JOHNSON: Le ministre a déjà avoué qu'il y en avait deux.

M. ST-PIERRE: Il y a un pont Bailey qu'on a installé là à Murdochville.

M. JOHNSON: Cela a été donné à un entrepreneur?

M. ST-PIERRE: Non, non, ça n'a pas été donné à un entrepreneur, c'était très pressé ça.

M. JOHNSON: Je parle de contrats accordés à des entrepreneurs.

M. ST-PIERRE: Des contrats accordés à des entrepreneurs sans soumissions?

M. JOHNSON: C'est ça. Autrement que par soumissions publiques, c'est-à-dire par voie des journaux.

M. ST-PIERRE: De mémoire je ne l'ai pas, il va falloir regarder.

M. GOSSELIN: Il n'a pas sa mémoire.

M. ST-PIERRE: Je vais regarder dans les livres parce que je ne l'ai pas de mémoire.

M. JOHNSON: M. le Président, vous comprenez pourquoi nous sommes obligés de procéder sous forme d'insinuation comme dit le ministre...

M. ST-PIERRE: M. le Président comprend ce que je comprends.

M. JOHNSON: ... mais nous procédons en donnant des informations telles que nous les avons avec nos faibles moyens. Nous sommes informés, M. le Président, que le ministère fait venir un entrepreneur nommé, déterminé, lui demande si oui ou non il peut faire ce contrat à tel prix et on lui donne le contrat. Est-ce vrai ou faux?

M. ST-PIERRE: Je n'ai jamais fait ça.

M. JOHNSON: Pardon?

M. ST-PIERRE: Je n'ai jamais fait ça.

M. GOSSELIN: Vous n'avez jamais fait cela, vous?

M. JOHNSON: Dans votre ministère entre 1962-1963, c'est ma question au ministre, est-il arrivé qu'un entrepreneur ait été invité à faire un pont à un prix fixé par les ingénieurs ou les estimateurs de son ministère?

M. ST-PIERRE: Pas d'après nous autres, mais peut-être...

M. JOHNSON: Est-il arrivé, M. le Président...? Peut-être, un commencement d'arrivée.

M. ST-PIERRE: Peut-être, qu'est-ce que vous voulez...

M. JOHNSON: Est-il arrivé, M. le Président, que dans le ministère durant l'année 1962-1963 et je poserai les mêmes questions pour 1963-1964 tantôt, que le ministre au lieu de demander des soumissions par voie des journaux a demandé des soumissions à un nombre limité d'entrepreneurs?

M. ST-PIERRE: Le coût des 102 ponts d'après les soumissions, c'est \$11,314,458.52.

M. JOHNSON: Le montant total qui avait été voté cette année-là?

M. ST-PIERRE: Ils n'ont pas été finis la même année. Est-ce que je pourrais poser une question au chef de l'Opposition?

M. GOSSELIN: Certainement.

M. JOHNSON: C'est la seule chance que cette Chambre ait une réponse intelligente, si on se fie rien qu'à poser des questions au ministre, M. le Président, on n'en aura pas.

M. COITEUX (Duplessis): On est rarement compris dans sa propre cause.

M. ST-PIERRE: Je vous assure que...

UNE VOIX: Cela c'est vrai.

M. ST-PIERRE: ... si le chef de l'Opposition était né dans l'époque des Césars, il n'aurait pas eu de César, il y aurait eu Daniel Johnson qui aurait gouverné Rome.

M. GOSSELIN: On a assez de Pépin le Bref sans venir nous...

M. ST-PIERRE: Alors \$11,314,458.52 ça c'est le total des engagements pris suivant les soumissions pour les 102 ponts. Alors ça peut se dépenser. Dans la comptabilité on ne paie pas immédiatement l'entrepreneur avant de bâtir le pont.

M. JOHNSON: Ah! non. Vous payez même en retard.

M. ST-PIERRE: On paie suivant les travaux et à mesure. Si ça prend deux ans, on le paie pendant deux ans. Alors ça n'entre pas dans le même budget. On ne fait pas de réserve pour le solde qui est impayé. Cela tombe dans les fonds généraux à la fin de l'année. De cette manière-là on ne peut jamais inclure une construction comme celle-là dans une année fiscale du début de la demande du contrat jusqu'à la fin. Il y a commencé l'année précédente...

M. JOHNSON: Bien sûr.

M. ST-PIERRE: ... précédente, mais qui s'additionnent. Mais si on veut savoir d'après les soumissions des ponts, ces 102 ponts-là ont coûté \$11,314,458.52.

M. JOHNSON: Bon, merci, M. le Président, après 20 minutes on a une réponse.

M. ST-PIERRE: Il a fallu prendre le temps de répondre.

M. JOHNSON: 102 ponts accordés à la suite de demande de soumissions que le ministre dit: toutes soumissions publiques, ont amené le gouvernement à s'engager pour un total de \$11,000,000 en chiffre rond. Le ministre a-t-il les chiffres pour l'année précédente? Bien, voici, M. le Président, je comprends qu'on ne s'attendait peut-être pas à cette question, mais disons pour l'année courante, c'est peut-être plus facile.

M. ST-PIERRE: On va le faire.

M. JOHNSON: On ne les a pas?

M. ST-PIERRE: Pas préparés, d'habitude nous autres on est habitué à les regarder un par un.

M. JOHNSON: Le reste de son budget, en

présumant qu'il y a sensiblement la même proportion d'une année à l'autre, c'est \$15,000,000, \$16,000,000, \$17,000,000, le \$11,000,000...

M. ST-PIERRE: Pour répondre à...

M. JOHNSON: ... qui est engagé en vertu des contrats accordés après demande de soumissions publiques, et le reste, évidemment, ce sont des travaux en régie et d'autres dépenses qui relèvent de cet item-là. Je continue à demander au ministre, qui m'a interrompu tantôt...

M. ST-PIERRE: Evidemment ne sont pas compris dans ces item-là tous les travaux; les travaux en régie ne sont pas dans l'immobilisation. Là, actuellement on parle des ponts qui font partie de l'immobilisation, des contrats, tous les ponts qui sont donnés à contrat. Ceux qui sont construits en régie, pour les petits ponts, dans l'année fiscale des ponts, on en a parlé d'ailleurs dans ce temps-là.

M. JOHNSON: M. le Président, c'est d'une clarté fulgurante ce que vient de dire le ministre.

M. ST-PIERRE: Je le sais. .

M. GOSSELIN: C'est clair comme de l'eau de roche.

M. JOHNSON: C'est clair comme de l'eau de roche.

M. ST-PIERRE: J'en bois justement.

M. GOSSELIN: À votre santé!

M. ST-PIERRE: A la santé de l'Opposition permanente!

M. JOHNSON: Le ministre m'a dit tantôt que son ministère, pour l'année 1962-1963, n'avait jamais accordé de contrat, pour un pont, à un entrepreneur, à la suite de négociations directes avec un entrepreneur déterminé. C'est bien exact?

M. ST-PIERRE: Si quoi?

M. JOHNSON: Le ministre m'a dit tantôt qu'il n'avait accordé aucun contrat à la suite de négociations directes avec un entrepreneur, pour la construction.

M. ST-PIERRE: Je n'ai rien dit. J'ai dit que

tous les ponts avaient été donnés...

M. GOSSELIN: C'est décourageant.

M. ST-PIERRE: ... après demande de soumissions publiques. Je n'ai pas dit ce qu'a dit le chef de l'Opposition. J'ai dit tout simplement que tous les ponts avaient été donnés après demande de soumissions publiques.

M. JOHNSON: Alors, il n'est pas exact qu'à un moment donné on a fait venir un entrepreneur et on lui a dit:...

M. ST-PIERRE: Je ne suis pas négatif; je suis positif.

M. JOHNSON: ... « Voulez-vous prendre ce pont-là à ce prix-là? » Ce n'est pas exact ça? Qu'on a fait venir un entrepreneur et puis on lui a dit: « Voulez-vous prendre le contrat à tel prix? Voici les estimations du ministère. »

M. MORISSETTE: C'était dans votre temps ça.

M. JOHNSON: Attention, le député d'Arthabaska. Attention, ce n'est pas fini ça.

M. ST-PIERRE: Ici on semble ne pas se rappeler... Le chef de L'Opposition...

M. GOSSELIN: On va lui en parler de pont. On va lui parler de la rivière Noire.

M. ST-PIERRE: ... pourrait-il nous dire de quel pont il parle?

M. JOHNSON: M. le Président...

M. MORISSETTE: Je pourrais vous en parler des ponts d'Arthabaska, des approches de ponts.

M. JOHNSON: ... en 1963-1964, est-ce qu'au ministère du ministre on a accordé à un entrepreneur, ou des entrepreneurs, un ou des ponts, à la suite de négociations directes avec l'entrepreneur, sans passer par demande de soumissions publiques?

M. ST-PIERRE: L'ingénieur en chef du département des ponts, M. Martin, me dit qu'il ne le sait absolument pas. S'il y a eu cet arrangement dont parle le chef de l'Opposition, bien, il faudrait avoir les détails. Peut-être que notre mémoire n'est pas bonne. Mais si notre mémoire n'est pas bonne, évidemment...

UNE VOIX: Sûrement.

M. ST-PIERRE: ... c'est une question de mémoire dans le moment parce que...

M. JOHNSON: Cela commence à être dangereux pour les fonds de la province si le ministre ne se souvient pas de ça.

UNE VOIX: Il perd la mémoire.

M. ST-PIERRE: Si le ministre ne s'en souvient pas, l'ingénieur en chef dit qu'il s'en souvient.

M. GOSSELIN: Il a encore moins de mémoire là-dessus que sur la bouilloire.

M. ST-PIERRE: Il faut comprendre aussi que à question est un petit peu drôle jusqu'à un certain point. C'est comme une inquisition. C'est: comme une question de \$64,000 si vous voulez.

M. JOHNSON: M. le Président, je suis obligé de procéder de même après avoir en vain essayé de faire répondre le ministre à des questions tellement plus simples. Et le ministre de la Santé serait mieux, au lieu de dormir en Chambre, d'aller préparer son budget car nous en avons des questions pour lui aussi.

UNE VOIX: Faites un beau dodo!

M. JOHNSON: J'ai tenté, depuis une demi-heure, d'obtenir une réponse simple. Je suis obligé de procéder maintenant...

M. ST-PIERRE: Oui, mais la question n'est pas simple.

M. JOHNSON: ... en utilisant des informations, peut-être incomplètes, mais que je n'aurais pas utilisées si on m'avait répondu clairement. Deuxième question, deuxième série de questions, en 1962-1963 ou 1963-1964, l'année qui expire, à aucun moment, un contrat a-t-il été accordé à un entrepreneur à la suite de demande de soumissions autres que des soumissions par les journaux. Cela demande: oui ou non. C'est tout.

M. GOSSELIN: Il a dit peut-être tout à l'heure.

M. JOHNSON: Tantôt il nous a dit peut-être.

UNE VOIX: Il ne s'en rappelle pas.

M. ST-PIERRE: C'est une chose qui pourrait être possible, on ne s'en rappelle pas. Cela peut arriver qu'un soumissionnaire, ça peut arriver, il n'y a rien qui est impossible dans le monde.

M. GOSSELIN: ... peut arriver avant la publication dans les journaux.

M. JOHNSON: Je veux savoir.

M. ST-PIERRE: Il n'y en a pas mais tout de même, si le renseignement du chef de l'Opposition est tellement sûr...

UNE VOIX: Non, c'est un rêve.

M. ST-PIERRE: On pourrait lui répondre exactement la réponse.

UNE VOIX: Parlez donc- des ponts de 1950...

M. JOHNSON: Quand il s'agit de construction de ponts neufs, il n'y a pas — statuts refondus —

M. ST-PIERRE: Tâchez de ne pas en refondre trop de statues...

M. JOHNSON: Quand il s'agit de ponts neufs, tous les ponts ont été exécutés par des entrepreneurs, l'ont été, pour les deux années en question, à la suite de demande de soumissions publiques.

M. ST-PIERRE: Bien oui.

M. JOHNSON: Très bien. Quant aux réfections, y en a-t-il des réfections qui ont été...

M. ST-PIERRE: En réfection, ce n'est pas la même chose que la construction.

M. JOHNSON: Je m'en viens, c'est une autre série de questions. Y a-t-il des réfections qui ont été faites par des entrepreneurs à contrat?

M. ST-PIERRE: Il y en a certainement. Il peut y en avoir des réfections, c'est suivant les devis, mais il y en a, quand c'est trop urgent, ils sont faits sur demande.

Dans les réfections, est-ce que le chef de l'Opposition veut dire par exemple, le service d'éclairage?

M. JOHNSON: Pardon?

M. ST-PIERRE: Est-ce que le chef de l'Opposition voudrait dire des services d'éclairage sur les ponts?

M. GOSSELIN: Non, non, non.

M. ST-PIERRE: Des contrats de peinture, remplacement de joints de dilatation, de réparations ou autrement?

M. GOSSELIN: C'est le ministre qui...

M. ST-PIERRE: Il y a de petits contrats comme ça qui sont donnés pour la peinture, pour ça, mais on parle de construction de ponts.

M. JOHNSON: Quel est le contrat le plus élevé qu'on a accordé à même cette liste que le ministre a en main?

M. ST-PIERRE: C'est International Underwater Contractors.

M. JOHNSON: Combien?

M. ST-PIERRE: \$48,934.

M. JOHNSON: Sans soumission, le ministre nous a dit l'autre jour que c'était...

M. ST-PIERRE: Comme je l'ai dit hier, c'est le seul qui a des matériaux...

M. JOHNSON: Dans son opinion, c'était le seul.

M. ST-PIERRE: Cela l'est encore dans mon opinion. Avez-vous fini...

M. JOHNSON: Non, non, j'ai enregistré, j'espère très clairement, la réponse du ministre, je ne voudrais pas lui créer des problèmes en partant de fausses prémices. Le ministre est tranquille, il a suivi la loi des travaux publics qui lui impose de demander des soumissions au public chaque fois qu'il s'agit de la construction d'un pont, sauf que, pour des ponts en bas de \$25,000, le ministre n'est pas obligé, d'après l'arrêté ministériel, de demander des soumissions publiques. On se comprend là?

M. ST-PIERRE: Excusez-moi, c'est une lettre pressée,

M. JOHNSON: Oui. Est-ce un autre pont qu'on accorde?

M. ST-PIERRE: C'est un pont sans soumission.

M. JOHNSON: Ce sont tous des ponts qui ont coûté moins de \$25,000. qui ont été faits à contrat.

M. ST-PIERRE: Oui, en régie.

M. JOHNSON: Tous en régie.

M. ST-PIERRE: Cela peut arriver qu'en bas de \$25,000 il y en ait eu. L'évaluation était plus haute, les soumissions étaient plus basses que l'évaluation et c'était en bas de \$25,000. Il y en a parce que évidemment, si on évalue un pont à \$26,000 et que les contracteurs par soumissions publiques, le plus bas est de \$23,200, on le donne à \$23,200 le contrat. C'est évident. Si c'est évalué plus bas, tant mieux.

M. JOHNSON: Oui, je comprends.

M. ST-PIERRE: Alors on donne le contrat à ce...

M. JOHNSON: Mais quand le pont est estimé à moins de \$25,000 c'est toujours fait en régie.

M. ST-PIERRE: Pas nécessairement mais la plupart du temps, c'est que, c'est à cause de certaines conditions évidemment qu'il faut — des fois — on ne demande pas de soumissions souvent en bas de \$25,000.

M. JOHNSON: En bas de \$25,000 on ne demande pas souvent de soumissions.

M. ST-PIERRE: Nous avons des contremaîtres qui sont payés, ils ont les...

M. JOHNSON: Très bien, je comprends ça, là n'est pas ma question, est-ce que pour des ponts estimés à moins de \$25,000 on a déjà donné un contrat sans soumission dans les années 1962-1963, 1963-1964.

M. ST-PIERRE: Vous prenez le budget d'il y a trois ans là.

M. GOSSELIN: Deux ans, le ministre nous dit que ça chevauche une année sur l'autre.

M. ST-PIERRE: C'est difficile de dire que nous nous rappelons exactement de tout ce que nous avons fait pendant deux ans. C'est normal. Le journal mentionnait hier qu'on paraissait hésiter. Si ce journaliste-là avait été à ma place, je pense qu'il aurait hésité lui aussi. On n'administre pas un budget de \$60,000,000 avec des clés.

M. JOHNSON: M. le Président, quand on a une politique de contrats après soumission, quand on administre un département dont la loi

organique oblige de demander des soumissions...

M. ST-PIERRE: Oui, mais il peut y avoir des circonstances.

M. JOHNSON: Oui, quand il y a urgence on peut le faire sans soumission. M. le Président, il me semble que c'est facile de se souvenir quand est-ce qu'on a péché contre la loi et contre la politique du gouvernement, si une fois on a péché.

M. GOSSELIN: Ah le ministre ne pêche pas?

M. ST-PIERRE: Je suis trop vieux pour pêcher!

M. JOHNSON: Si on n'a pas péché, c'est tellement simple de dire seulement, non, nous n'avons manqué d'aucune façon en aucun temps...

M. ST-PIERRE: Je prends les renseignements de mes officiers.

M. JOHNSON: ... nous n'avons manqué à la loi...

UNE VOIX: Oui, ça c'est vrai.

M. JOHNSON: ... ce qui nous oblige de demander des soumissions publiques.

M. ST-PIERRE: Je sais bien que l'ingénieur dit que l'on observe les règlements 100%. Qu'est-ce que vous voulez que je vous dise moi?

M. GOSSELIN: La vérité.

M. ST-PIERRE: Je ne peux pas vous dire d'autre chose quand on a demandé des soumissions pour tous les ponts qui sont au-dessus de \$25,000. Vous dire qu'on en a signé autrement, eh bien, si vous avez des preuves dans les mains, comme celle d'hier soir qu'on a essayé de me faire.

M. JOHNSON: M. le Président, je n'aime pas renoncer à avoir des réponses, je n'aime pas à renoncer à avoir des réponses claires, ce serait tellement simple de dire non, il n'y en a pas eu, même en bas de \$25,000.

M. ST-PIERRE: Ce n'est pas nécessaire de dire ça.

M. JOHNSON: Pardon?

M. ST-PIERRE: C'est dire qu'on donne tous les ponts avec soumissions.

M. JOHNSON: Et le travail qui est classé comme travail en régie, qui est toujours fait évidemment par des employés du gouvernement?

M. ST-PIERRE: En régie, toujours, si c'est le mot régie.

M. JOHNSON: Correct, Est-ce qu'il n'arrive pas que le gouvernement charge un entrepreneur de faire la régie pour lui, c'est-à-dire de faire la réparation sous sa surveillance avec son personnel technique?

M. ST-PIERRE: Ce n'est pas le même système du tout alors. On est très stricte pour ça. S'il y a des renseignements qui sont autres que ça, ça ne veut pas dire qu'ils ne sont pas erronés.

Ah bien il y a le pont de Ste-Anne-de-la-Potatière ici. Le pont de Ste-Anne-de-la-Pérade, ça c'est différent.

M. JOHNSON: Qu'est-ce qu'on a fait au pont de Ste-Anne-de-la-Pérade?

M. ST-PIERRE: On l'a fait réparer par Dominion Bridge, ceux qui avaient construit le pont.

M. GOSSELIN: \$600,000.

M. ST-PIERRE: Oui, \$600,000.

M. JOHNSON: Sans demande de soumission.

M. ST-PIERRE: Oui, pas \$600,000, non, mais ça si vous cherchez pour ça, vous le savez. Dans le temps il en avait été question ici en Chambre, ça n'a pas été caché. Il s'agissait à la demande du député de Champlain d'établir la circulation le plus rapidement possible. C'est par condescendance pour un « capien » si vous voulez, qui habite Notre-Dame-du-Cap, on l'a fait construire au plus tôt. D'ailleurs, il fallait prendre le même entrepreneur.

UNE VOIX: Vous n'aviez pas le droit de faire ça.

M. ST-PIERRE: ... pour être capable de bâtir le pont de façon à ne pas le recommencer. Ce n'est pas \$600,000 par exemple, je crois que c'est \$285,000.

M. GOSSELIN: \$285,000 ah c'est un peu plus que \$26,000!

M. ST-PIERRE: Le député de Compton

vient de faire une erreur. Quand un pont est en danger, on le donnera toujours au plus tôt. Il faut prendre en considération qu'un pont c'est dangereux, quand ça n'est pas construit tel que ça doit être ou quand il y a évidemment des failles dans les poutres ou autrement. On n'exposera jamais la vie des gens, pour un simple caprice, une question qui peut-être nous sera posée en Chambre plus tard. Il faut penser...

M. GOSSELIN: C'est un caprice...

M. ST-PIERRE: ... à respecter la vie des gens, à respecter ceux qui circulent sur les routes et ça, ça passe bien avant les questions un peu banales comme on en reçoit dans le moment.

M. LOUBIER: Ce n'est pas ce que vous avez fait dans Bellechasse avec le pont de St-Raphaël.

M. GOSSELIN: La régie est un peu trop sur les réponses du ministre, c'est encore-plus banal, Que les questions que l'on peut poser. Elles sont plus candides.

M. ST-PIERRE: La petite remarque est naïve.

M. GOSSELIN: Elle est loin d'être naïve, elle vous fait mal.

M. BEAUPRE (Président): Est-ce que l'article 7 serait adopté?

M. GOSSELIN: Non, il n'est pas près de l'être.

M. JOHNSON: Non, M. le Président.

M. BERNATCHEZ: Quand il parle de bon patronage, le plus naïf, c'est le ministre.

M. ST-PIERRE: Ce n'est pas un patronage quand il y a un pont qui est brisé et qu'il faut le réparer. C'est une protection pour le public, et ça dépasse bien gros les idées qu'il peut y avoir dans le moment dans la tête du député de Lotbinière. Celui-ci semble s'occuper plutôt de la question des dollars que de la question de vie humaine. C'était un contrat que l'on a signé avec Dominion Bridge pour \$286,000 mais ça n'a pas été donné avec des soumissions publiques.

M. BERNATCHEZ: Je l'ai expliqué M. le Président l'an passé, la manière que le ministre procède dans le comté de Lotbinière, il doit s'en rappeler, il construit...

M. ST-PIERRE: La manière que je procède, c'est la suivante...

M. BERNATCHEZ: ... des ponts temporaires, pour remplacer un présumé pont, puis quand le pont temporaire fut bâti, les experts de sa planification sont arrivés sur les lieux puis ils ont admis, ça n'est pas à la bonne place, on va enlever le pont temporaire, on va le démanteler à 25 milles.

M. ST-PIERRE: Cela ne dépend pas de nous autres, si on bâtit des ponts vis-à-vis les routes. Et c'est pour rejoindre les routes ensemble qu'on bâtit des ponts.

M. LOUBIER: Qu'est-ce que vous avez fait dans la Beauce en 1962, un pont où il n'y a pas de chemin.

M. JOHNSON: Le ministre nous a donné le contrat de Dominion Bridge qui a été négocié sans soumission publique.

M. ST-PIERRE: Sans soumission publique.

M. JOHNSON: Correct. Y en a-t-il d'autres?

UNE VOIX: Il ne sait rien.

M. LOUBIER: A quel endroit dans le comté de Bellechasse? A quel endroit et quel ami du parti libéral a reçu ce contrat-là?

M. ST-PIERRE: Pardon?

M. LOUBIER: A quel endroit et quel ami du parti libéral a reçu ce contrat-là?

M. ST-PIERRE: Quel ami du parti libéral?

M. LOUBIER: Oui, vous devez avoir les détails.

M. ST-PIERRE: Quel contrat? Quel pont?

M. LOUBIER: Bien, c'est vous qui avez dit ça: il y en a un dans le comté de Bellechasse. Pardon?

M. ST-PIERRE: C'était juste pour savoir, si le député écoutait.

M. LOUBIER: Ah, ce n'est pas un bon moyen de me réveiller, M. le Président, parce que le ministre va le regretter.

M. LE PRÉSIDENT: A l'ordre, messieurs.

Est-ce que l'article 7 est adopté?

DES VOIX: Non.

M. JOHNSON: Non, M. le Président. Le ministre a-t-il d'autres exemples que le contrat de Dominion Bridge?

M. ST-PIERRE: Bien celui-là, évidemment il en a été question en Chambre dans ce temps-là, puis on a déclaré en Chambre, devant les députés qui sont là, qu'il fallait absolument qu'on prenne toutes les mesures, à la demande du député qui demandait chaque semaine qu'on s'occupe du pont.

M. JOHNSON: Je ne critique pas ça, M. le Président, je demande: y a-t-il d'autres contrats que celui-là?

M. ST-PIERRE: Je ne le sais pas, si vous en avez, dites-le, c'est le temps.

M. JOHNSON: M. le Président, ce n'est pas le cas. La loi dit que lorsqu'il s'agit d'un contrat, et voici, je cite l'article 8: « Il est du devoir du ministre de demander des soumissions par annonces publiques pour l'exécution de tous les travaux faits à l'entreprise, si ce n'est dans le cas d'urgence. » Mais avant ça, on a amendé la loi en 1960 ou 1961, et pour ajouter après le mot « entreprise » les mots « et dont le coût estimatif dépasse les \$25,000 ».

M. le Président, ça c'est la loi. Les exceptions permises sont les suivantes ou découlent des dispositions suivantes: « Si ce n'est, dit la loi, dans les cas d'urgence lorsque le délai est préjudiciable aux intérêts publics » (je présume que c'est là qu'on place ce travail à Ste-Anne) lorsque, d'après la nature de l'ouvrage à faire, il peut être exécuté plus promptement et plus économiquement par les employés et serviteurs du département. » Alors, je demande au ministre: premièrement, avez-vous suivi la loi? Il m'a dit oui. Nous avons mis trois quarts d'heure, une heure, pour obtenir une réponse simple...

M. ST-PIERRE: C'est la question qui était compliquée.

M. JOHNSON: Deuxièmement... Je m'excuse d'être compliqué, de demander au ministre juste une réponse: oui ou non...

M. ST-PIERRE: Je ne voudrais pas toujours dire oui ni non, j'avais à expliquer quelque chose.

M. JOHNSON: Deuxièmement, je demande quelles sont les exceptions. On m'en donne un, le contrat à Dominion Bridge, et on invoque que c'est un cas d'urgence. Y a-t-il d'autres exceptions à cet article 8 de la Loi des travaux publics?

M. ST-PIERRE: Le renseignement que j'ai est qu'il n'y en a pas d'autres,

M. JOHNSON: M. le Président, ne serait-il pas à propos, dans le rapport du ministère, ce qui simplifierait encore pour une année prochaine l'étude des crédits, d'ajouter un petit paragraphe: « L'article 8 a été suivi. Des soumissions publiques ont été demandées dans tous les cas où l'estimation dépassait \$25,000 sauf dans les cas suivants:... » et on les énumérerait, on donnerait les éléments essentiels et on donnerait aussi la justification, c'est-à-dire la nature de l'ouvrage ou le cas d'urgence. De cette façon-là, M. le Président, on aurait épargné une heure et demie au moins à tout un groupe de députés.

M. ST-PIERRE: Nous sommes bien disposés à renseigner l'Opposition de cette manière-là.

M. JOHNSON: Non, mais il me semble que c'est simple. C'est une suggestion constructive.

M. ST-PIERRE: C'était une chose qui avait été discutée en Chambre.

M. JOHNSON: Si on n'a rien à cacher, pourquoi donne-t-on l'impression qu'on en cache? C'est là tout le problème.

M. ST-PIERRE: C'est l'Opposition qui donne l'impression.

M. JOHNSON: C'est le ministre qui donne l'impression qu'il cache des choses.

M. ST-PIERRE: Je ne cache rien, je parle raisonnablement.

M. JOHNSON: Et quand on lit son rapport, ce n'est pas tout à fait clair.

M. ST-PIERRE: Ce n'est jamais clair quand on ne veut pas écouter.

M. JOHNSON: Ce qu'il y a de plus brillant chez le ministre, c'est le rouge récemment acquis de ses convictions.

M. ST-PIERRE: Le rouge?

M. JOHNSON: Oui.

M. ST-PIERRE: Il y a des ponts rouges?

M. JOHNSON: Ses convictions-rouges.

M. ST-PIERRE: C'est beau, j'en aurai toujours,

M. JOHNSON: Cela, c'est parlementaire, M. le Président, vous ne pouvez pas me la faire retirer cette expression-là. Quant à moi, M. le Président, les questions fondamentales étant posées, je cède la parole à mes collègues pour des questions sur certains travaux particuliers.

M. GOSSELIN: M. le Président, à la page 584 des comptes publics, il y a Clifton-Est: \$47,159.33. Est-ce que l'honorable ministre pourrait nous dire à qui a été donné ce contrat, quels sont les noms des soumissionnaires pour ce contrat et les montants?

M. ST-PIERRE: C'est dans le comté de Compton, ça?

M. GOSSELIN: Oui.

M. ST-PIERRE: \$47,159.33?

M. GOSSELIN: Oui. Quels sont les noms des soumissionnaires et les montants de chacun d'eux?

M. ST-PIERRE: Nous allons avoir la liste des soumissionnaires.

UNE VOIX: Adopté?

M. ST-PIERRE: M.C. Construction Enr.

M. GOSSELIN: Oui. Quel était le montant initial lorsqu'on a accordé le contrat?

M. ST-PIERRE: \$45,575.

M. GOSSELIN: \$45,575.

M. ST-PIERRE: \$45,575.30. Ici c'est \$47,159.33; ici c'est \$45,755.30.

M. GOSSELIN: Oui il y a une différence assez importante...

M. ST-PIERRE: Quelle est la différence?

M. GOSSELIN: Il y a une différence de \$2,000 et en plus de ça, il y a une différence aussi dans les nouvelles qui ont paru dans les journaux, parce qu'à l'appel des soumissions publiques, M.C. Construction n'avait pas mentionné ce montant-là.

M. ST-PIERRE: le montant de \$47,159 était vraiment le montant qui a été payé à Clifton durant l'année. Il y a eu des extras, le chauffage, parce qu'il y a des travaux d'hiver.

M. GOSSELIN: Je ne parle pas du chauffage pour les travaux d'hiver. A Clifton-Est, M. le Président, ils n'ont pas même d'hôtel de ville, ils n'ont pas même de bâtiment pour réunir le conseil de ville. Alors, les Travaux publics peuvent avoir payé certaines choses sur d'autres ponts. Mais ce que j'aimerais savoir par exemple: lorsque M. C. Construction s'est vu attribuer ce pont-là, quels étaient les autres soumissionnaires et à quels montants?

M. ST-PIERRE: Il y avait M. C. Construction Enr., \$45,755.30; Faby & Fils Limitée, \$55,343.98, et Edmond Scalabrini, \$71,860.61. Je crois que Scalabrini est un des amis du député de Compton.

M. GOSSELIN: M. le Président, il est encore plus ami avec le ministre, puis le ministre allait toujours à sa rescousse...

M. ST-PIERRE: Je regrette, je ne le connais pas.

M. GOSSELIN: ... l'autre jour, quand il a été obligé de faire cession de ses biens. Alors, M. le Président, le ministre tout à l'heure nous disait que le député de Compton devrait s'en rapporter à l'étude des crédits sur les travaux publics, et entre autres, il m'a référé à la page 592. S'il fallait faire l'étude avec les chiffres qui nous sont fournis sur les 102 ponts, qui ont formé un montant total de \$11,314,000, on pourrait donc déduire qu'il y a eu \$3,336,000 d'extras parce qu'il y a une différence de \$3,036,000 avec ce qui est rapporté dans le livre des comptes publics.

M. ST-PIERRE: M. le Président, c'est bien malheureux que le député de Compton ne constate pas que c'est faux ce qu'il dit là. Il cite des chiffres qui sont écrits, mais il sait bien que, ce qui a été fait durant l'année, les ponts permanents qui ont été terminés, totalise \$8,278,015.81. Il peut y avoir eu beaucoup plus de contrats, certaines années. S'il prend ça

comme des extras sur ces ponts-là, il se trompe ce sont deux chiffres qui ne se comparent pas. Il faudrait absolument qu'il comprenne. Moi je suis bien prêt à lui donner des cours! S'il pouvait venir me rencontrer, avec les ingénieurs...

M. GOSSELIN: Je pense, M. le Président, que si j'ai besoin d'un professeur je ne m'adresserai pas auprès du ministre.

M. ST-PIERRE: Il faut absolument qu'il utilise ce qu'on appelle le « fair play »...

M. GOSSELIN: Je ne doute pas de sa compétence mais je choisirais un autre professeur.

M. ST-PIERRE: ... et qu'il n'essaie pas d'insinuer des chiffres. Parce que, voyez-vous, \$8,278,015.81 c'est exactement écrit sous l'item immobilisations, ça veut dire des ponts qui ont été entrés comme étant terminés. Mais ça ne veut pas dire qu'un pont, qui est donné au mois d'octobre, est fini pour le 31 mars. Le montant qui a été dépensé et payé est mis dans cette année-là et ensuite le solde est transporté dans l'autre année. Je sais que c'est assez difficile à comprendre. Je ne blâme pas le député mais évidemment il ne faudrait pas qu'il fasse de comparaisons comme ça!...

M. GOSSELIN: Il n'y a rien de veuf dans tout ce que le ministre nous apprend là. Même nous avons appris du comptable l'an dernier, au comité des comptes publics, qu'à la Voirie par exemple il y avait eu \$11,000,000 de comptes qui étaient restés dans les tiroirs, qui chevauchaient une année sur l'autre. Ce n'est pas étonnant qu'il puisse y en avoir autant ici au ministère des Travaux publics. Cependant on doit s'en tenir ici aux documents...

M. MORISSETTE: Si vous le savez, ne posez pas la question.

M. GOSSELIN: Et on a la preuve tangible aussi qu'il y a des extras très considérables qui ont été payés dans...

M. ST-PIERRE: Il y a eu toutes sortes de rapports qui ont été donnés. On demandait quelle était la liste des propriétés achetées et puis tout ça, tout ce qui a été dépensé, c'est même mis dans les rapports ici, à la page 593, il y a un lot de renseignements qui n'ont jamais existé auparavant.

M. GOSSELIN: Vous avez bien pris garde de

mettre les montants, par exemple...

M. ST-PIERRE: On demandait tout à l'heure quels étaient les terrains qu'on avait achetés, on les a dans le rapport ici, tout est écrit.

M. GOSSELIN: On a toute la liste, mais on n'a pas le montant qui a été payé.

M. ST-PIERRE: Rue Claire-Fontaine, tout ça, tout est indiqué un par un. On nous pose la question, au moins, j'avouerais qu'on ne devrait pas poser de questions sur des rapports de même, nous demander des chiffres qui sont déjà imprimés.

M. GOSSELIN: Des rapports qui ne veulent rien dire, c'est tout simplement une longue énumération de titres de toutes sortes, ou encore des travaux insignifiants.

M. ST-PIERRE: C'est toujours le même rapport.

M. MORISSETTE: Le député de Compton est fatigué, il a besoin de vacances.

M. GOSSELIN: Je ne suis pas fatigué du tout, je peux...

M. ST-PIERRE: C'est facile à dire ça...

M. MORISSETTE: On ne comprend pas vite.

M. ST-PIERRE: ... n'importe qui, n'importe quand, on peut demander pourquoi un magasin par exemple, un gros magasin qui ne serait pas situé dans Compton, qui est situé à Montréal, c'est parce qu'il y a moins de clientèle à Compton qu'il y en a à Montréal, le magasin est en proportion, les chiffres sont en proportion de ce qu'on fait, c'est logique ça. Je sais que le député de Compton est avide de savoir la vérité puis je lui donne tous les renseignements, je les donne aussi bonnement que possible...

M. GOSSELIN: Ce dont je suis le plus avide de tout, c'est de savoir exactement ce que vous faites avec les deniers de la province parce qu'on a eu des preuves, on a eu des exemples de certains gaspillages qui se sont faits dans la location des loyers, on a encore l'exemple qu'il y en a eu dans la construction de certains ponts, on a l'exemple aussi, par les nouvelles que nous rapportent les journaux et que le ministre ne contredit pas, qu'il y a des expériences qui ont été fort coûteuses à la province à même les deniers publics.

M. ST-PIERRE: Les expériences ont été fort coûteuses avant 1960 surtout.

M. GOSSELIN: Oui, mais elles le sont encore plus aujourd'hui.

M. ST-PIERRE: Parce qu'il ne s'est rien fait. Si on a tellement d'ouvrage en ce moment c'est que, durant 16 ans, il ne s'est rien fait.

M. MORISSETTE: Les ponts coûtaient cher dans ce temps-là.

M. LE PRÉSIDENT: L'article 7 sera-t-il adopté messieurs?

M. BERNATCHEZ: M. le Président, on veut rentrer dans des sujets comme ça, on va faire des comparaisons, ça ne prendra pas de temps.

M. GOSSELIN: On est prêt à en faire des comparaisons.

M. BERNATCHEZ: M. le Président, j'ai une question à poser au ministre des Travaux publics.

M. ST-PIERRE: On va parler du coût de certains ponts, St-Georges...

M. BERNATCHEZ: On va parler du pont de St-Gédéon aussi. C'est pour ça que je me lève.

M. ST-PIERRE: Ce n'est pas à vous que je parle.

M. BERNATCHEZ: Ah, excusez!

M. ST-PIERRE: Je vous écoute.

M. BERNATCHEZ: Bien, je voudrais justement parler de certains ponts, M. le Président, et ça intéresse le ministre. Le pont de St-Gédéon dans le Lac St-Jean, où en êtes-vous rendu, le ministère des Travaux publics, avec la construction du pont de St-Gédéon sur la route régionale?

M. ST-PIERRE: On prépare les plans dans le moment pour le pont de St-Gédéon, nous préparons les plans.

M. BERNATCHEZ: Pardon?

M. ST-PIERRE: Nous sommes à préparer les plans pour le pont de St-Gédéon. Je pense...

M. BERNATCHEZ: Vous allez être obligé de

changer de souffleur, M. le Président. Le pont de St-Gédéon, les plans sont faits, les plans ont été revisés, les soumissions ont été demandées, le contrat a été accordé, les matériaux ont été transportés sur les lieux, et puis le ministère à un moment donné a changé d'idée...

M. ST-PIERRE: Oui, je vous dirai pourquoi.

M. BERNATCHEZ: Ah!

M. ST-PIERRE: Je suis au courant pour quoi, c'est parce que...

M. BERNATCHEZ: Ah, c'est bon!

M. ST-PIERRE: ... le changement, il y a un changement qui a été demandé dans la route et n'a pas été accepté par le village, c'est un pont qu'on a essayé d'imposer à un endroit dont le village ne voulait pas, parce qu'on voulait que les gens continuent à passer dans le village. On essayait de les faire passer par dessus le chemin de fer et hors du village, et la population n'a pas accepté ce pont où on voulait le bâtir.

M. GOSSELIN: Que faites-vous de votre grand plan d'ensemble, la planification?

M. ST-PIERRE: C'est justement le plan d'ensemble qui a rectifié cela.

M. BERNATCHEZ: M. le Président, vous venez d'entendre le ministre, il y a un instant, dire on attend les plans. Là il nous dit...

M. MORISSETTE: Ce n'est pas ça que...

M. BERNATCHEZ: ... nous avons les plans, nous avons tout donné, maintenant il attend la décision de la population. Pour l'information du ministre, je suis autorisé à lui dire que la population était d'accord, ce sont certains de ces petits mélanges de membres de l'organisation libérale de la région qui ont vu des inconvénients dans l'organisation de ce projet-là.

M. ST-PIERRE: Ils ont mis le chemin de fer.

M. BERNATCHEZ: Ils ont mis des objections, et la population attend toujours la réalisation de ce projet qui avait rencontré l'unanimité des autorités locales, et la preuve c'est que...

M. ST-PIERRE: Cela n'a pas l'air à ça.

M. BERNATCHEZ: ... non, c'est le ministre qui a changé d'idée, ce n'est pas la population...

M. GOSSELIN: Ce n'est pas le ministre, c'est la Fédération libérale.

M. BERNATCHEZ: Maintenant, il y a un autre pont...

M. COLLARD: Est-ce que le député voudrait que je parle sur le pont de St-Gédéon?

M. BERNATCHEZ: Certain. Le député est arrivé, il va pouvoir nous en parler du pont de St-Gédéon.

M. ST-PIERRE: Il va vous en parler.

M. BERNATCHEZ: Selon les informations que j'ai, la population est en faveur de la construction du pont, tel qu'il avait été décidé, selon des plans qui ont été soumis au ministère et approuvés. Le contrat a été accordé, les matériaux de fer étaient rendus sur les lieux, à un moment donné, les travaux ont été arrêtés, suspendus, et tout est resté en plan depuis ce temps-là. Le ministre dit, les gens ne s'entendaient pas. Je serais heureux d'entendre la version du député du Lac St-Jean parce que selon les informations...

M. COLLARD: Cela va me faire plaisir.

M. BERNATCHEZ: ... qu'on a, ce n'est pas exactement ce que dit le ministre. Est-ce que le député a quelque chose à dire sur le pont de St-Gédéon?

M. COLLARD: Certainement, M. le Président. Je ne savais pas que le député de Lotbinière avait des intérêts à St-Gédéon et au Lac St-Jean.

M. BERNATCHEZ: Beaucoup, beaucoup.

M. COLLARD: Et je tiens à le féliciter de s'intéresser...

M. ST-PIERRE: C'est l'intérêt qui le prend.

M. COLLARD: ... à la population du Lac St-Jean, principalement de St-Gédéon. Du reste si le député...

M. JOHNSON: Il faut bien suppléer à l'inertie du député.

M. COLLARD: A l'inertie, vous dites?

M. JOHNSON: Du député.

M. COLLARD: Ah! vous êtes aimable, je remercie le chef de l'Opposition.

M. ST-PIERRE: Il a toujours été aimable.

M. COLLARD: Je puis informer le député de Lotbinière...

M. JOHNSON: C'est dit avec le sourire.

M. COLLARD: ... qu'au cours de la dernière campagne de 1960, il a été fortement question du pont de St-Gédéon et le député du temps n'a certainement pas donné les informations qu'il tient à donner actuellement à la Chambre parce que, au cours même de la campagne électorale, il y a eu une requête dans une proportion je dirais à peu près de 75% à 80% des résidents de St-Gédéon qui s'objectaient au pont tel qu'on voulait le construire dans le temps alors que ce pont devrait sauter au-dessus d'une voie ferrée et coûter probablement trois ou quatre fois le coût que celui que le ministère construit actuellement.

En plus, je pense que le député de Chicoutimi est bien au courant de ces routes-là, où on construisait le pont, on dirigeait la circulation vers Chicoutimi plutôt que vers la ville d'Alma. Cela c'est peut-être un problème que le député de Lotbinière ne connaît pas.

Cela a été la raison pour laquelle les gens de St-Gédéon ont demandé que le pont se construise dans un autre endroit et que la route se dirige plutôt vers Alma. Cela a été la principale raison et je suis convaincu que le député de Lotbinière pourrait venir à St-Gédéon en fin de semaine et consulter la population. Je suis convaincu d'avance qu'il y a certainement...

M. JOHNSON: Est-ce que le député va dans son comté?

M. COLLARD: ... quelques personnes dans St-Gédéon qui sont de l'opinion du député de Lotbinière mais ces quelques personnes-là ne représentent pas, je dirais, 10% de la population. Et puis en surplus le député de Lotbinière disait que le ministère des Travaux publics avait un contrat avant 1960, je prie le ministre de référer et je serais très surpris de voir qu'il y ait eu un contrat. Qu'est-ce qui est arrivé? C'est une compagnie de construction qui avant 1960 a débuté la construction du pont sans autorisation du ministère des Travaux publics.

DES VOIX: Ah!

M. LALONDE: Une grosse « baloune ».

M. MORISSETTE: Encore une autre « baloune ».

M. BERNATCHEZ: M. le Président, j'affirme, je répète, je disait tout à l'heure que le député a confirmé ce que j'ai dit à savoir qu'il y avait un plan de déterminé, un plan d'accepté, un contrat qui a été accordé, des matériaux qui étaient sur les lieux et il dit que par après des gens pour des raisons qu'il essaie d'inventer, ont demandé que le pont soit déplacé. Les faits sont là, la population s'est prononcée dans le temps, le Conseil municipal a demandé avec instance au ministre des Travaux publics du temps de construire un pont à cet endroit...

M. MORISSETTE: Cela pressait.

M. BERNATCHEZ: ... et des démarches ont été faites à la demande du Conseil municipal ce qui n'est pas arrivé par exemple dans la ville d'Alma...

M. HEBERT: Cela pressait avant les élections.

M. COLLARD: Allez-y, on va en parler, un autre petit roman.

M. BERNATCHEZ: ... à la construction du pont St-Georges. Ce n'est pas la même chose dans la construction du pont St-Georges. Je dis qu'à St-Gédéon la municipalité a fait des démarches, elle a passé des résolutions, elle a écrit au ministre des Travaux publics du temps essayant de l'intéresser à la construction d'un pont, démontrant l'urgence, la nécessité de cette construction...

M. ST-PIERRE: Est-ce que je pourrais faire une suggestion au député?

M. BERNATCHEZ: Ah! certainement.

M. ST-PIERRE: Juste pour savoir pour quel prix le contrat était pour la construction du pont.

M. BERNATCHEZ: M. le Président, je n'ai pas demandé quel était le prix du contrat, je n'ai pas demandé à personne quels seraient les montants dépensés...

M. ST-PIERRE: J'aimerais à savoir. On a parlé d'un contrat...

M. BERNATCHEZ: ... j'affirme que les in-

formations que j'ai eues sont à l'effet qu'un contrat a été accordé, que le ministre était consentant à bâtir le pont.

M. ST-PIERRE: Quel était le montant?

M. BERNATCHEZ: La plus belle preuve c'est qu'on a demandé une réquisition, les matériaux. Il a accordé le contrat, l'entrepreneur je ne sais même pas son nom...

M. ST-PIERRE: Le député sait le montant...

M. MORISSETTE: Sans soumissions publiques.

M. BERNATCHEZ: ... qui avait eu le contrat, a fait transporter sur les lieux les matériaux nécessaires.

M. MORISSETTE: Donnez donc les noms des soumissionnaires pour le contrat?

M. ST-PIERRE: Le montant du contrat?

M. BERNATCHEZ: Oui, le comté de Duplessis ils vont vous en parler la semaine prochaine dans l'autre...

M. ST-PIERRE: Le nom des soumissionnaires? La liste des soumissionnaires?

M. MORISSETTE: Donnez la liste des soumissionnaires?

M. BERNATCHEZ: ... sur le budget des Terres et Forêts. On va vous parler.

M. ST-PIERRE: Le soumissionnaire était-il mineur ou majeur?

M. BERNATCHEZ: Voici, M. le Président, un pont à St-Gédéon que le ministre refuse de construire, il a arrêté cette construction malgré que toutes les autorités locales étaient en faveur elles l'avaient demandé depuis longtemps, il a refusé de construire ce pont pour aller en commencer un autre à St-Joseph d'Alma dans le quartier St-Georges...

M. MORISSETTE: Vous êtes assez mêlé comme ça, contentez-vous du pont St-Gédéon.

M. LE PRESIDENT: A l'ordre, messieurs.

M. BERNATCHEZ: ... je voudrais savoir du ministre s'il peut nous produire une lettre, une résolution nous informant que le Conseil

municipal a fait les premières démarches pour la construction de ce pont-là. J'ai posé une question au ministre, j'ai demandé certains détails, il a répondu au procès verbal de la Chambre. Il me dit que le Conseil municipal a accepté une telle participation dans la construction du pont mais il ne dit pas par exemple si c'est le conseil municipal qui a passé en tout premier lieu une résolution démontrant l'urgence, la nécessité de cette construction et invitant le ministre à soumettre un plan. D'après les informations que j'ai ici et les détails également que j'ai eus sur les lieux,...

UNE VOIX: Déposez-les, ces renseignements!

M. LE PRESIDENT: A l'ordre, messieurs.

M. BERNATCHEZ: ... rien d'officiel n'a émané du conseil avant une résolution acceptant les conditions du ministre. Alors c'est ça que je trouve drôle un peu. Vous avez à un endroit, à St-Gédéon, un pont que toute la population réclame, un pont qui est urgent. On refuse de bâtir ce pont-là pour aller, par contre, en bâtir un dans le quartier St-Georges.

M. ST-PIERRE: Que veut-on savoir au sujet de ce pont? Est-ce que vous pourriez me dire le montant du contrat?

M. JOHNSON: Bien non, c'est le sous-ministre et le ministre, ce n'est pas nous.

M. ST-PIERRE: J'ai la liste des soumissionnaires. J'ai besoin de cette liste c'est notre principe, et le montant du contrat. Il me semble qu'on pourrait l'avoir, si ça a été commencé.

M. JOHNSON: C'est le ministre qui est chargé d'administrer. C'est le député de St-Hyacinthe avec tous ses fonctionnaires autour de lui.

UNE VOIX: C'est vous autres qui avez donné le contrat.

M. ST-PIERRE: On n'a pas trouvé le contrat. On cherche le contrat depuis ce temps-là.

M. JOHNSON: Vous ne trouvez pas ça ridicule de demander...

M. MORISSETTE: Ce n'était pas un contrat.

M. JOHNSON: ... des questions à l'Opposition.

M. COLLARD: M. le Président, je remercie encore le député de Lotbinière de mettre en valeur la cité d'Alma et le comté Lac-St-Jean par ses questions. Et il me fait plaisir...

M. JOHNSON: On sait que c'est nécessaire.

M. COLLARD: ... de bien vouloir lui répondre. C'est que, en 1953, il y a eu devant la Chambre, ici, une demande d'annexion de la ville de Riverbend à Alma. Et je me rappelle que messieurs de l'Opposition constituaient le gouvernement dans le temps. Si ma mémoire est fidèle, il y a eu un arrangement que l'on a appelé « un cataplasme sur une jambe de bois » à la suite de la demande d'annexion de la ville de Riverbend à la cité d'Alma.

Et à cette occasion, je reviens au sujet qu'a demandé le député de Lotbinière, on a demandé la construction d'un pont pour relier ce qu'on appelait dans le temps le village St-Georges à la cité d'Alma qui, aujourd'hui, je veux dire le village St-Georges, constitue le quartier St-Georges d'Alma. Cela c'était en 1953.

Par la suite, le ministère des Travaux publics a retardé l'acceptation de la construction du pont. Pour l'information du député de Lotbinière, le maire de la cité d'Alma, en 1953, était M. Paul Levasseur, ancien député, de 1959 à 1960, et le député actuel du comté Lac St Jean était échevin du quartier ouest de la ville d'Alma, Or, en 1953, il y a eu une résolution de passée et il y en a eu une autre en 1955, J'étais encore échevin de la cité d'Alma et le maire de la cité d'Alma était celui qui fut député en 1959, ici en cette Chambre. Et j'étais candidat en 1956 et on a promis la construction du pont en 1956. En 1959, on a également promis la construction du pont et depuis 1960, eh bien, le ministère des Travaux publics a enfin réalisé la promesse de l'Union nationale. Et si le...

M. JOHNSON: Oui.

M. COLLARD: ... député de Lotbinière veut d'autres informations, je suis à son service.

M. JOHNSON: M. le Président, je pense que les électeurs du Lac St-Jean vont féliciter le député de Lotbinière d'avoir provoqué le député du Lac St-Jean à s'exprimer dans cette Chambre. Il le fait d'une façon très élégante quant à la forme. Quant au fond, il commet quelques petites erreurs.

UNE VOIX: C'est boiteux.

M. JOHNSON: D'abord, quand il parle de

cette demande d'annexion qui avait été dans le temps refusée mais qui avait provoqué une autre solution, il dit: « Ce fut un cataplasme sur une jambe de bois ». Si j'ai bonne mémoire, il s'agit de cet arrangement ou de cette provision de la loi en vertu de laquelle Riverbend devait payer à la municipalité d'Alma un montant de X dollars je crois que c'est \$350,000.

M. COLLARD: \$36,000 par année.

M. JOHNSON: Pardon, \$36,000 par année pendant 10 ans?

M. COLLARD: Pendant 20 ans.

M. JOHNSON: Pendant 20 ans. M. le Président, ce cataplasme sur une jambe de bois était quand même un remède, je crois, plus efficace que la situation actuelle dans laquelle se trouve la ville d'Alma qui, ayant fait accepter le principe dans son bill de 1961 ou 1962?...

M. COLLARD: 1962.

M. JOHNSON: ... 1962, le principe de la fusion d'Alma, de Naudville, de Riverbend et d'Isle-Maligne, est quand même prise maintenant avec ses vieilles dettes...

UNE VOIX: Les Travaux publics!

M. JOHNSON: ... et ne reçoit plus ce \$36,000 du moins ne le reçoit pas pour disposition en faveur des contribuables du quartier Alma. Et le député aurait dû, pour respecter, la vérité dire, que les gens de chez eux, à commencer par le maire, ne sont pas du tout satisfaits de la supposée solution qu'on a apportée en 1962, solution lui est néfaste pour le payeur de taxes d'Alma at de Naudville. Le député ne devrait donc pas mépriser ce qu'il appelle ce cataplasme et qui était quand même appréciable beaucoup plus que la solution actuelle à moins qu'on ne la complète par un bill privé cette année.

Et encore en 1962, le député du Lac St-Jean peut compter sur les députés de l'Opposition pour lui aider à obtenir, du comité des bills privés, une solution plus juste, plus raisonnable et plus équitable cette année.

M. le Président, le problème est simple. Le ministre a décidé d'accomplir une promesse de l'Union nationale, comme dit...

M. COLLARD: Je vous remercie.

M. JOHNSON: ... le député du Lac St-Jean, qui remonte en 1955. Le ministre pourrait-il

nous dire si le député du Lac St-Jean est intervenu pour faire construire le pont dans la ville d'Alma plutôt qu'à St-Gédéon.

M. ST-PIERRE: Le ministre n'est pas intervenu.

M. JOHNSON: Le député?

M. ST-PIERRE: Le député non plus n'est pas intervenu. Les deux ponts sont deux ponts que nous allons construire. Un est commencé et l'autre va commencer. On ne fait pas seulement un pont on en fait deux. Et on construit le pont dans St-Gédéon, là où la population le veut, à un coût moindre, beaucoup moins coûteux, un coût qui n'est pas le même du tout, parce que la largeur de la rivière n'est pas la même du tout là où le pont passera et où il aurait passé si nous avions continué les travaux. D'ailleurs, la population ne voulait pas qu'on évite de passer dans le village, qui est un village qui a besoin de la circulation des touristes ou autres pour vivre. Elle ne voulait pas non plus, la population, que l'on passe par dessus le chemin de fer au lieu d'éviter le chemin de fer. Ces deux considérations-là ont été prises d'ailleurs dans l'intérêt de la population tout entière, et nous agissons ainsi.

S'il y a de l'opposition, c'est probablement du seul, la seule personne, ou un pour cent de la population de St-Gédéon qui est contre, et 99 pour cent qui est pour. Dans l'intérêt du village, et dans l'intérêt de la population du Lac St-Jean, dans l'intérêt de St-Joseph d'Alma aussi, je crois que nous faisons quelque chose de très bien dans les deux endroits, et qui rendra un grand service à la population.

M. JOHNSON: Le ministre dit donc que le député du Lac St-Jean n'est pas intervenu pour faire construire le pont dans le quartier St-Georges. J'en prends note et je prends note surtout que...

M. ST-PIERRE: Le ministre n'est pas intervenu, mais seulement le député du Lac St-Jean a certainement transmis le message du conseil municipal de St-Joseph d'Alma pour le besoin d'un pont. C'est normal.

M. JOHNSON: Si je comprends le raisonnement du ministre, on doit ce pont aux démarches qu'a faites dans le temps le député, quand il était conseiller, et sous le règne du maire Paul Levasseur.

M. ST-PIERRE : Non, ce serait une grave

erreur pour le chef de l'Opposition de penser ça, parce que cette demande a été faite...

M. JOHNSON: C'est une autre réalisation un peu tardive du maire Paul Levasseur qui, certainement, sera heureux de voir qu'on lui rend cet après-midi, le témoignage d'avoir rendu service à la ville d'Alma, plus spécialement au quartier St-Georges.

M. COLLARD: Je lui ai déjà rendu hommage.

UNE VOIX: Une autre question...

M. JOHNSON: C'est une drôle de manière de le faire.

M. BERNATCHEZ: J'ai l'impression, M. le Président, après en avoir parlé de ce pont avec la population d'Alma, j'ai l'impression que le ministre est de la même opinion que la population de la ville d'Alma, à savoir que le pont n'était pas nécessaire. Le pont dont on parle du quartier St-Georges. La population dit: on n'a pas plus besoin de ce pont-là qu'on aurait besoin de deux ponts côte à côte au même endroit. Il n'y a pas de circulation, il n'y en aura jamais avant 15, 20 ans, si à un moment donné il y avait un domaine, un développement domiciliaire dans les terrains qui intéressent certaines personnes proches du député...

M. MORISSETTE: Vous irez dire ça à la prochaine élection à Alma.

M. BERNATCHEZ: Oui, c'est très bien. On va aller à Arthabaska. On y est retourné, puis on a eu du plaisir.

M. LE PRESIDENT: A l'ordre, messieurs.

M. BERNATCHEZ: Alors je dis que la population a manifesté et nous rapporte qu'elle ne trouve pas que ce pont-là était urgent. Je crois que c'est également l'opinion du ministre parce qu'il a posé des conditions à la ville pour construire ce pont-là, des conditions qu'il n'impose jamais ailleurs. Pour bâtir un pont dans la ville d'Alma, un pont qui d'après les informations fournies par le ministre va coûter \$337,000, on exige de la ville d'Alma une contribution de presque 50% de la construction du pont.

On oblige la municipalité d'Alma à fournir les terrains, à payer les approches du pont, qui vont coûter \$125,000. Il faut que la ville achète des terrains. A l'heure actuelle elle a pour

\$14,000 de terrains d'achetés pour permettre la construction de ce pont, et ça va l'obliger également à acheter du terrain pour faire des routes. Alors, les gens d'Alma disent couramment: « On n'a pas besoin de ce pont-là, c'est un pont fantôme, qui nous a été imposé par un député fantôme, puisqu'on ne le veut pas.

M. MORISSETTE: Cela ne nous intéresse pas nous autres ça.

M. COLLARD: M. le Président, j'invite encore une fois le député de Lotbinière à venir répéter ce qu'il vient de dire à Alma.

M. MORISSETTE: C'est ça.

M. COLLARD: J'ai bien peur qu'il ne reçoive pas beaucoup d'applaudissements de la population.

M. COLLARD: ... je puis déclarer M. le Président, qu'à la ville d'Alma, le ministère des Travaux publics a demandé que l'on s'occupe de l'expropriation d'une propriété sise sur la route conduisant directement aux usines de l'ALCAN, et également, la ville d'Alma a exproprié un terrain, qui se rendra à la rue St-Joseph, pour un montant de \$2,000. Vous comprendrez M. le Président qu'il y a une différence avec \$150,000 qu'a dit le député de Lotbinière...

UNE VOIX: ... c'est un menteur...

M. COLLARD: ... en plus, pour situer le député de Lotbinière, dans Alma, il y a un moulin à papier, que l'on appelle communément le moulin à papier Price Brothers, et ce pont-là pourra permettre aux ouvriers et de l'ALCAN, et de Price Brothers', ainsi qu'à la circulation qui doit aller dans le nord du comté Lac St-Jean, de passer sur ce pont-là pour éviter de passer dans le centre de la ville qui est très achalandée.

Pour terminer, je puis affirmer que le conseil de ville a passé plusieurs résolutions, et que la population en général, sauf quelques, disons patroneux dans le temps de l'Union nationale, qui pour des fins politiques sont contre le pont, et probablement qu'ils ont envoyé une lettre au député de Lotbinière pour...

M. MORISSETTE: On l'a invité.

M. COLLARD: ... faire objection ici, en cette Chambre.

M. BERNATCHEZ: M. le Président, je pense que je n'aurai pas besoin d'aller à St-Joseph d'Alma pour renseigner le député. De la manière dont il vient de nous parler, il démontre clairement qu'il n'est pas au courant du projet, il n'est pas au courant des événements. Voici...

M. MORISSETTE: Continue ça.

M. BERNATCHEZ: ...M. le Président. Le ministre des Travaux publics pourrait faire revenir le dossier. On a commencé par exiger à la municipalité l'engagement d'un ingénieur. On a dit à la ville, vous allez engager un ingénieur et faire des plans et vous nous les soumettrez. Ensuite, on les approuvera. La ville, d'abord, a été obligée d'engager un ingénieur qui coûte, à l'heure actuelle, puis le pont n'est pas avancé, \$12,000...

M. ST-PIERRE: Ce n'est pas nous qui l'avons demandé.

M. BERNATCHEZ: ... ensuite, — non, laissez-moi finir là, on va vous l'exposer ce que vous avez demandé à la ville... -

M. ST-PIERRE: J'espère que le député ne parlera pas trop longtemps, parce qu'on pourrait le renseigner tout de suite.

M. BERNATCHEZ: Vous avez demandé à la ville de St-Joseph d'Alma d'engager un ingénieur pour faire le plan.

M. ST-PIERRE: Qui a demandé ça?

M. BERNATCHEZ: Le ministère des travaux publics.

M. ST-PIERRE: Non, non, non,...

M. BERNATCHEZ: Bien qui?

M. ST-PIERRE: Non, non, c'est la ville qui a demandé de faire un plan.

DES VOIX: Ah Ah Ah.

M. MORISSETTE: Une autre « baloune ».

M. ST-PIERRE: Le député de Lotbinière n'est pas au courant de ce qu'il dit dans le moment.

M. BERNATCHEZ: Il y a une résolution de la ville qui a été envoyée au ministère des Travaux publics, disant: pour répondre à votre de-

mande la ville s'engage à engager un ingénieur M. Desrochers. A l'heure actuelle la ville a payé \$12,000. Vous avez dit à la ville vous allez fournir le terrain, la ville a dit on va fournir le terrain, vous avez payé...

M. GOSSELIN: ...

M. LESAGE: Encore une remarque extrêmement désobligeante du député de Compton. Je n'ai qu'un autre beau-frère du nom de Desrochers, il est père dominicain, pour son information.

M. BERNATCHEZ: M. le Président, une autre dépense, vous allez messieurs fournir le terrain, la ville a été obligée d'acheter du côté nord, de M. Louis Boudreau, du terrain pour \$14,000...

M. ST-PIERRE: Oui bien, est-ce que je pourrais poser une question au député?

M. BERNATCHEZ: ... elle a été obligée également d'acheter du terrain encore pour \$2,000. Tout ça, c'est seulement dans les approches du pont, il va falloir qu'elle achète du terrain en plus de ça pour légitimer ce pont-là, il va falloir faire un chemin, alors il faudra acheter du terrain et en plus de ça...

M. ST-PIERRE: Pourquoi le député...

M. BERNATCHEZ: ... en plus de tout ça, le ministère des Travaux publics oblige la municipalité à faire les approches du pont. Bien, si vous considérez ça, si vous tenez compte des chiffres que je viens d'énumérer, la ville d'Alma va être obligée de payer \$150,000 de contribution dans la construction de ce pont, quand elle soutient qu'elle a des problèmes très urgents, qu'elle n'est pas en situation financière de payer ces déboursés, qu'elle n'a jamais insisté pour avoir ce pont-là.

Comment pouvoir justifier ça aux Travaux publics? Quelle est l'attitude du ministre quand, d'une part, il y a la municipalité de St-Gédéon qui veut un pont, le ministre ne veut pas leur en faire; St-Joseph d'Alma dit on a pas besoin de ça pour le moment ce n'est pas notre problème numéro 1, vous nous embarquez dans des obligations financières qu'on n'est pas capable de souffrir, et le ministre dit: On bâtit le pont pareil ».

C'est là la situation. Les gens appellent ça, il y a toutes sortes de qualificatifs, le pont tranquille, le pont fantôme, ce sont les gens qui sont absolument contre la construction de ce

pont. Il me fait plaisir d'accepter l'invitation du député de Lac St-Jean. J'y suis déjà allé, il n'y a pas si longtemps dans le Lac St-Jean, et j'ai été très bien reçu et, pour son information, je me propose d'y retourner avant longtemps.

M. COLLARD: J'aimerais bien, M. le Président, à préciser que l'ingénieur André Desrochers a fait le travail des plans de ce pont en 1953 ou 1954, alors qu'il était ingénieur pour la firme Belle Construction; et les plans ont été faits, ont été refaits quelques années plus tard parce que la compagnie Price Brothers avait demandé certaines conditions concernant le flottage du bois qui se rend au moulin à papier. Alors vous voyez que ça diffère des renseignements qu'ont fournis des gens de l'organisation du député de Lotbinière à Alma.

Je prie le député de Lotbinière de se rendre à Alma, je lui donnerai des noms, et il pourra avoir des informations véridiques en allant au conseil de ville rencontrer le greffier, et même l'ancien député du comté Lac St-Jean, M. Paul Levasseur, pourra le renseigner au sujet de ce pont.

M. JOHNSON: M. le Président, le ministre...

M. ST-PIERRE: Juste un mot...

M. JOHNSON: Oui, mais j'ai une question à poser au ministre, ça va...

M. ST-PIERRE: ...Pour répondre au député de Lotbinière, pour lui dire qu'il y a eu un arrangement avec la ville, et que c'est la ville qui nous a demandé de construire le pont.

Nous avons rencontré le maire et les échevins, il a été convenu que les approches, — jamais nous nous occupons des approches, — c'est une espèce de coopération entre la ville et le ministère des Travaux publics pour bâtir ce pont qui est absolument nécessaire et qui, depuis 1953, traînait sur les tablettes. Alors, de cette manière-là, nous avons contribué ensemble à la construction de ce pont. Le maire et les échevins sont très satisfaits, et le pont est en construction dans le moment et sera terminé. Je crois que la seule personne qui s'objecte actuellement à ce que ce pont-là soit construit, c'est le député de Lotbinière.

M. JOHNSON: M. le Président, le ministre pourrait-il nous dire...

UNE VOIX: C'est un gros pont—

M. JOHNSON:... Depuis le temps où il préside

aux destinées du ministère des Travaux publics, combien de fois il a imposé, pour la construction d'un pont dans une ville, des conditions équivalentes, c'est-à-dire premièrement: paiement par la ville des plans; deuxièmement, paiement des approches par la ville; troisièmement, acquisition du terrain? Est-ce que le ministre a imposé de semblables conditions, ou des conditions comparables, à plusieurs autres villes dans la province depuis qu'il est en tête, en charge du ministère?

M. ST-PIERRE: Je vais dire, évidemment, il y a un item qui frappe actuellement là, il y a une contribution de \$250,000 à Sherbrooke pour la construction de 2 ponts, qui équivaut à un pourcentage semblable à celui qui a été accordé du temps de l'Union nationale à la ville de Sherbrooke pour la construction d'un autre pont.

Il y a ce pont pour lequel il y a eu entente au début. Nous n'avions pas l'intention de nous occuper des approches, ce n'est pas un cadeau qu'on fait à la ville d'Alma, ça sert pour la circulation de la ville, et pour la circulation aussi des routes numérotées qui arriveront à ce pont, mais c'est un projet qui sert pour les deux, et la voirie et la cité d'Alma, de cette façon...

M. JOHNSON: Est-ce qu'il y a d'autres villes à part Sherbrooke?

M. ST-PIERRE: Je ne parle pas du pont de Sherbrooke, je parle d'Alma dans le moment. Le pont de Sherbrooke, ça couvre des routes aussi, mais la contribution est de \$250,000 pour à peu près 30% du projet. Dans le contrat actuel, nous avons pris à nos charges la construction du pont, et les plans qui ont été préparés en 1953 sont à la charge de la municipalité, et les approches sont à la charge de la municipalité, et ça peut couler \$150,000 encore plus, c'est à peu près sur une base, disons, des deux tiers dans le moment que nous octroyons, que nous construisons le pont, c'est-à-dire un tiers par la ville d'Alma, deux tiers par le gouvernement.

M. JOHNSON: Y a-t-il d'autres villes à part Sherbrooke qui ont subi de pareilles conditions?

M. ST-PIERRE: Il y a peut-être un arrangement qui se fera avec Victoriaville pour un pont qui servira pour la circulation de deux routes numérotées à l'intérieur de la ville, et ensuite il n'y en a pas d'autre dans le moment que je vois.

M. JOHNSON: Est-ce que le pont St-Georges

là, on va l'appeler le pont Couillard, le pont Collard, est-ce que le pont Collard, M. le Président...

M. CADIEUX: Cela serait un très beau nom.

M. ST-PIERRE: C'était sensé être le pont Bernatchez.

M. JOHNSON: M. le Président, il faut bien fournir aux célibataires quelques consolations, eux qui ne donnent pas leur nom à des humains, ils peuvent le donner à des ponts.

UNE VOIX: C'est pour ça que vous avez fait ça à Trois-Rivières.

M. JOHNSON: Ah, on le sait. M. le Président, est-ce que le pont Collard, en construction, va relier des routes numérotées, ou fait-il partie d'une route numérotée?

M. ST-PIERRE: Le pont Allard?

M. JOHNSON: Le pont à Alma?

M. ST-PIERRE: Je pense que...

M. JOHNSON: La réponse, c'est non.

M. COLLARD: Bien voici, je pense qu'il faut être dans le contexte de la géographie même de la ville d'Alma pour répondre au chef de l'Opposition. C'est qu'il y a deux rivières qui traversent la ville et la partie nord de la ville et c'est une route numérotée qui s'en va vers le côté nord du comté Lac St-Jean et du comté de Roberval par Dolbeau, et puis cette route numérotée là passe par le centre de la ville, et le pont St-Georges va permettre à faire dévier la circulation pour rencontrer une route numérotée et le boulevard Auger dans la ville d'Alma qui conduit à l'autre route numérotée.

M. JOHNSON: Est-ce qu'il ne serait pas normal puisqu'on doit relier deux routes numérotées que ce soit la province qui paie la construction du chemin.

M. COLLARD: Allez-y, allez-y.

M. JOHNSON: Non, mais on apprend que c'est la ville qui va être obligée de construire les chemins qui mènent à ce pont.

M. COLLARD: Je pense que le chef de l'Opposition pose la question à savoir que le

ministère des Travaux publics devrait payer à cent pour cent les approches et le pont. C'est bien la question qu'il pose?

M. JOHNSON: M. le Président, il devrait, oui, comme il aurait dû le faire, comme il le fait ailleurs sauf à Sherbrooke,

M. ST-PIERRE: Non, il ne le fait pas ailleurs non plus, jamais à pleine contribution à l'intérieur d'une ville.

M. JOHNSON: Voyons donc.

M. ST-PIERRE: Sauf...

M. JOHNSON: Dans notre temps, M. le Président, avant 1960 il y en avait...

M. ST-PIERRE: Quels ponts?

M. JOHNSON: Des dizaines, des douzaines des exemples de ponts faits à cent pour cent approches, M. le Président, payés par le gouvernement, routes d'accès payées par le gouvernement à cent pour cent.

M. ST-PIERRE: A quel endroit?

M. JOHNSON: M. le Président, vous voyez que...

Là le gouvernement est chiche envers la ville d'Alma, M. le Président.

M. ST-PIERRE: A quel endroit?

M. JOHNSON: ... je ne veux pas nuire au député...

M. GAGNON: Cap Chat, Ste-Anne-des-Monts Cap Chat, là au gouvernement qui est revenu au pouvoir en 1945 qui a renversé la...

M. ST-PIERRE: C'est pas une ville Cap Chat.

M. GAGNON: Une municipalité.

M. ST-PIERRE: Oui.

M. GAGNON: Eh bien c'est encore pire si c'est pas un ville.

UNE VOIX: Il parle des villes.

M. JOHNSON: La ville d'Acton Vale.

M. ST-PIERRE: La ville de?

M. JOHNSON: La ville d'Acton Vale, comté de Bagot.

M. ST-PIERRE: Le pont Moisie.

M. JOHNSON: Plusieurs ponts.

M. ST-PIERRE: Je crois que c'est la rivière Moisie.

M. JOHNSON: Non, trois ponts. C'est sur la rivière l'Orignal.

M. ST-PIERRE: Il y a des originaux pas mal, là dans le comté!

UNE VOIX: Et des originaux!

M. JOHNSON: C'est les originaux qui nous descendent de St-Hyacinthe!

M. ST-PIERRE: Les ponts actuellement sont construits à moins que ce soit un pont qui servait absolument juste pour une route numérotée, comme le pont Bouchard à St-Hyacinthe, c'est pour la route 9. Il y a d'autres ponts comme ça qui sont complètement payés à même le projet de la route, actuellement quand c'est un arrangement qui est pris avec la ville, c'est sur un pourcentage et je pense que ça rend un grand service à toute la population.

M. BERNATCHEZ: M. le Président, étant donné que l'utilité du pont est très contestée, que peut-être dans l'optique du ministère des Travaux publics, cette construction-là c'est en vue de répondre à un besoin futur dans quinze ou vingt ans. Pour quelle raison — étant donné la situation, d'abord le partage des idées sur l'opportunité de cette construction-là et deuxièmement sur la situation financière de la ville — pour quelle raison n'accepte-t-il pas la suggestion faite par le chef de l'Opposition et par moi-même et certainement appuyée par le député du Lac St-Jean, de prendre à sa charge, à la charge du ministère des Travaux publics, à cent pour cent la construction du pont, afin de ne pas faire porter sur les contribuables de la ville d'Alma une dépense qui est énorme...

M. ST-PIERRE: M. le Président, il n'y a absolument rien au sujet du pont qui n'ait été supporté par la ville d'Alma sauf la préparation des plans 1953, au sujet du pont. Le ministère des Travaux publics construit le pont à ses frais, et il paie la surveillance à l'ingénieur, mais les plans originaux qui ont été faits en 1953 n'ayant pas été payés dans le temps par l'Union

nationale, nous ayons cru que la ville devait les payer.

M. BERNATCHEZ: Oui, je suis d'accord, le pont est construit à la charge du ministère des Travaux publics, mais il y a des dépenses qui...

M. ST-PIERRE: Mais les approches, ce n'est pas nous qui...

M. BERNATCHEZ: L'achat de terrains, j'en ai énuméré, et je répète que ça va couler \$150,000 à la ville au bas mot...

M. ST-PIERRE: Le ministre des Travaux publics n'achète jamais de terrains.

M. BERNATCHEZ: ... et c'est là une estimation des gens sur les lieux, des gens très au courant et surtout au courant de la situation financière de la ville et qui disent, eh bien s'ils veulent bâtir un pont, qui sera utile dans quinze ou vingt ans, eh bien ça peut être un genre de planification à la mode du ministère des Travaux publics aujourd'hui mais on n'a pas les moyens nous autres de participer, dans une planification comme ça.

M. ST-PIERRE: Quinze, Vingt ans...?

M. BERNATCHEZ: C'était...

M. ST-PIERRE: Cela va être dans quinze ou vingt ans que ça va être utile?

M. BERNATCHEZ: Ils prétendent que le développement et la circulation dans ce quartier là ne justifient pas l'immobilisation que cette construction va représenter et va obliger la ville. C'est là l'opinion.

UNE VOIX: Qui a dit ça?

M. ST-PIERRE: Le député avait une haute estime de la ville d'Alma qui par son maire et ses conseillers ont demandé la construction, il doit probablement les trouver insignifiants d'avoir demandé un pont pour dans vingt ans...

M. LOUBIER: M. le Président, l'honorable ministre des Travaux publics n'est pas sans savoir qu'il y a un problème extrêmement aigu en ce qui concerne particulièrement la circulation au pont de Québec, ici. On se souvient que J'an dernier le premier ministre avait annoncé la construction d'un autre pont parallèle à celui qui existe actuellement. A l'époque, des représentations d'organismes de toute la Rive

sud auxquels s'étaient jointes les Chambres de commerce et les différentes municipalités demandaient au gouvernement de bien vouloir suspendre sa décision et reconsidérer la possibilité de construire un tunnel entre Lévis et Québec.

M. le Président, je rappelle respectueusement au ministre que la construction de ce tunnel entre Lévis et Québec est d'une urgence extrême tant au point de vue social qu'au point de vue économique pour tous les comtés de la Rive sud, partant de Lévis jusqu'en Gaspésie et qui a même...

M. LESAGE: Est-ce que le député de Bellechasse me permettrait une question?

M. LOUBIER: Oui, M. le Président.

M. LESAGE: Est-il personnellement convaincu qu'au point de vue génie le projet de tunnel est faisable?

M. LOUBIER: M. le Président, je n'ai pas à me prononcer, je n'ai pas les techniciens, je n'ai pas...

M. LESAGE: C'est la condition essentielle...

M. LOUBIER: M. le Président, le premier ministre me pose une question, j'espère qu'il va me permettre de répondre? Je n'ai pas comme le premier ministre des experts à côté de moi pour m'expliquer qu'au point de vue génie ça peut être bon ou non.

M. LESAGE: Bien oui, ça ne l'est pas.

M. LOUBIER: Mais je dis par exemple qu'au point de vue nécessité, priorité, il s'agit là d'un problème à régler qui revêt une importance extrême au point de vue économique pour nos régions et je demande tout simplement, d'après le mémoire du Bureau...

M. ST-PIERRE: S'il est question d'un tunnel, évidemment, ça ne dépend pas du ministère des ponts.

M., LOUBIER: ...du commerce et de l'industrie du Québec métropolitain incorporé, qui a soumis un mémoire au premier ministre, je crois, ou au ministre de la Voirie ou le ministre des Travaux publics, mémoire qui reflétait là les études faites par des gens d'une extrême compétence dans ce domaine, Foundation Company et tous ces gens-là, qui ont supporté la thèse qu'un tunnel pouvait être construit...

M. LESAGE: Je regrette...

M. LOUBIER: ... de façon avantageuse au point de vue technique...

M. LESAGE: Je ne puis laisser le député de Bellechasse dire que Foundation Company a supporté, sans des réserves extrêmement sérieuses, le projet de tunnel, au contraire. J'ai vu les gens de Foundation dans mon bureau et les experts de Foundation ont des réserves extrêmement sérieuses sur la possibilité de la construction d'un tunnel entre Québec et Lévis pour diverses raisons dont la première est l'existence des failles, failles qui peuvent constituer un danger très sérieux pour la sécurité des gens.

Deuxièmement, étant donné la profondeur du fleuve entre Québec et Lévis, 180 pieds, et l'existence des escarpements, les pentes devraient être très rapides, à moins que les tunnels ne débouchent très loin de la ville de Lévis et très loin de la ville de Québec, ce qui ne constitue pas à l'heure actuelle un avantage considérable, eu égard aux projets de construction de routes consécutifs à la double voie du pont de Québec.

Une des alternatives évidemment, c'est de construire un pont suspendu sur le Cap Diamant, ça c'est normal. Qu'on aille partout ailleurs dans le monde, on construit des tunnels, — je ne suis pas un ingénieur, mais je sais ça, j'ai assez voyagé pour ça, — on construit des tunnels aux endroits où les berges sont plates...

M. LESAGE: ... et où le lit est peu profond.

M. LOUBIER: Pas toujours.

M. LESAGE: On construit des ponts suspendus où le lit est profond et où les escarpements sont élevés. Et je serais le dernier, M. le Président, comme député d'un des comtés de Québec, comme Québécois attaché à ma ville et à l'esthétique de Québec, à consentir même à la construction d'un pont qui défigurerait le Cap Diamant.

Je n'accepterai pas ça. Si le député de Bellechasse pour aider les gens de la rive Sud, les gens de son comté, de Montmagny de Dorchester et de Rivière-du-Loup et d'en bas, parle de la construction éventuelle d'un pont entre me d'Orléans et Beaumont, ça c'est une autre affaire. Cela, au point de vue économique et au point de vue esthétique, c'est possible mais le tunnel, on a fait une campagne formidable en faveur d'un tunnel, je suis un homme raisonnable, je suis un Québécois. J'ai été député d'un

comté de la rive Sud. Si j'étais convaincu, M. le Président, qu'il y a moyen à l'heure actuelle au point de vue génie de construire ce tunnel dans des conditions économiques, je serais le premier à dire oui, nous commencerions le plus tôt possible.

Mais tel n'est pas le cas. Je le répète, ce tunnel devrait déboucher très loin sur la rive Sud et déboucher également loin à Québec. Est-ce qu'on va faire par exemple déboucher ce tunnel dans le centre de la ville comme on l'a proposé? Au pied de l'escalier qui descend au coin de la Côte d'Abraham et rue de la Couronne, c'est impensable. Qu'on demande à n'importe quel expert...

M. LOUBIER: M. le Président, sur un point d'ordre. Le premier ministre avait une question à me poser, il est en train de faire un discours. J'aimerais bien finir mon exposé...

M. LESAGE: Bien non. D'ailleurs, M. le Président, il est 6 heures moins cinq et nous avons les messages du...

M. LOUBIER: ... que j'avais commencé.

M. LESAGE: Et je propose que le comité fasse rapport à la Chambre qu'il n'a pas fini de délibérer.

M. LOUBIER: Mais je demanderais au premier ministre d'agir avec plus d'élégance.

M. LESAGE: Mais non, nous avons des amendements à étudier, des amendements du Conseil et j'ai dit au vice-président il y a déjà un « bon bout de temps » qu'il faudrait lever le comité à 6 heures moins cinq.

M. LOUBIER: Oui, oui, M. le Président...

M. JOHNSON: Les amendements du Conseil en vertu du règlement doivent être passés au procès verbal et nous pourrions les étudier demain.

M. LESAGE: Oui, il y a une sanction de bill demain, c'est évident qu'il faut que ce soit aujourd'hui.

DES VOIX: A l'ordre.

M. JOHNSON: M. le Président, le premier ministre se lève pour poser une question ensuite occupe tout le temps. Ce n'est pas raisonnable.

M. LOUBIER: Oui.

M. LESAGE: Le chef de l'Opposition a fait ça bien des fois.

M. JOHNSON: Ce n'est pas raisonnable.

M. LOUBIER: M. le Président, j'aimerais...

M. LE PRÉSIDENT: A l'ordre.

M. LOUBIER: M. le Président, sur un point d'ordre, je parle toujours sur le même point d'ordre.

DES VOIX: A l'ordre.

M. LE PRÉSIDENT: A l'ordre, messieurs.

M. LOUBIER: M. le Président, le premier ministre se lève pour me poser une question alors que je n'ai pas fini mon exposé et à un moment donné...

UNE VOIX: Vous finirez demain.

M. LOUBIER: ... il finit de parler en disant: « Le député de Bellechasse ne pourra plus parler parce que nous avons d'autres choses à discuter ».

M. LESAGE: Bien c'est évident.

M. LOUBIER: Je demanderais que le premier ministre ait plus d'élégance et me permette de finir l'exposé que j'avais commencé.

M. LESAGE: M. le Président, je n'ai certainement pas abusé du droit de parole ni hier ni aujourd'hui et je n'ai presque rien dit à la Chambre.

M. LOUBIER: Bien, M. le Président, ce n'est pas un argument du tout dans le cas présent.

M. COITEUX (Duplessis): Vous parlerez demain.

M. LOUBIER: C'est que le premier ministre devrait avoir la même délicatesse que j'ai eue à son endroit me demandant s'il pouvait me poser une question.

M. LESAGE: Il est 6 heures moins cinq.

M. LOUBIER: J'ai dit oui, M. le premier ministre, et là il occupe tout le temps. Mais,

M. le Président, lorsque dans ses explications le premier ministre parle de l'éventualité fort tangible de la construction d'un pont entre me d'Orléans et Beaumont, je suis complètement d'accord avec lui pour étudier cette possibilité-là et je ne voudrais pas que mon comté soit privé de la construction éventuelle du pont entre 111e d'Orléans et Beaumont. Mais la demande qui a été soumise par mémoire et par toutes les autres résolutions présentées par des organismes sérieux était la construction d'un tunnel entre Lévis et Québec et le premier ministre donne comme argument à un moment donné qu'on ne peut pas construire un tunnel à des endroits où c'est escarpé..., etc...

M. LESAGE: C'est évident.

M. LOUBIER: Quand on songe qu'actuellement on va construire un tunnel traversant la Manche, entre l'Angleterre et la France...

M. LESAGE: Ce n'est pas fait ça.

M. LOUBIER: ... où est l'impossibilité du génie scientifique de construire un tunnel entre Lévis et Québec.

M. LESAGE: Bien, on oublie les failles.

M. LOUBIER: D'autre part, M. le Président, je ne veux pas...

M. LESAGE: Est-ce que le député est au courant de l'existence des failles géologiques?

M. LOUBIER: Bien, M. le Président, si le premier ministre m'interrompt, je vous demanderais de continuer par après. Je demande au premier ministre s'il y a, d'après lui, impossibilité, au point de vue génie, de construire ce tunnel? Cela c'est une question que je pose au premier ministre.

M. LESAGE: Le député m'a posé une question, cette fois-ci et je réponds que je ne suis pas convaincu qu'au point de vue génie la chose soit possible.

M. JOHNSON: Le premier ministre, a-t-il fait faire des études sérieuses sur la responsabilité de la province?

M. LESAGE: Extrêmement sérieuses...

M. JOHNSON: Par qui?

M. LESAGE: D'abord, j'ai eu des rapports

des ingénieurs des Travaux publics. J'ai eu des rapports de Foundation. J'ai vu des gens de Foundations à plusieurs reprises et ils sont très sceptiques sur la possibilité de la construction d'un tunnel sous le St-Laurent vis-à-vis Québec.

M. JOHNSON: Le moins qu'on aurait pu faire, c'est que la province aurait pu faire effectuer des études très sérieuses et...

M. LESAGE: Oui. Non, mais il n'y a pas seulement le génie. Il y a la question de la circulation aussi.

M. JOHNSON: Bien oui.

M. LESAGE: C'est qu'on s'imagine que ce sera un avantage. Est-ce que l'on va dépenser cent millions de dollars, au-delà de cent millions de dollars, simplement pour avoir un lieu direct pour les piétons en définitive, ou pour un service de transport en commun entre Lévis et Québec? Cela n'a pas de sens. Au point de vue économique, ça ne se soutient pas. L'existence d'un tunnel entre Québec et Lévis est justifiable à son coût, à condition que cela serve de grande voie de circulation entre les deux rives du St-Laurent, non seulement pour les citoyens de Lévis et de Québec, mais pour tous les voyageurs de toute la province. Il faut être raisonnable après tout.

Il ne faut pas, M. le Président, tomber dans le piège, et croire tout ce que des promoteurs qui peuvent être intéressés nous présentent. Soyons prudents.

M. JOHNSON: Le conseil métropolitain de Québec...

M. LOUBIER: M. le Président, le premier ministre doit savoir, ou devrait savoir, que les promoteurs de ce projet ne représentent pas un nombre restreint, et d'intéressés, notamment il y a eu les Chambres de Commerce, il y a eu...

M. LESAGE: Je dis, M. le Président...

M. LOUBIER: ... le comté de Bellechasse, toutes les municipalités...

M. LESAGE: J'ai parlé, M. le Président, de ceux qui s'étaient laissés prendre aux belles paroles de certains promoteurs.

M. LOUBIER: M. le Président, je demande et j'ai demandé au ministre des Travaux publics, est-ce qu'on a étudié sérieusement le mé-

moire qui a été soumis? Et quels sont les commentaires qu'on peut en faire aujourd'hui? Est-ce que ces gens-là, les commentaires qu'on a présentés au point de vue avantages techniques, scientifiques, de rentabilité d'un tunnel, économiques, est-ce qu'on a discuté tous ces aspects-là et est-ce que les arguments fournis par les experts ont été rejetés de façon draconienne par le gouvernement actuel, disant que ça n'avait pas de bon sens ni au point de vue technique, ni au point de vue rentabilité, ni au point de vue économique? C'est la question que je pose au premier ministre.

M. LESAGE: M. le Président, j'ai donné la réponse tout à l'heure. J'ai devancé la question du député de Bellechasse et j'ai dit, d'abord, que nous n'étions pas satisfaits de la possibilité, au point de vue génie, que deux, nous étions absolument non satisfaits de la rentabilité du projet et que, trois, le projet présentait des difficultés, quant à la circulation, qui sont pratiquement insurmontables.

M. LOUBIER: Maintenant, M. le Président, est-ce que dans le budget du ministre des travaux publics, on a parlé...

DES VOIX: 6 heures.

M. LOUBIER: ... de la construction d'un autre pont parallèle à l'ouest. Est-ce que ce projet...

M. LESAGE: Il est six heures...

M. LOUBIER: ... y a-t-il eu des travaux préliminaires de faits?

M. ST-PIERRE: La réponse vous a été donnée...

M. LOUBIER: Aucune réponse, il n'y a eu aucun travaux...

DES VOIX: Six heures.

M. LE PRÉSIDENT: A l'ordre!

M. LOUBIER: ... de fait pour améliorer la circulation pour déboucher entre Québec sur l'autre rive.

M. LE PRÉSIDENT: A l'ordre, messieurs. On continuera les...

M. BEDARD (président du comité des subsides): M. le Président, j'ai l'honneur de faire

rapport que le comité a adopté des résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

M. HYDE (président): Quand siégera-t-il? A la prochaine séance? A la prochaine séance. M. Lesage propose que les résolutions soient maintenant lues et agréées. Cette motion sera-t-elle adoptée? Adoptée.

Messages du Conseil législatif:

Le 18 mars 1964

« Ordonné, — Que le greffier reporte à l'Assemblée Législative le bill No 26 intitulé: « Loi octroyant à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1965 et pour d'autres fins du service public », et informe cette Chambre que le Conseil législatif l'a voté.

Attesté:

Henri Fiset
greffier du Conseil législatif »

Le 18 mars 1964

« Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté sans amendement les bills suivants:

« Bill numéro 23 intitulé: « Loi amendant la Loi permettant aux corporations municipales de s'entraider pour combattre les incendies »;

« Bill numéro 24 intitulé: « Loi modifiant la Loi pour améliorer les conditions de l'habitation »;

« Bill numéro 25 intitulé: « Loi modifiant la Loi des pensions ».

Attesté:

Henri Fiset
greffier du Conseil législatif »

Le 18 mars 1964

« Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté avec des amendements qu'il la prie d'agréer le bill suivant:

« Bill no 48 intitulé: « Loi pour protéger les emprunteurs contre certains abus, et les prêteurs contre certains privilèges ».

Attesté:

Henri Fiset
greffier du Conseil législatif »

M. JOHNSON: M. le Président, relativement à ce bill 48, c'est le député de Joliette qui a étudié, qui a fait un travail sur ça.

M. LESAGE: Oui, je l'ai examiné avec...

M. JOHNSON: J'aurais voulu lui soumettre avant...

M. LESAGE: Ah oui, voici, si je peux donner les explications sur les amendements je pense que le chef de l'Opposition va être satisfait.

M. JOHNSON: C'était la raison pour laquelle évidemment je voulais remettre ça à demain.

M. LESAGE: Oui mais cela va être bien simple. L'article 1,...

M. JOHNSON: Oui.

M. LESAGE: ... au paragraphe A des amendements c'est-à-dire l'article 1040 A. J'ai fait parvenir il y a déjà quelque temps au chef de l'Opposition...

M. JOHNSON: C'est ça.

M. LESAGE: ... les amendements apportés par le Conseil législatif. Bien je les avais eus 10 minutes avant alors.

M. JOHNSON: C'est ça!

M. LESAGE: Alors, à 1040 A, on s'aperçoit qu'il s'agit purement et simplement d'une clarification d'une double assurance.

M. JOHNSON: Très bien.

M. LESAGE: A l'article 1040b, on verra qu'il s'agit purement et simplement d'une nouvelle rédaction mais que la substance est exactement la même...

M. JOHNSON: Sauf qu'on l'a mis beaucoup plus clair.

M. LESAGE: Pardon?

M. JOHNSON: Sauf que c'est beaucoup plus clair.

M. LESAGE: Bien peut-être, mais enfin, je dis que c'est une nouvelle rédaction et c'est une amélioration. Quant au dernier paragraphe de 1040c, eh bien il s'agissait là du cas de ceux qui font le commerce de l'achat de créances et nos collègues de l'autre endroit en sont venus à la conclusion que les dispositions de ce paragraphe auraient pour effet de restreindre gravement le crédit, particulièrement celui des commerçants aux banques, et ils suggèrent que nous le biffions. J'avais été avisé, il y a une semaine, de l'opinion exprimée par le leader de l'Opposition au Conseil législatif et j'en étais venu à la conclusion que c'était une question d'exercer son jugement et j'ai pensé que nous pouvions nous fier à des hommes d'expérience sur le sujet et nous sommes disposés à accepter cet amendement.

Quant à l'article 3, il s'agit encore là d'une double assurance. Nous considérons que ce n'était pas nécessaire de la dire parce qu'évidemment les dispositions du Code civil qui sont abrogées ou modifiées reprennent vigueur en la forme et teneur qu'elles avaient avant la sanction de ces lois, c'est entendu! Mais enfin, le Conseil législatif tient à ce que ce soit rédigé d'une façon claire et précise et je n'y ai pas d'objection puisqu'il s'agit encore là d'une double assurance.

Quant à l'article 4, on a discuté longuement, me dit-on, la question de savoir si la loi devait s'appliquer à partir du jour de la sanction ou à partir du 20 janvier 1964, jour où le projet de loi a été déposé ou quelque chose comme ça, je pense. On a eu une longue discussion au Conseil. La raison de la date du 20 janvier était d'empêcher que les créanciers s'empressent de prendre des poursuites pour ne pas tomber sous le coup de la loi. On s'en souviendra, c'est l'argument qui avait été donné ici en Chambre. Au Conseil il y en a qui préféreraient que ce soit le jour de la sanction, d'autres voulaient le laisser au 20 janvier et alors, en guise de compromis, le leader de l'Opposition au Conseil législatif a proposé le texte suivant:

« Les dispositions de l'alinéa précédent ne portent pas atteinte aux causes pendantes au 20 janvier 1964; elles s'appliquent aux causes instituées après cette date sauf quant aux frais ».

Je pense que c'est un moyen terme acceptable et alors je propose l'agrément de ces amendements.

M. JOHNSON: M. le Président, quant aux premier, deuxième et quatrième amendements, je n'ai pas de remarque à faire sauf à répéter qu'il s'agit de clarification et d'une rédaction plus élégante et plus appropriée. Mais je veux tout simplement faire remarquer au premier ministre qu'involontairement il aurait induit la Chambre en erreur en disant que le troisième amendement n'était pas nécessaire. Le premier ministre, si j'ai bien compris, a dit qu'évidemment, du fait qu'on abroge certaines dispositions d'une loi,...

M. LESAGE: Non, non, non.

M. JOHNSON: ... les articles abrogés par cette loi sont remis en vigueur.

M. LESAGE: Non, non, c'est une double assurance purement et simplement.

M. JOHNSON: M. le Président, ce n'est pas une double assurance.

M. LESAGE: En tout cas, quoi qu'il en soit, je suis prêt à l'agréer.

M. JOHNSON: L'article 10 du chapitre 1 des Statuts dit textuellement: « Quand une disposition législative qui en abroge une autre est elle-même abrogée, la première disposition abrogée ne reprend vigueur que si la Législature en a exprimé l'intention ». Or, si le Conseil législatif n'avait pas apporté ce troisième amendement, nous nous serions trouvés, M. le Président, à défaire en somme le but que recherchait le bill car les dispositions abrogées par la loi mentionnées à l'article 2, l'article 3 du bill, ne seraient pas remises en vigueur, mais elles le sont grâce au Conseil législatif. Quand on a une chance de...

M. LESAGE: Je ne suis pas d'accord.

M. JOHNSON: ... de féliciter le Conseil législatif, de se rendre compte de l'importance du travail qu'ils font, M. le Président, il faut bien le souligner. Et malgré tous ses conseillers privés, M. le Président, malgré ses conseillers juridiques, le premier ministre est

bien chanceux d'avoir le Conseil législatif pour l'aviser sur des questions de cette importance, car cela en est une d'une importance fondamentale.

M. LESAGE: Je suis d'accord en général que, évidemment, le Conseil législatif rend de très grands services, mais sur ce point particulier je ne puis pas être d'accord comme avocat.

M. JOHNSON: L'article 10 est clair.

M. LESAGE: Non, je ne suis absolument pas d'accord.

M. JOHNSON: Clair.

M. LE PRESIDENT: La motion d'agrément les amendements sera-t-elle adoptée?

M. JOHNSON: Adoptée.

M. LE PRESIDENT: Adoptée. La Chambre ajourne à demain après-midi, deux heures et demie.